

POUR RÉDUIRE L'AIDE DE L'ÉTAT

**Le recrutement  
va être freiné  
dans les entreprises  
nationales**

LIRE PAGE 28

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

140 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 120 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.;  
Canada, 2 US\$; Danemark, 3 kr.; Espagne, 20 pes.;  
France, 20 fr.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 200 L.; Japon, 120 y.;  
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.;  
Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.;  
U.S.A., 85 cts; Yougoslavie, 10 s. din.  
Tarif des abonnements page 11.  
5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 6307-23 Paris  
Tél. Paris 63 60 70  
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Mme Gandhi et son fils

A peine a-t-elle annoncé la tenue d'élections générales, en mars prochain, que Mme Gandhi fait face à une nouvelle et grave menace, celle fois au sein de son parti, le Congrès. Pour la première fois depuis la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975, une personnalité dirigeante parmi les plus influentes, M. J. Ram, quitte son poste à la fois la formation gouvernementale et le cabinet de Mme Gandhi, dont, à l'âge de soixante-huit ans, il était le doyen. Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, poste important en Inde — il avait été également ministre de la défense au moment du conflit indo-pakistanaï de 1971. — M. Ram vient de se lancer dans un violent réquisitoire contre le régime, dénonçant ses « tendances fascistes » à l'assimilation et la « concentration du pouvoir entre les mains d'une caste, ou même d'une personne ».

Vieux routier de la politique indienne, sûr de trouver de solides appuis, surtout auprès de nombreuses communautés d'indépendables (plus du septième de la population) et des minorités tribales, dont il était le principal représentant au Parlement, M. Ram a attendu l'annonce des élections pour faire part de sa décision. Mais la crise couvait depuis plusieurs mois, surtout depuis la fulgurante ascension — phénomène unique dans l'histoire de l'Inde contemporaine — du fils cadet du premier ministre, M. Sanjay Gandhi. Car c'est avant tout l'héritier présumé du premier ministre qui est visé par la véritable déclaration de guerre lancée par le ministre démissionnaire. A travers ce geste, c'est un conflit de générations plus qu'une crise idéologique qui éclate au grand jour.

Les membres de la vieille classe du Congrès et à plus forte raison ses dirigeants de longue date, comme M. Ram, ont la nostalgie de l'époque où ils tiraient les ficelles du jeu politique. Ils n'ont pas accepté qu'à leur place, et en raison de l'âge et de la discipline imposée par l'état d'urgence, d'être « court-circuités » par un nouveau venu, fut-il le fils de Mme Gandhi. Pensez en avant par sa mère, et devenu plus puissant qu'un ministre, bien qu'il ne soit pas l'un du peuple (il se présentera vraisemblablement aux prochaines élections). M. Sanjay Gandhi, âgé de trente ans, a joué ces derniers mois un rôle de premier plan dans les affaires nationales. Le premier ministre n'a pas épargné la vieille classe politique en assurant qu'il ne serait pas appelé à assumer de très hautes fonctions.

Il ne fait pas de doute non plus que de nombreux parlementaires congressistes, issus du mouvement national pour l'indépendance, et qui régnaient comme des potentats sur leurs fiefs électoraux depuis trente ans, éprouvent le sentiment que leur autorité est battue en brèche par la montée des jeunes aspirant au changement, et qui adhèrent par millions, selon New-Delhi, au mouvement de jeunesse, animé par M. Sanjay Gandhi. Ces jeunes valent en lui un dirigeant sans complexe qui propose un programme simple mais audacieux, puisqu'il prévoit notamment l'abolition du système des castes et de la loi. Mme Gandhi souhaite que cette puissance vague de fond favorise un renouvellement et un renouveau de sa majorité parlementaire.

Comment Mme Gandhi, dont on annonçait jadis qu'elle était « légèrement indisposée », va-t-elle réagir à cette nouvelle épreuve ? La censure étant levée, l'événement ne manquera pas d'apparaître à tout Indien comme un grave camouflet pour le chef du gouvernement. M. Ram demande la levée de l'état d'urgence, et finalement le retour à la situation qui prévalait avant qu'il ne soit imposé. De nombreuses lois d'exception entravent encore l'exercice des libertés fondamentales.

La démission de M. Ram rend plus délicate encore la bataille que le premier ministre va devoir livrer au cours des prochaines semaines.

## MM. Giscard d'Estaing et Schmidt s'interrogent sur les intentions de M. Carter

Le vingt-neuvième entretien franco-allemand « au sommet », prévu par le traité de 1963 devant ouvrir ce jeudi 3 janvier dans l'après-midi par un entretien en tête à tête entre MM. Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt. La conversation est suivie d'un dîner agréablement par un concert. Vendredi, le président de la République et le chancelier auront un second entretien, auquel M. Barre se joindra dans la matinée. Une séance plénière à laquelle participeront plusieurs membres des deux gouvernements, et un déjeuner offert par M. Schmidt

à l'ambassade d'Allemagne, clôtureront la rencontre.

Parmi les questions à l'ordre du jour figurant la préparation du « sommet » des pays industrialisés prévu pour mai et juin à Londres, les ventes d'équipements nucléaires — sensibles — et les intentions de M. Carter — notamment sur les relations Est-Ouest — telles qu'elles apparaissent après la tournée en Europe de M. Mondale et les premières demandes de la nouvelle administration américaine.

Ce vingt-neuvième « sommet » franco-allemand se tient au moment où la Grande-Bretagne assume les présidences de la Communauté : celle de la Commission (avec M. Jenkins) pour deux ans, celle du Conseil (avec MM. Callaghan et Crosland) pour six mois. Le style qu'ont imprimé les Britanniques aux premières réunions, leur tendance à réduire les problèmes à leurs aspects techniques et à introduire dans la discussion des considérations étrangères à l'Europe, n'ont pas manqué d'inquiéter, en tout cas à Paris. Aussi certains se demandent si le moment n'est pas venu de resserrer la coopération franco-allemande qui, très étroite après l'arrivée de M. Giscard d'Estaing à l'Élysée, s'est quelque peu distendue depuis.

De même que lors de la visite du vice-président américain, M. Mondale, les affaires économiques tiennent une grande place dans les entretiens du président de la République et du chancelier. Les Français, comme les Américains, comptent beaucoup sur une relance des économies fortes — comme celle de la France. Cependant, les Allemands restent prudents — trop prudents aux yeux de Paris et de Washington — de crainte qu'en relançant l'activité économique chez les autres ils n'aboutissent surtout à relancer l'inflation chez eux.

M. Schmidt devrait se féliciter des premiers effets du plan Barre, que les Allemands avaient d'abord accueilli avec scepticisme. Il n'est pas certain, en revanche, qu'il revienne favorablement la proposition, faite vendredi dernier à Strasbourg par M. Giscard d'Estaing, de tenir avant la fin de l'année un Conseil européen spécial pour faire le point du redressement économique et décider des modalités d'une reprise de l'union économique et monétaire européenne. Cette suggestion est prématurée, estime-t-on à Bonn, les disparités des taux d'inflation entre les Neuf étant encore trop fortes.

### Un problème de calendrier

La préparation du « sommet » des grands pays industrialisés ne semble pas soulever trop de difficultés entre Paris et Bonn, mais la chronologie des diverses conférences économiques internationales pose quelques problèmes. M. Giscard d'Estaing, comme il l'a expliqué à M. Mondale, trouve logique que le « sommet » des pays industrialisés précède la réunion

ministérielle appelée à tirer les premières conclusions de la conférence Nord-Sud. La position de M. Schmidt sur ce point n'est pas connue. Il demeure en tout cas très réservé à l'égard du dialogue Nord-Sud lui-même. Il craint en effet que la République fédérale ne soit appelée à fournir la plus grosse contribution et que les mécanismes de régulation des matières premières, envisagés notamment par la France, pour aider les pays en développement ne profitent en définitive qu'aux pays ayant déjà des ressources. A cette objection on répond à Paris qu'il s'agit de l'établissement d'un mécanisme simple et uniforme, mais de nuancer les modalités selon les produits et les besoins de chacun.

MM. Giscard d'Estaing et Schmidt devaient échanger leurs impressions sur les intentions de M. Carter telles que M. Mondale les a exposées à Paris et à Bonn. Quelle sera désormais la politique de Washington, vis-à-vis de Moscou ? Les questions basées M. Carter compte-t-il reprendre les négociations sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ? Quelles sont les intentions de M. Brejnev vis-à-vis de M. Carter ? Des réponses à ces questions dépend l'avenir de la détente. Pour leur part, Paris et Bonn ne veulent pas brusquer les Soviétiques, notamment lorsque se réunira à Belgrade la conférence qui fera le point sur la mise en œuvre de l'accord

### UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT A ÉTÉ DÉJOUÉE EN ÉTHIOPIE

(Lire page 22.)

## La croissance difficile

par JACQUES CHIRAC

Dans le monde entier, l'année économique 1976 se termine dans la morosité. Partout, la reprise très vive du début de l'année semble s'être évanouie. Plusieurs raisons l'expliquent : les programmes gouvernementaux de relance de 1975 ont maintenant épuisé leurs effets, alors même que les chefs d'entreprises, échaudés par les excès de 1974, précautionnent dans plusieurs pays par les échéances politiques et devant de la vigueur de la reprise, font preuve d'une extrême prudence en matière de stocks et d'investissement.

Contrairement à ce qui était espéré, l'investissement n'a pas pris le relais de la dépense publique comme moteur de l'expansion. De ce fait, les estimations de l'O.C.D.E. sur la croissance 1976 et les perspectives 1977 sont relativement modestes. Le P.N.B. de l'ensemble de l'O.C.D.E. ne croîtrait en 1977 que de 3,75 %, ce qui est sensiblement inférieur aux performances habituelles (4 % par an en moyenne de 1964 à 1974).

Malgré le revirement conjoncturel, encore plus net si l'on compare, par exemple pour le premier semestre 1977, les dernières prévisions de l'O.C.D.E. avec celles qu'elle faisait en juillet dernier. Pour l'ensemble de la zone concernée, l'O.C.D.E. prévoyait une progression en rythme annuel de 5,25 % ; elle ne prévoit plus que 4 %.

Cet essoufflement de la reprise s'accompagne d'une persistance, parfois même d'une renouée du chômage. Ainsi, le nombre total des chômeurs de la zone O.C.D.E. qui avait atteint son maximum en octobre 1975 avec 15,5 millions, puis était revenu à 14 millions en mai 1976, devrait dépasser à nouveau 15,5 millions dans le second semestre 1977.

En matière d'échanges internationaux, après la très vive augmentation de 1976 (+ 12 %), 1977 ne verra qu'une croissance plus réduite, de l'ordre de 5 %.

Enfin, en matière de prix, le mouvement de déflation de l'inflation qui était nettement marqué de 1973 à 1975 s'interrompt. Pour la plupart des grands pays, la hausse des prix en 1977 serait, d'après l'O.C.D.E., pratiquement identique à celle de 1976 (7,50 % en moyenne).

Expansion ralentie, chômage croissant à nouveau, progression modérée des échanges internationaux, inflation persistante. Le tableau est sombre. Mais on peut se demander s'il est vraiment excessif et si la morosité actuelle n'est pas excessive. Depuis 1973-1974, en

En Tchecoslovaquie, les autorités semblent vouloir mettre une sourdine aux attaques contre les signataires de la Charte 77. En Pologne, M. Gierk laisse entendre qu'il prendra des mesures d'apaisement : les ouvriers condamnés après les manifestations de juin dernier pourraient bénéficier d'une amnistie.

Cependant, à Moscou, la presse s'en prend aux opposants socialistes et à ceux qui, à l'étranger, les soutiennent. Les dirigeants du Kremlin s'efforcent de l'indifférence croissante que portent, en Occident, certains gouvernements et l'opinion publique aux actions des défenseurs des droits de l'homme.

De notre correspondant

Moscou. — Insensiblement, le climat s'alourdit à Moscou depuis le début de l'année. Il ne se passe pratiquement plus de jour sans qu'on enregistre quelques nouveaux symptômes de nervosité des autorités à l'égard des « mal-pensants », qu'il s'agisse des opposants, de la presse occidentale, de certains gouvernements occidentaux, voire de certains partis communistes.

Manifestement impressionnés par la renaissance de la contestation en Pologne, en Allemagne de l'Est et surtout en Tchecoslovaquie, les dirigeants soviétiques paraissent encore haïr la manière forte et l'apaisement. Les indices dont on dispose jusqu'à présent ne permettent cependant pas d'exclure la première solution, en dépit du prix qu'aurait à payer le Kremlin non seulement en termes de prestige (de toute façon, déjà bien entamé), mais aussi dans le domaine des relations internationales. A cinq mois de la conférence de Belgrade qui doit dresser un premier bilan de l'application des accords d'Helsinki, on s'efforce de plus en plus, à Moscou, de l'intérêt croissant que portent l'opinion publique et certains gouvernements au problème des droits civiques en U.R.S.S. Les positions de la nouvelle administration américaine à ce sujet sont considérées, en parti-

culier, comme très « regrettables ». Peut-être est-ce pour cette raison que les autorités, après avoir raboté le département d'État qui avait fait une déclaration en faveur de M. André Sakharov, ont décidé de relancer leurs opérations de harcèlement contre un correspondant américain en poste à Moscou, honorablement connu dans la profession. Le mercredi 2 février, la *Literaturnaja Gazeta* a repris les accusations d'espionnage qu'elle avait lancées en juin dernier contre M. Georges Kriminski, l'un des correspondants de l'*Associated Press*, chargé surtout de suivre les activités des opposants. Les « preuves » fournies aujourd'hui ne sont guère plus convaincantes que l'année dernière.

M. Kriminski, affirme l'organe de l'Union des écrivains, utilisait un « code » pour prendre rendez-vous par téléphone avec certains Soviétiques. Il s'agit là d'une précaution élémentaire. La *Literaturnaja Gazeta* accuse également le correspondant de l'agence A.P. d'avoir donné à un citoyen soviétique des « coupons D », qui donnent accès aux magasins spéciaux réservés aux étrangers résidant à Moscou. Mais, selon la direction de l'agence, qui a annoncé qu'elle n'envisageait pas de rappeler son correspondant, le citoyen soviétique en question ne serait autre que la femme de ménage de M. Kriminski. Or il est de tradition pour les diplomates, les hommes d'affaires et les journalistes occidentaux en poste à Moscou de verser une partie des salaires de leur personnel en « coupons D ». Ceci avec l'accord tacite des autorités soviétiques.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

### L'UNION SOVIÉTIQUE ACCÉPTE DE NÉGOCIER AVEC LES NEUF SUR LES LIMITES DE PÊCHE

(Lire page 23.)

### UN ÉCRIVAIN AUX CONFINES

## Cortazar, le Cronope

En Argentine, le Cronope est plus qu'un personnage mythique. Célèbre depuis quinze ans, il est devenu réalité, type humain reconnaissable à tous les coins de rues. Un Cronope — comme on dit un Tortuffe ou une Marie-Chantal — est un être, plein de poésie, artiste, forélu et bohème. Il est choleux, il laisse ses souvenirs en liberté et dessine des hirondelles sur le dos des tortues. Bref, on l'aime.

Le Cronope s'oppose aux Formes, bourgeois, consensuels, et organisés, si organisés qu'ils planifient leurs voyages à une heure près, ignorent le risque ou l'échec, et considèrent la vertu comme un microbe rond et plein de pattes. Le Cronope s'oppose aussi aux Espérances, obscures, masquées, méchantes, ce qui ne les empêche pas de mettre des plaques de bienvenue à l'entrée de leur maison : ma concierge ou votre épicière.

Publiées en 1962 à Buenos-Aires, mais écrites auparavant, ces « Histoires de Cronopes et de Formes », précédées d'un manuel d'« Instructions » et d'« Occupations bizarres », annoncent les

œuvres maîtresses de l'écrivain argentin. La vision fantastique de la réalité quotidienne qui rendra célèbres ses récits de contes, l'humour imprévisible et, bien sûr, la profonde tendresse pour les Cronopes y sont contenus. Oliveira, le personnage principal de « Morelle », est un Cronope authentique. La puissante figure de musicien de jazz, au centre d'un récit intitulé « Le Tour du jour en quatre-vingt mondes » en fait, Louis Armstrong, — en est un autre, gigantesque. Mais le meilleur Cronope, à notre connaissance, c'est Cortazar lui-même. Né en 1914, il a l'air d'un grand jeune homme trop vite monté en graine. A cette jeunesse étrange s'ajoutent en lui une qualité d'attention, une fermeté courtoise, un profond sérieux allié à un sens irrépressible de l'absurde (il vient d'un continent où la réalité dépasse souvent la fiction), qui en font un créateur aux confins, un pied dans les choses et l'autre dans la magie des choses.

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire page 16 quelques extraits dans « Le Monde des livres »)

## Le dossier Hersant

par NICOLAS BRIMO

La résistible ascension du « Springer français »

1 vol. 20 F

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul Painlevé 75005 Paris



### AU JOUR LE JOUR

### TRISTE SPECTACLE (suite et fin)

La gauche est décidément en train de donner un bien triste spectacle dans l'affaire de la matrice de Paris.

Bien qu'à droite certains soupçonnent qu'il s'agit encore d'un coup monté et croient que M. Marchais et M. Mitterrand s'entendent pour la plupart des observateurs leurs sensations sont vives. Ce n'est plus le pluralisme, c'est la discorde, comme disait l'autre.

L'opposition ferait bien de s'inspirer de la parfaite cohésion de l'adversaire. Non seulement la majorité ne semble pas diviser la gauche du monde, mais encore elle a réussi à diviser la gauche à propos de la division de la majorité.

PABLO DE LA HIGUERA.



### De notre correspondant en Europe orientale

En passant par le canal des écrits pour faire part de ses intentions, M. Gierak reconnaît en quelque

## La vie reprend en Irlande du Nord où la situation politique est bloquée

**S.A.S. ou lapin ?**

La frontière des deux Irlandes n'est plus la même. Dans le comté d'Armagh — le « Provand » — après la tuerie de janvier 1976, au cours de laquelle quatre policiers protestants qui étaient en bus de leur travail furent massacrés, les attentats et les escarmouches ont diminué.

« L'efficacité des policiers du comté de la République ou du comté des hommes du Special Air Service (S.A.S.) de l'armée britannique a été reconnue », écrit-il, comme le légendaire poison dans l'eau au milieu de la population locale ? Aucune information précise n'est donnée, mais on peut s'annoncer à guère près, car le S.A.S. opère généralement dans toute la province d'Irlande du Nord, et non certains officiers, ce qui compte, c'est pas que le S.A.S. soit vraiment présent partout, mais que, dans le comté, tout soit tranquille.

« Une étrange chose dans une haine, je pense que ce peut être un homme du S.A.S. plutôt qu'un lapin », dit-il.

La surprise même d'annoncer la suppression de la frontière

président de la République d'Irlande, M. C. Dailagh, en octobre, après qu'il eut été insulté par son ministre de la défense pour avoir hésité à entretenir les nouvelles lois anti-terroristes, a pour autant permis à l'Irlande de ne pas oublier la sensibilité des Irlandais du Sud à tout ce qui touche la « légende du IRA ».

« L'IRA n'est pas la seule cause de la crise politique, le « gouvernement » de Belfast multiplie les initiatives économiques. Plus d'industries ont été créées pendant la récession que la Grande-Bretagne. L'Ulster compte 10,4 % de chômeurs sur sa population active, contre 12,5 % en Grande-Bretagne, plus importantes au fur et à mesure qu'on se déplace d'est en ouest de la province : le chômage atteint 8,7 % dans la ville frontalière de Strabane, près de Londonderry. Pourtant, l'Ulster avait connu un véritable « boom » industriel au début des années 60. Mais, meurtrie par la « partition » de l'Ile, handicapée par une forte immigration mal com-

■ **Un appel à la libération des tchécoslovaques et de tous les autres prisonniers politiques en Yougoslavie** vient d'être lancé par MM. V. Boukovsky, P. Plouhetch, A. Levitine-Krasov, V. Beloisertskovi, A. Griorenko et Mme V. Vichnevskaya. Les signataires demandent à l'opinion publique mondiale et à tous les gouvernements ayant signé les accords d'Helsinki d'agir en ce sens. Sinon, estiment-ils, la prochaine conférence de Belgrade sera le théâtre des suites d'Helsinki et nous formerons une force nouvelle.

## le du Nord

De notre env...

ances les plus élevés d'Europe. Les provinces, si, retrouvées, au lendemain de la dernière guerre, ont été les régions défavorisées du paysane - Uni. Au début des années soixante, elle avait bénéficié d'un vaste programme de rénovation industrielle. Plusieurs usines américaines et allemandes, parmi lesquelles Ford, Goodyear, et Ford Motor, et General Motors, avaient alors investi. Mais, au début des « troubles » en 1968, et surtout en 1969, cette relance a freinée. Les investisseurs américains, se désintéressant

Les avantages économiques. Le thème relatif qui règne dans la province et l'entrée de la Grande-Tendine dans le Marché commun fait revenir certains investisseurs sur leurs préventions à l'égard de l'Ulster : depuis deux ans, plus de 250 personnes ont pu aller à 250 personnes, ainsi que à deux extensions de ses installations et créé 400 emplois.

L'attitude des responsables de l'économie à l'égard des «troubles» est assez ambiguë. Nombre de ceux qui tentent de les minimiser.

En deux nous a ainsi affirmé que se passe « vraiment rien

и аглицез. »

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ











## AFRIQUE

## L'AFFAIRE CLAUSTRÉ

### Tanzanie

#### LA VISITE DE M. YOUNG A DAR-ES-SALAAM

**Le représentant américain à l'ONU dispose d'atouts appréciables pour relancer la négociation sur la Rhodesie**

M. Young, représentant des États-Unis à l'ONU, était attendu, ce jeudi 3 février, à Dar-ès-Salaam, première étape de son voyage en Afrique. A Londres, où il a passé la nuit de mercredi, M. Young s'est entretenu de la situation en Afrique australe avec M. Croxall, secrétaire au Foreign Office, et Richard, président de la conférence de Genève sur la Rhodesie.

Nairobi. — La visite de M. Young à Dar-ès-Salaam marque la reprise en main par le nouveau gouvernement américain d'un dossier rhodésien, confié en octobre par Kissinger à un diplomate britannique dont les efforts ont échoué. Chargé de prendre le relais, M. Young fait face à une situation qui s'est nettement dégradée.

An lendemain de l'installation de M. Carter à la Maison Blanche, le gouvernement sud-africain s'est en effet refusé à se désolidariser de M. Smith quand celui-ci, le 24 janvier, a rejeté les nouvelles propositions britanniques de règlement.

Dans l'autre camp, le double échec de la conférence de Genève et du voyage en Afrique Australe de M. Richard, son président, a conduit le camp africain à réajuster sa stratégie. Sur

de disposer des possibilités, le malentendu provoqué par la mission Richard en Afrique australe. Washington a analysé les propositions britanniques sans toutefois parvenir à la malencontreuse équipée dans la région d'un diplomate sans moyens d'action, peu familiarisé avec la nature du « dialogue » africain.

M. Young ne manque pas d'atouts. En 1976 M. Kissinger a déblayé le terrain en rendant à la diplomatie américaine en Afrique une « crédibilité » nettement altérée par des années de négation et de l'isolement anglo-saxon. Une initiative américaine, entend-on dire ici, pourrait désormais débiter la négociation du conflit rhodésien. L'ancien secrétaire d'État américain y était parvenu en septembre dernier lorsqu'il avait exercé des pressions directes sur M. Vorster. L'administration Carter est tout aussi capable.

Toutefois, la situation s'est aggravée. Après avoir embrasé, à la fin de 1976, la frontière du Mozambique, la guerre de menaces désormais de papeter celles du Botswana et de la Zambie. En Afrique du Sud, le Parlement du Cap vient de renforcer la législation répressive sur la ségrégation raciale. La tension militaire augmente au fil des semaines. Attendu avec intérêt et sympathie, M. Young n'aura pas la tâche facile.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### Soudan

#### UNE TENTATIVE DE MUTINERIE A ÉTÉ DÉJOUÉE A L'AÉROPORT DE JUBA DANS LE SUD-SOUDAN

Khartoum (A.F.P.). — Une tentative de prise de contrôle de l'aéroport de Juba, au Sud-Soudan, a été réprimée, mercredi après-midi 3 février, par l'armée et la police soudanaises, annonce un communiqué du président du gouvernement du Sud-Soudan, M. Abdel Allah.

Selon le communiqué, des soldats d'un bataillon de l'armée de l'air ont tué huit de leurs collègues qui ne voulaient pas les aider, et deux étrangers de nationalité non précisée, travaillant à des projets de développement dans la région, avant d'attaquer l'aéroport. Cette attaque avait pour but de « détruire l'unité soudanaise », ajoute le communiqué, qui précise que tous les mutins ont été tués.

Le calme est revenu à Juba, où l'aéroport fonctionne de nouveau normalement. La tentative de mercredi est la troisième enregistrée au Sud-Soudan depuis son accession à l'autonomie, en mars 1971, après la signature d'un accord mettant fin à dix-sept ans de guerre civile.

En mars 1975, des membres de la garnison d'Abobo, située dans l'est du territoire, avaient refusé un ordre de transfert et tué le commandant de la place ainsi que douze autres militaires. Les mutins avaient été jugés par un tribunal militaire et dix d'entre eux avaient été condamnés à mort.

À la fin de 1976, le capitaine Alfred Agwa et un groupe de soldats avaient déserté, après avoir tué un officier de l'armée, un officier de police et une troisième personne. Selon le communiqué officiel, diffusé à l'époque, il s'agissait de problèmes de promotions. Les capitaines et huit autres militaires avaient été arrêtés, et deux d'entre eux avaient été condamnés au peloton d'exécution. — (A.F.P.)

### Namibie

UN REFERENDUM SERA ORGANISÉ AU SEIN DE LA POPULATION BLANCHE au cours des prochains mois sur la création d'un gouvernement intérimaire multiracial jusqu'à l'indépendance du territoire et sur un projet de Constitution, a annoncé mercredi 2 février M. A.H. Du Plessis, chef du parti national.

Evocant l'avenir des relations avec la France, M. N'Gouabi déclare : « (...) Nous avons toujours dit que nous voulions coopérer avec elle d'égal à égal et dans le respect mutuel de la souveraineté de chacun. Depuis que nous avons signé avec la France de nouveaux accords de coopération conformes à notre dignité et à notre souveraineté, nous avons été guidés par le souci de sauvegarder l'unité et la coopération entre nos deux nations. Nous pensons que les différences idéologiques ne sont plus, de nos jours, un obstacle à la coopération. Bien au contraire, ce sont ces différences qui confèrent un sens réel au terme coopération, car ne peuvent vraiment coopérer que deux partenaires égaux dans le respect des avantages réciproques. (...) Nous devons mutuellement déployer les obstacles que l'on multiplie pour faire échec à notre coopération. (...) »

(1) Un groupe de guérilleros se réclamant du Front de libération du Zaïre, a attaqué le 15 janvier un camp de chemin de fer Congo-Océan (« le Monde » du 18 janvier), tuant quatre personnes et enlevant plusieurs autres. Trois ingénieurs français, qui devaient rejoindre le 30 janvier, ont été libérés le 30 janvier. — (R.D.L.)

M. Giscard d'Estaing a adressé, mercredi 2 février, un message au président N'Gouabi à la suite de la libération des trois ingénieurs français (« le Monde » du 2 février). « Je tiens à vous remercier pour la compréhension et l'aide que vous nous avez apportées pour l'heureux aboutissement de cette affaire », écrit-il.

### Maroc

#### La réclusion perpétuelle a été requise contre soixante-cinq accusés au procès des « frontistes »

De notre envoyé spécial

Casablanca. — Au terme de son réquisitoire, devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca, le substitut général, M. Saïd Yacini, a demandé, mercredi 2 février (« le Monde » du 3 février), la réclusion perpétuelle contre 65 accusés dans l'affaire des « frontistes ». Trente-neuf sont en fuite, et seront donc jugés par contumace. Parmi les 26 autres, figure M. Abraham Serfaty, marocain, de confession israélite et ingénieur des mines. Il est tenu par l'accusation pour l'un des principaux instigateurs de l'action subversive entreprise par les 128 militants ou sympathisants marxistes-léninistes dont le procès a débuté le 3 janvier.

Quarante-quatre peines de réclusion de 30 ans, 48 de 20 ans et 19 de 10 ans, ont également été requises. Le substitut général a justifié les peines demandées en affirmant que les pièces à conviction (brochures, tracts, journaux clandestins, fausses pièces d'identité, contrefaçons, etc.) étaient manifestement le signe de préparations délibérées, coordonnées par des propos et des actes, pour renverser le régime monarchique par la lutte armée, et lui substituer une République démocratique.

Son accusation, et les peines qui l'accompagnent, sont juridiquement fondées, a-t-il ajouté, car, selon le code pénal, « l'attentat contre la vie d'un chef d'État est puni de la réclusion à perpétuité », et « il y a complicité de ce qui est puni de la réclusion à perpétuité ». Quant aux groupes clandestins (Allaï Amara, le Groupe du 23 mars)

#### HASSAN II A REÇU A NOUVEAU LE PRÉSIDENT DU CONGRÈS JUIF MONDIAL

(De notre correspondant.)

Rabat. — Le roi Hassan II a reçu, mercredi 2 février, M. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, en présence du premier ministre, M. Ahmed Oumam. Cet entretien, dont la teneur n'a pas été révélée, reste apparemment dans le droit fil d'une action constante du souverain pour favoriser une paix négociée au Proche-Orient. Il y a sept ans, Hassan II avait pris l'initiative d'une première rencontre avec le président du Congrès juif mondial. Elle eut lieu à Rabat le 26 juin 1970, et fut gardée secrète pendant un certain temps. Sa révélation fit grand bruit à l'époque.

Quelques jours plus tard, le roi la confirma dans un interview au Nouvel Observateur : « Si j'ai reçu le docteur Goldmann, déclare-t-il (...), c'est que je crois à l'urgence et à l'importance des efforts conjoints à l'intérieur de la Palestine. J'ai eu des entretiens avec le dirigeant d'Al Fatah et je crois en sa légitimité. On ne peut pas régler d'un coup le fait israélien, c'est évident. Mais cette évidence n'apparaît aux yeux des Arabes que lorsque les Israéliens se seront retirés de tous les territoires occupés. (...) »

La nouvelle rencontre Hassan II-Goldmann revêt aussi une signification particulière après le soulèvement, plusieurs fois réprimé par le souverain, de voir les juifs marocains qui ont émigré en Israël ou dans d'autres pays regagner le Maroc pour participer à son développement. — L. G.

### Congo

#### LA FRANCE « MENACE NOTRE ÉCONOMIE D'ASPHYXIE » déclare le président N'Gouabi

Dans une interview accordée à Jeune Afrique (numéro du 4 février), le commandant N'Gouabi, président de la République populaire du Congo, évoque la « menace d'asphyxie » que la France fait peser sur l'économie de son pays, « menace d'autant plus notable qu'elle se traduit objectivement par la simultanéité de facteurs tels que l'insécurité de la production pétrolière, l'abandon prémédité de la Compagnie des pétroles du Congo (C.P.C.), fermeture de certaines entreprises privées, etc. Vous comprendrez donc pourquoi l'attaque du FLRC (1) n'est pas, pour nous, un fait isolé ».

Evocant l'avenir des relations avec la France, M. N'Gouabi déclare : « (...) Nous avons toujours dit que nous voulions coopérer avec elle d'égal à égal et dans le respect mutuel de la souveraineté de chacun. Depuis que nous avons signé avec la France de nouveaux accords de coopération conformes à notre dignité et à notre souveraineté, nous avons été guidés par le souci de sauvegarder l'unité et la coopération entre nos deux nations. Nous pensons que les différences idéologiques ne sont plus, de nos jours, un obstacle à la coopération. Bien au contraire, ce sont ces différences qui confèrent un sens réel au terme coopération, car ne peuvent vraiment coopérer que deux partenaires égaux dans le respect des avantages réciproques. (...) Nous devons mutuellement déployer les obstacles que l'on multiplie pour faire échec à notre coopération. (...) »

(1) Un groupe de guérilleros se réclamant du Front de libération du Zaïre, a attaqué le 15 janvier un camp de chemin de fer Congo-Océan (« le Monde » du 18 janvier), tuant quatre personnes et enlevant plusieurs autres. Trois ingénieurs français, qui devaient rejoindre le 30 janvier, ont été libérés le 30 janvier. — (R.D.L.)

M. Giscard d'Estaing a adressé, mercredi 2 février, un message au président N'Gouabi à la suite de la libération des trois ingénieurs français (« le Monde » du 2 février). « Je tiens à vous remercier pour la compréhension et l'aide que vous nous avez apportées pour l'heureux aboutissement de cette affaire », écrit-il.

## RIENT

### à renforcer ident Sarkis

Le président

Interrogé par les journalistes, le président Assad a affirmé que le chef d'Etat libanais n'avait aucune intention de prendre position sur la situation en Liban. Il a tout bien compris, a-t-il dit, que les troupes syriennes ne sont pas sous les ordres de Sarkis, et qu'elles ne sont pas à l'extrême Sud du Liban. La Syrie exige toujours la répression rigoureuse des agissements palestiniens et des activités sionistes. Un texte explicite de la conférence de Genève sur la Rhodesie est actuellement en cours d'élaboration. La Syrie, Égypte, Arabie saoudite et Koweït, sous la présidence du chef de l'Organisation de la coopération des États arabes, se réunissent au Caire. Ce texte sera communiqué à la presse.

Quant à la participation à la conférence de Genève, le président Assad a affirmé qu'il n'y avait aucune intention de la Syrie. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais.

LUCIEN GEORGES

### ARABE DE JERUSALEM

Le président

Le président Assad a affirmé que le chef d'Etat libanais n'avait aucune intention de prendre position sur la situation en Liban. Il a tout bien compris, a-t-il dit, que les troupes syriennes ne sont pas sous les ordres de Sarkis, et qu'elles ne sont pas à l'extrême Sud du Liban. La Syrie exige toujours la répression rigoureuse des agissements palestiniens et des activités sionistes. Un texte explicite de la conférence de Genève sur la Rhodesie est actuellement en cours d'élaboration. La Syrie, Égypte, Arabie saoudite et Koweït, sous la présidence du chef de l'Organisation de la coopération des États arabes, se réunissent au Caire. Ce texte sera communiqué à la presse.

Quant à la participation à la conférence de Genève, le président Assad a affirmé qu'il n'y avait aucune intention de la Syrie. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais.

LUCIEN GEORGES

### LE QUAI D'ORAY JETÉ DE LA MAUVAISE

DE CERTAINS ORDRES DE PRESSE ISRAËLIENS

Le président

Le président Assad a affirmé que le chef d'Etat libanais n'avait aucune intention de prendre position sur la situation en Liban. Il a tout bien compris, a-t-il dit, que les troupes syriennes ne sont pas sous les ordres de Sarkis, et qu'elles ne sont pas à l'extrême Sud du Liban. La Syrie exige toujours la répression rigoureuse des agissements palestiniens et des activités sionistes. Un texte explicite de la conférence de Genève sur la Rhodesie est actuellement en cours d'élaboration. La Syrie, Égypte, Arabie saoudite et Koweït, sous la présidence du chef de l'Organisation de la coopération des États arabes, se réunissent au Caire. Ce texte sera communiqué à la presse.

Quant à la participation à la conférence de Genève, le président Assad a affirmé qu'il n'y avait aucune intention de la Syrie. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais. Le Liban est un pays libre et indépendant. Les décisions sont prises par le peuple libanais.

LUCIEN GEORGES

## Vers 15 pays d'Afrique...

Depuis Paris, Lyon, Marseille, Nice, Bordeaux.

Chaque jour, les DC 8 et DC 10 d'Air Afrique s'envolent vers l'Afrique Noire. À travers l'Afrique, les avions d'Air Afrique permettent aux hommes d'affaires de prévoir leur voyage d'une capitale vers l'autre, selon leurs besoins. Demandez à votre agent de voyages habituel. Il connaît bien l'Afrique Noire. Il vous indiquera les horaires qui vous conviennent le mieux.

Document 100/214

# AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique.

**Iles Seychelles, un archipel de rêve. En toute liberté avec République Tours.**

Les Seychelles\* 1.000 îles de rêve. Mais, à chacun son rêve. Alors, à vous de choisir votre séjour combiné inter-îles aux Seychelles. République Tours les a tous prévus. A partir de 3.725 F.

Renseignements : République Tours, 81, rue de Malte, 75541 Paris Cedex 11. Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages.

\* Autres destinations République Tours : Cap Sotir, Kenya, Ile Maurice, Caraïbes, Extrême-Orient.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_



## Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement, il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

**ET VENTES PAR ADJUDICATION**  
Vente sur saisie au Palais de Justice à Nanterre, mercredi 23 février 1977, 14 h. EN UN SEUL LOT

**APARTEMENT**  
2 pièces, cuis., dégar., wc, petite pièce  
Remise - Jolies, d'une partie de jard.  
dépend. d'une maison d'habitation à  
**RUEIL-MALMAISON**  
(Hauts-de-Seine)  
238, avenue Napoléon-Bonaparte  
MISE A PRIX : 27.000 FRANCS  
S'adresser pour renseignements à :  
M<sup>rs</sup> COYDON, avocats, Versailles  
55, bd de la Reine, Tél. 931-21-92 et  
931-65-40. Au Greffe des Créances du  
Tribunal de Grande Instance de  
Nanterre ; sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le lundi 21 février 1977, à 14 h.  
**D'UN IMMEUBLE DE RAPPORT**  
A PARIS 1<sup>er</sup>  
**46, RUE DES LOMBARDS**  
Mise à prix : 300.000 francs  
S'adresser : M<sup>rs</sup> de SARRAC, avocats à Paris, 70, avenue Marceau ; M<sup>rs</sup> Jacques  
SCHMIDT, avocats à Paris, 17, rue Paradis ; M<sup>rs</sup> LAFON, avocats  
Paris, 75, boulevard Malesherbes ; M<sup>rs</sup> CHARDON, notaire à Paris, 83, boulevard  
Hausmann ; M<sup>rs</sup> FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli, et s. pl. pr vis

VENTE AU TRIBUNAL DE COMMERCE A PARIS, 1, quai de Corne à Paris  
LE JEUDI 24 FÉVRIER 1977 à 14 heures 15  
**D'UN FONDS DE COMMERCE DE**  
**CAFÉ - BAR - BRASSERIE - RESTAURANT**  
LICENCE A<sup>1</sup> CATEGORIE DITE GRANDE LICENCE  
AVEC DROIT AU BAIL DES LOCAUX SIS  
à PARIS (8<sup>e</sup>)  
**66, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES**  
MISE A PRIX (pouvant être baissée) : 50.000 FRANCS  
Consignation pour enchères 450.000 francs en chèque certifié.  
POUR TOUT RENSEIGNEMENT S'ADRESSER  
M<sup>rs</sup> POPELIN, notaire à Paris, 164, rue du Faubourg-Saint-Honoré (tél.  
ELY, 85-07 ou ELY, 22-04) ; M<sup>rs</sup> PAVET, syndic de faillites à Paris,  
100, rue Quincampoix (tél. 77-02-34 ou 77-04-70) ; et pour visiter sur  
place les vendredis 18, 25 et 4 mars 1977, de 9 heures  
à 11 heures du matin.

Vente sur sais. Immob. au Palais de Justice, Paris, jeudi 24 février 1977, 14 h.  
**UNE PROPRIÉTÉ à CACHAN (94)**  
Comp. BAT. D'HABITAT, élevé partie sur cave et partie sur terre-plein.  
res-de-chaussée, 1 étage et construction d'un res-de-chaussée - Terrain  
M. à P. : 200.000 francs - S'adr. à M<sup>rs</sup> GASTINEAU  
avocat, 23, rue des Pyrénées, Paris (16<sup>e</sup>), tél. 260-46-79 ; à tous avocats  
près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et  
Créteil ; et sur place pour visiter.

VENTE SUR SUBRENDRE DU 10<sup>e</sup> AU TRIBUNAL DE GRANDE  
LE MERCREDI 9 FÉVRIER 1977 à 10 heures, EN TROIS LOTS  
**de DIVERS IMMEUBLES sis à ORGERUS (Yvelines)**  
1<sup>er</sup> LOT **ENSEMBLE DE BATIMENTS VÉTUSTES** sur un terrain de 29 ares 45 centiares d'après cadastre  
Mise à prix : 143.000 francs  
2<sup>e</sup> LOT **UNE PARCELLE DE TERRE (PRÉ) de 2 ha 12 a 10 ca**  
Mise à prix : 68.640 francs  
3<sup>e</sup> LOT **UNE PARCELLE DE TERRE (PRÉ) de 5 ha 11 a**  
Mise à prix : 74.360 francs  
Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>rs</sup> GUILLEMER, avocats, 21, rue  
des États-Général à VERSAILLES, tél. 930-02-02, M<sup>rs</sup> THOUVENOT, avocat  
28, rue d'Angoulême à VERSAILLES, tél. 930-01-45, M<sup>rs</sup> COURTAIGNE,  
avocat, 23, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES, tél. 930-02-28 et tous  
autres avocats à VERSAILLES.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 17 FÉVRIER 1977,  
à 14 heures  
EN TROIS LOTS  
dépendant de  
l'immeuble  
sis à PARIS (6<sup>e</sup>)  
**91, boulevard Saint-Germain (Garrefour de l'Odéon)**  
LOT 1 **UN LOCAL COMMERCIAL** et un bureau au 4<sup>e</sup> étage  
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION - MISE A PRIX : 250.000 F  
LOT 2 **UN APPARTEMENT EN DUPLEX** de 6 pièces principales au 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> étage  
LIBRE DE LOCATION - MISE A PRIX : 600.000 F  
LOT 3 **UN APPARTEMENT** de 3 pièces principales au 7<sup>e</sup> étage  
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS  
S'adresser à M<sup>rs</sup> Pierre-Jean REGNAULT, avocats, 43, rue de Courcelles,  
75008 PARIS, tél. 221-12-11 et à tous avocats exerçant près les tribunaux  
de grande instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRÉTEIL.  
Visitez sur place tous les jours sauf dimanche de 10 h. à 12 h.

## POLITIQUE

### M. D'ORNANO : pas de maire à temps partiel.

M. Michel d'Ornano a fait, le mercredi 2 février, la déclaration suivante :  
« M. Jacques Chirac a repoussé mes propositions de constituer des listes d'union dans les secteurs menacés par l'opposition. Je ne comprends pas ses contradictions. Il se présente sous le motif de combattre l'opposition à Paris, et, lorsque je fais des propositions d'union dans ce sens, il refuse et considère que, du fait de sa seule présence, il n'y a plus de secteurs menacés. En réalité, la candidature de M. Jacques Chirac crée une division et donne une chance supplémentaire à l'opposition. Je pense également qu'il n'est pas sérieux d'envisager de conserver son fonction de député lorsqu'on veut devenir maire de Paris. M. Chirac ne serait de cette façon qu'un maire à temps partiel. »

### M. DOMINATI : M. Chirac ne sera jamais maire de Paris.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré jeudi matin 3 février au micro d'Europe 1 :  
« M. Chirac ne sera jamais maire de Paris. D'ailleurs, en 1-2-3 au qu'on veut devenir maire de Paris, M. Chirac ne serait de cette façon qu'un maire à temps partiel. »

### UNE MISE AU POINT DE M. MICHEL ROCARD À PROPOS DE L'ORDRE DES ARCHITECTES

An cours du débat qu'ils avaient organisé le 26 janvier autour de M. Michel d'Ornano candidat à la mairie de Paris, les responsables de l'ordre des architectes avaient indiqué qu'ils organisaient des rencontres politiques autour d'hommes politiques de différentes tendances, notamment M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du parti socialiste. Ce dernier nous a adressé la mise au point suivante :  
« Pour tenter de justifier son opinion sur des élections, M. d'Ornano, le conseil supérieur de l'ordre des architectes a annoncé qu'il inviterait Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste, à un débat analogique. Michel Rocard condamne l'utilisation abusive qui a été faite de son nom et indique qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune invitation, que, de toute façon, il n'aurait pas accepté, compte tenu de la proposition de loi du parti socialiste sur l'architecture, prévoyant la suppression de l'ordre des architectes. »

« M. d'Ornano et les architectes. — Les critiques se multiplient à l'égard de l'ordre des architectes, auquel certains reprochent d'avoir organisé, le mercredi 26 janvier, une conférence-débat autour de M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, sur le « nouveau urbanisme à Paris ». Après les reproches du Syndicat des architectes de Paris, de l'ADUA (Association pour la défense de l'architecture urbaine) et de l'UNSPA (Union nationale des syndicats français d'architectes), le « collectif des étudiants architectes » demande, dans un communiqué, des excuses officielles de M. Jean Cornu, président de l'ordre des architectes. »

« M. Christian de la Malène, député R.P.R., conseiller de Paris, constate dans un communiqué que M. d'Ornano, dans son livre sur la capitale, reprend le schéma directeur d'urbanisme de la Ville de Paris adopté par le Conseil de Paris en 1970. Il se félicite que M. d'Ornano reprenne maintenant sous sa signature les idées et les objectifs de la majorité sortante du Conseil de Paris. »

« M. Jacques Tourny, ancien député de Paris, a indiqué, au cours d'une séance à l'Odéon, qu'il avait décidé de se présenter aux prochaines élections législatives dans le deuxième arrondissement de Paris. »

## La préparation des élections

### Libres opinions A quoi sert un maire de Paris ?

par HENRI FABRE-LUCE (\*)

A VEC l'annonce de la candidature de Michel d'Ornano, et plus encore avec celle de Jacques Chirac, les Parisiens découvrent que la véritable signification du nouveau statut de Paris c'est tout simplement d'offrir sur le marché des ambitions politiques un emploi de plus.  
On avait pu croire, pourtant, que l'élection d'un maire allait être la panacée de tous les maux parisiens et, en particulier, permettre de régénérer la vie démocratique locale, que les conseillers municipaux seraient tellement volontiers encouragés si la tutelle préfectorale ne les en avait empêchés.

Avec cette ardeur qui leur est si habituelle qu'il est toujours difficile d'en discerner la part de sincérité, les parisiens avaient ainsi dessiné, en décembre 1975, à l'occasion du débat sur la réforme du statut de Paris, tant dans la presse qu'à la tribune des Assemblées, des visions idylliques d'un Paris enfin revenu au bercail de la démocratie.  
A vrai dire, ces envolées lyriques n'avaient pas convaincu tout le monde, et surtout pas ceux qui avaient, par expérience, qu'il n'est bien souvent plus autocrate que le maire d'une commune, et que trois sur quatre des combats menés par les associations d'habitants, notamment en matière d'environnement, le sont contre des maires.

Dès avril 1976, d'ailleurs, à l'occasion du débat sur la réforme de l'urbanisme, on a pu voir avec quelle farouche conviction nombre de nos chers élus s'opposaient à toute extension des droits des associations, et, par là, à tout embryon de démocratie directe à l'échelon communal.  
Comment croire, maintenant, que les candidats à la mairie de Paris se poussent vraiment sur le devant de la scène pour se disputer l'honneur de rendre leur ville aux Parisiens ? Il n'est, d'ailleurs, que de se rappeler que la nouvelle statue de Paris ne prévoit la représentation des habitants dans les commissions d'arrondissement qu'au seul choix de la majorité des élus et selon des critères permettant tous les abus.

Hier, le préfet de Paris, représentant le gouvernement, pensait à la capitale plus qu'à la ville. Demain, le maire de Paris, quel qu'il soit, pensera-t-il à autre chose qu'à son propre avenir politique ? Est-ce que quelques choses aura vraiment changé ?  
Déjà, aujourd'hui, les candidats s'occupent plus de batailler pour eux-mêmes que des problèmes de Paris.

Certains n'ont pas attendu ce qui devient évident pour estimer que les associations d'habitants ne peuvent s'en remettre qu'à elles-mêmes pour constituer des listes électorales. On ne peut pas dire que les événements leur donnent tort.

(\*) Président de S.O.S. Paris.

### LE M.R.G. DEMANDE UNE RÉUNION « AU SOMMET » DES DIRIGEANTS DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a indiqué, mercredi 2 février, qu'il « souhaite que tout soit mis en œuvre pour aboutir à la constitution d'une réunion entre élus de la gauche, dominée à chaque formation sa vraie place, et ainsi les plus grandes chances de l'emporter ». Il demande qu'il ait lieu au plus tôt une réunion entre son président Robert Fabre, M. François Mitterrand et Georges Marchais.

Le bureau exécutif du parti socialiste, qui a siège mercredi, estime que, pour assurer le plein succès d'un « sommet » de la gauche, celui-ci doit être bien préparé.  
Il propose que des contacts soient pris au niveau des responsables du comité de liaison de la gauche. M. Charles Flermann (parti communiste), Pierre Bérégovoy (parti socialiste) et François Lonché (Mouvement des radicaux de gauche). Une réunion ordinaire du comité de liaison pourrait préparer le « sommet ».

M. Claude Estier, porte-parole du P.S., a précisé : « Le parti

socialiste n'a jamais exclu l'hypothèse d'une réunion « au sommet » pour régler les derniers problèmes qui pourraient subsister en vue des élections municipales. Nous ne sommes pas en état de dire si l'heure est venue pour tenir une telle réunion, qui doit, selon nous, aboutir à des résultats positifs. »

De son côté, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du parti communiste, a précisé, mercredi matin : « Les organisations communistes ne ressentent pas le besoin d'un arbitrage national ou d'un marchandage quelconque. »

### LE M.S.P. SOUTIEN « SOLENNELLEMENT ET AVEC FORCE » M. CHIRAC

Le bureau exécutif du Mouvement pour le socialisme par la participation (gaullistes), que préside M. Pierre Billotte, député R.P.R. du Val-de-Marne, affirme « solennellement et avec force son soutien total à Jacques Chirac, président du R.P.R. ».

Cette décision, prise par le bureau exécutif à l'unanimité, a été approuvée par la fédération de Paris et les fédérations départementales du M.S.P., consultées à cet effet.

En conséquence :  
1) Bernard Farbmman, secrétaire général adjoint, est, sur sa demande, mis en congé de parti ;  
2) Le M.S.P. ne reconnaît plus l'existence du Collège M.S.P.-club d'études sans mandat et sans responsabilités politiques.

3) Le bureau exécutif rappelle que nul responsable ou militant ne peut s'arroger le droit d'engager le mouvement ou d'utiliser son signe pour l'engager, sans une ou celle du bureau politique réunissant les comités directeurs élus des fédérations départementales.

(1) M. Farbmman est candidat dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris sur la liste patronnée par M. d'Ornano.

« La Pensée nationale, revue nationaliste, apporte son soutien à la candidature de M. Chirac à la mairie de Paris et « dénonce la campagne de colonne entretenue par un petit nombre de politiciens contre le seul candidat capable de faire échec à la coalition socialo-marxiste ».

### ESSONNE : les partis de gauche présenteront les listes communes dans soixante-dix villes.

Les fédérations du parti communiste et du parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche viennent de conclure, dans le département de l'Essonne, un accord pour la constitution de listes communes dès le premier tour.

Cet accord prévoit des listes d'union dans les soixante-dix villes les plus importantes du département. Le P.C.F. sera tête de liste dans trente-six villes, dont quinze sont déjà administrées par un maire communiste. Le P.S. mènera la bataille dans vingt et une villes, dont deux sont administrées par un maire socialiste. Le M.R.G. conduira une seule liste commune à Villemonais. Les partis de gauche se félicitent de ce résultat, qui a été obtenu en appliquant l'accord national et en tenant compte des résultats des élections cantonales de mars 1976.

Dans huit communes, les discussions se poursuivront entre les trois formations. Si aucune transaction n'intervenait, des élections primaires pourraient avoir lieu à Bondoufle, Bures-sur-Yvette, Epinay-sous-Sénart, Igny, Orsay et Quincy-sous-Sénart, où communistes et socialistes n'ont pu s'entendre, ainsi qu'à Boussy-Saint-Antoine et Brunoy, où socialistes et radicaux de gauche restent divisés.

Le cas d'Igny est original, dans la mesure où le P.C.F. a décidé d'opposer une liste à M. Maurice Korchia, maire socialiste sortant. Il estime que les élections cantonales de 1976 lui ont donné une nette avance sur ses partenaires socialistes. D'autre part, il se méfie de M. Korchia, qui dirige une municipalité que le P.C.F. juge « réactionnaire » dans sa majorité.

### SAINT-MALO : trois listes se présentent face à celle de l'union de la gauche.

(De notre correspondant.)

Rennes. — M. François Debonnet, directeur administratif des usines Citroën de Rennes, a confirmé sa candidature à la mairie de Saint-Malo. Il a l'intention de proposer la création de plusieurs centaines d'emplois dans cette ville où le chômage est important et où s'éternise un des plus longs conflits sociaux de France, celui du chantier naval Sica. Se réclamant de l'opposition, la liste conduite par M. Debonnet pourrait bénéficier du soutien du R.P.R.

Face à cette liste et à celle annoncée de M. Bernard Mourou, qui a quitté les républicains indépendants pour faire acte de candidature (le Monde du 14 janvier), se présentent les conseillers municipaux sortants. Avec à leur tête, M. Ange Rehel, de tendance centriste, premier adjoint, ils bénéficient du prestige de la décision du Conseil d'Etat, le 23 décembre 1976, qui les a rétablis dans leurs fonctions, annulant du même coup la dissolution décidée en conseil des ministres, le 19 novembre précédent. Cette annulation a été définitivement décidée le 14 janvier. Le conseil sortant est, en quelque sorte, « lavé » de tout soupçon de complicité à l'égard de l'ancien maire, M. Marcel Flanchet, centriste, condamné pour prise d'intérêt et démis de ses fonctions.

La liste d'union de la gauche sera conduite par M. Louis Choper (P.S.), ancien président de la F.D.S.E.A. d'Ile-et-Vilaine.

### M. BARRE DANS LE SUD-OUEST LES 14 ET 15 FÉVRIER

M. Raymond Barre se rend dans le Sud-Ouest les 14 et 15 février. Le premier ministre ira d'abord à Tarbes, où il évoquera la politique de formation professionnelle en tentant une réunion avec les assemblées consulaires et les milieux socio-économiques des Hautes-Pyrénées.

Le 15 février, il présidera une séance de travail de l'établissement public régional d'Aquitaine à Mont-de-Marsan.

L'ordre du jour de cette réunion a été établi en accord avec les bureaux des assemblées régionales et permettra au premier ministre d'évoquer un petit nombre de dossiers spécifiques au développement économique de cette région.

Chaque dossier sera présenté par un rapporteur auquel répondra M. Barre. Il s'agit d'une organisation nouvelle de travail permettant, indique-t-on à l'hôtel Malignon, de traiter plus particulièrement les affaires les plus importantes d'une région.

M. Barre terminera son voyage par un arrêt à Bordeaux, où il présidera une réunion avec le conseil de la communauté urbaine et assistera, à une réception organisée à l'hôtel de ville par le maire, M. Jacques Chaban-Delmas.

## La P.C.F. accentue sa

Les fédérations du parti communiste et du parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche viennent de conclure, dans le département de l'Essonne, un accord pour la constitution de listes communes dès le premier tour.

Cet accord prévoit des listes d'union dans les soixante-dix villes les plus importantes du département. Le P.C.F. sera tête de liste dans trente-six villes, dont quinze sont déjà administrées par un maire communiste. Le P.S. mènera la bataille dans vingt et une villes, dont deux sont administrées par un maire socialiste. Le M.R.G. conduira une seule liste commune à Villemonais. Les partis de gauche se félicitent de ce résultat, qui a été obtenu en appliquant l'accord national et en tenant compte des résultats des élections cantonales de mars 1976.

Dans huit communes, les discussions se poursuivront entre les trois formations. Si aucune transaction n'intervenait, des élections primaires pourraient avoir lieu à Bondoufle, Bures-sur-Yvette, Epinay-sous-Sénart, Igny, Orsay et Quincy-sous-Sénart, où communistes et socialistes n'ont pu s'entendre, ainsi qu'à Boussy-Saint-Antoine et Brunoy, où socialistes et radicaux de gauche restent divisés.

### CHERBOURG : M. conduira la liste

Rennes. — M. François Debonnet, directeur administratif des usines Citroën de Rennes, a confirmé sa candidature à la mairie de Saint-Malo. Il a l'intention de proposer la création de plusieurs centaines d'emplois dans cette ville où le chômage est important et où s'éternise un des plus longs conflits sociaux de France, celui du chantier naval Sica. Se réclamant de l'opposition, la liste conduite par M. Debonnet pourrait bénéficier du soutien du R.P.R.

Face à cette liste et à celle annoncée de M. Bernard Mourou, qui a quitté les républicains indépendants pour faire acte de candidature (le Monde du 14 janvier), se présentent les conseillers municipaux sortants. Avec à leur tête, M. Ange Rehel, de tendance centriste, premier adjoint, ils bénéficient du prestige de la décision du Conseil d'Etat, le 23 décembre 1976, qui les a rétablis dans leurs fonctions, annulant du même coup la dissolution décidée en conseil des ministres, le 19 novembre précédent. Cette annulation a été définitivement décidée le 14 janvier. Le conseil sortant est, en quelque sorte, « lavé » de tout soupçon de complicité à l'égard de l'ancien maire, M. Marcel Flanchet, centriste, condamné pour prise d'intérêt et démis de ses fonctions.

La liste d'union de la gauche sera conduite par M. Louis Choper (P.S.), ancien président de la F.D.S.E.A. d'Ile-et-Vilaine.

### M. BARRE DANS LE SUD-OUEST LES 14 ET 15 FÉVRIER

M. Raymond Barre se rend dans le Sud-Ouest les 14 et 15 février. Le premier ministre ira d'abord à Tarbes, où il évoquera la politique de formation professionnelle en tentant une réunion avec les assemblées consulaires et les milieux socio-économiques des Hautes-Pyrénées.

Le 15 février, il présidera une séance de travail de l'établissement public régional d'Aquitaine à Mont-de-Marsan.

L'ordre du jour de cette réunion a été établi en accord avec les bureaux des assemblées régionales et permettra au premier ministre d'évoquer un petit nombre de dossiers spécifiques au développement économique de cette région.

Chaque dossier sera présenté par un rapporteur auquel répondra M. Barre. Il s'agit d'une organisation nouvelle de travail permettant, indique-t-on à l'hôtel Malignon, de traiter plus particulièrement les affaires les plus importantes d'une région.

M. Barre terminera son voyage par un arrêt à Bordeaux, où il présidera une réunion avec le conseil de la communauté urbaine et assistera, à une réception organisée à l'hôtel de ville par le maire, M. Jacques Chaban-Delmas.

### RESIDENCE DU A CH

dans le de la Rénova (2<sup>e</sup> tran

Rue des Dix-Sept, Rue du Docteur Rochet

à la sortie du Pont de Chatou... à 20' de l'Estie, à 25' de l'Opéra

PRIX FERMES à la rés

Le m<sup>2</sup> 4100

A VENDRE APPAR

du 3 pièces avec ter

et 5 pièces

Livraison 1<sup>er</sup> tr

مكتبة من الأصل



POLITIQUE

municipales

MARSEILLE : le P.C.F. accentue sa pression sur le P.S.

Marseille. — Sans se lasser, en dépit du caractère apparemment irréversible du refus qui leur a été opposé par leurs partenaires, les communistes poursuivent et intensifient leur action à Marseille pour la constitution de listes d'union avec les socialistes et les radicaux de gauche dès avant le premier tour des élections municipales.

Les responsables du P.C.F. ont notamment lancé dans la ville une campagne d'information par affiches qui consiste à démontrer que le pourcentage des voix obtenues lors des dernières élections municipales par la gauche donne mathématiquement celle-ci gagnante dans chaque secteur, dès le premier tour de scrutin et sans avoir besoin d'un second tour. Le P.C.F. a également émis à plusieurs milliers d'exemplaires un tract dans lequel sont reprises les dernières propositions faites par la fédération communiste aux fédérations socialistes et du mouvement des radicaux de gauche pour des listes d'union dans les six secteurs, sur huit, où n'existe « aucun danger réactionnaire ».

Les communistes s'efforcent de susciter et de canaliser un « courant unitaire » dans la population

De notre correspondant régional

Marseille pour animer leurs partenaires à reconsidérer leurs positions. Le quotidien du P.C.F., la Marseillaise, se fait l'écho presque chaque jour dans ses colonnes de pétitions, motions, déclarations, appels, lettres ouvertes, télégrammes en faveur de listes d'union à Marseille et dans toutes les communes du département.

Un appel « solennel » de la FEN et de la C.G.T.

Ces initiatives, dont la diversité donne une impression de follement, ont été surtout portées par les organisations de la C.G.T. et de la FEN. Au plan départemental ces deux syndicats ont publié une déclaration commune demandant « solennellement » au parti socialiste de renoncer à son intention de présenter des listes séparées à Aix-en-Provence et à Marseille. Surtout à Aix, où son union locale s'est prononcée avec la C.G.T. et la FEN pour « une liste d'union de toutes les forces

de gauche dès le premier tour des municipales », la C.F.D.T. s'est abstenue de prendre publiquement position. De son côté, la direction de la FEN a désavoué sa section des Bouches-du-Rhône en rappelant que l'organisation syndicale n'a pas à se prononcer sur des choix de tactique électorale.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, M. Charles-Emile Loo, juge, pour sa part, la campagne du P.C.F. « sans portée ni sur les militants ni sur la population ». Depuis les déclarations faites au Monde le 17 décembre par le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, le P.S. ne s'est manifesté que par deux communiqués ayant pour objet de dresser le bilan des négociations en cours. Celles-ci sont d'ailleurs pratiquement terminées. Les socialistes considèrent que les cas de Marseille et d'Aix, entités à tous les échelons du parti, sont définitivement réglés. « Nous ne répondrons pas à la dernière demande de renouveau que nous a fait porter le P.C. le 22 janvier », déclare M. Loo. Nous ne pourrions lui confirmer les raisons de notre décision.

Le bureau exécutif du P.S. a tranché deux autres litiges avec les communistes dans les Bouches-du-Rhône : Aubagne et Martignes (1). Socialistes et communistes restent en désaccord sur le choix de la liste dans plusieurs communes importantes de l'étang de Berre. Il semble acquis qu'à Fos-Mer le P.S. présentera une liste séparée.

Une rencontre entre M. Gaston Defferre et les dirigeants du P.C.F. est toutefois prévue pour le vendredi 4 février.

GUY PORTE.

PUY-DE-DOME

CLERMONT-FERRAND. — A propos de l'accord intervenu entre les partis de gauche pour la constitution d'une liste commune, le parti socialiste avait primitivement proposé 8 sièges au communiste et non 3 comme le Monde du 26 janvier l'a indiqué à la suite d'une erreur de transmission.

VAR

TOULON. — Le parti des forces nouvelles (extrême droite) soutient la liste de M. Aymeric Simon-Lorère, député R.P.R., car il est « l'homme le plus apte à ramener la gauche et à apporter un sang neuf » à Toulon.

CHERBOURG : M. Dumoncel (C.D.S.) conduira la liste de la majorité

De notre correspondant

Cherbourg. — M. Jean Vaur, président sortant de la chambre de commerce, qui avait obtenu depuis plusieurs mois le soutien de M. Michel d'Ornano (le Monde du 24 novembre), a officiellement annoncé à constituer une liste à Cherbourg, où le maire sortant, M. Jacques Hébert, ancien député U.D.R., ne se représente pas. M. Vaur a, en revanche, confirmé son intention d'être candidat aux prochaines élections législatives.

C'est M. Charles Dumoncel (C.D.S.), premier adjoint, conseiller général (1), qui conduira la liste. Elle comprendra notamment M. Hubert Germain (R.P.R.), ancien ministre, ancien député de Paris, et une douzaine de conseillers municipaux sortants.

Sur les deux listes en présence, figurent deux ou trois candidats

se réclamant des radicaux de gauche. M. Wilfrid Montels, qui se présente comme le responsable fédéral du Mouvement des radicaux de gauche dans la Manche, sera candidat, ainsi que deux de ses amis, sur la liste de la majorité. M. Montel affirme avoir le soutien de M. Robert Fabre, mais le Mouvement des radicaux de gauche a fait publier, par l'intermédiaire de M. Pierre Bracq, secrétaire national, un communiqué affirmant que le M.R.G. de la Manche est désormais dirigé par M. Alain Jega, qui lui figure sur la liste d'union de la gauche. — R. M.

(1) M. Dumoncel a été candidat C.D.S. aux élections législatives de 1973. Il a été battu au second tour par M. Darnaud (P.S.) par 22 300 contre 21 300.

Larmes de crocodile

La conversation télévisée que M. Valéry Giscard d'Estaing a eue mardi soir avec une cinquantaine de ses concitoyens et concitoyennes pose, une fois de plus, le problème de la démocratie directe et autorise à se demander si l'on ne fait pas, une fois encore, une dangereuse impasse sur la représentation nationale.

La question mérite certes d'être posée, mais on s'étonne qu'elle le soit dans la Lettre de la nation de ce mercredi 3 février, où M. Pierre Charpy écrit : « Le principe même de l'élection est discuté. Il est excellent pour un candidat, mais pour un chef d'Etat ? Sa légitimité est fondée sur le suffrage universel, non sur le dialogue avec un public sélectionné. Que deviennent les parlementaires à qui est si chèrement mesuré le droit d'interroger le pouvoir exécutif ? »

Qui donc a fait la Constitution de 1958 et qui donc l'a toujours interprétée dans le sens d'une restriction des droits du Parlement ? Lorsqu'il s'agit, en fait, de donner à l'Assemblée nationale son règlement, MM. Michel Debré et Michel Habib-Defoncelle ne manquent pas tout leur zèle pour réduire à la portion congrue la représentation nationale ? — R. B.

A l'occasion de la visite du chef de l'Etat en Bretagne

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN appellent à un rassemblement à Brest le 7 février

De nos correspondants

A l'occasion du voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne les 7 et 8 février prochains, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN organisent à Brest, le 7 février, un « rassemblement des travailleurs » afin de protester « contre la politique antisociale du pouvoir ». Ce jour-là, le chef de l'Etat, qui n'a pas inscrit la ville de Brest au programme de sa visite, se rendra à Dinan, Roscoff, Penmarch-Saint-Guest, et Dinan.

A Dinan, où le président de la République doit s'entretenir avec les conseillers régionaux, les élus communistes du conseil régional ne prendront part ni au déjeuner ni à la rencontre avec le chef de l'Etat les a conviés. « Si s'était agi, expliquent-ils dans un communiqué, d'une réunion de travail du conseil régional au cours de laquelle les élus auraient pu, devant le président de la République, traduire publiquement les préoccupations et les revendications des travailleurs de la région, les

conseillers régionaux communistes auraient été présents.

En fait, le voyage de M. Giscard d'Estaing prend l'allure d'une tournée électorale du chef de la coalition présidentielle à la veille des élections municipales. Dans ces conditions, les élus communistes n'entendent ni faire de la figuration ni servir de caution.

D'autre part, le F.I.R.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne) a lancé un avertissement aux organisations folkloriques qui seraient susceptibles de participer aux manifestations organisées en l'honneur du président de la République. Le F.I.R.-A.R.B. claudait depuis sa dissolution le 30 janvier 1974, menace « tout groupe, corée, bagad ou autre groupement musical » de « représailles matérielles ».

M. Francis Palmero, sénateur Union centriste des Alpes-Maritimes, demande dans une question orale sans débat, au ministre d'Etat, ministre de la Justice, M. Olivier Guichard, « quelles précisions il est en mesure de fournir sur l'application des textes en vigueur dans le cas d'un ressortissant étranger réintégré par un Etat pour des actes de terrorisme qu'il aurait commis ? »

Le renouvellement des conseils régionaux

M. André Colin (C.D.S.) est réélu en Bretagne

(De notre correspondant)

Rennes. — Le conseil régional de Bretagne a procédé le mercredi 2 février à la désignation des membres de son bureau. M. André Colin, soixante-sept ans, C.D.S., sénateur du Finistère, a été élu président avec quarante-cinq voix sur cinquante-sept suffrages exprimés. Onze voix se sont portées sur la candidature de M. Yves Le Gall, député, maire socialiste de Saint-Etienne.

Pour protester contre le refus d'accorder un poste de secrétaire au parti communiste qui compte trois conseillers, les socialistes n'ont pas participé à la désignation des vice-présidents.

L'UNION DES JEUNES POUR LE PROGRES (jeunes gaullistes) réunira les 12 et 13 février à Saint-Chamond (Loire) un congrès national extraordinaire qui se déroulera notamment à une réforme des statuts et arrêtera les listes U.J.P. pour les élections municipales. Le bureau national de l'U.J.P. demande une double consultation du pays.

« Un référendum qui seul peut permettre au peuple français de repousser le dangereux projet d'élections au suffrage universel d'Assemblée européenne supranationale. »

Des élections législatives anticipées afin de clarifier la situation politique actuelle et d'obliger le monde politique, qui se complait dans son affaissement, à retourner devant l'électeur. L'U.J.P. souhaite à cette occasion que des listes de troisième voie soient présentes dans tout le pays.

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, jeudi matin 3 février, au palais de l'Elysée, M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit du Rhône, maire de Lyon.

M. Valéry Giscard d'Estaing a fêté, mercredi soir 2 février, dans un restaurant des Halles, son cinquante et unième anniversaire en compagnie de son épouse et de ses quatre enfants.

DANS « ECONOMIA »

M. Rocard évoque la fuite des capitaux

La revue Economica, mensuel économique et politique international, publie dans sa livraison de février une étude sur les perspectives d'arrivée de la gauche au pouvoir. Réalisée à partir d'une enquête auprès de quarante-quatre personnalités politiques (comme MM. Pierre Mendès France ou Joseph Fontanet) et économiques (comme M. Claude-Alain Sarre, P.-D.G. de la Laiterie de Roubaix), cette étude définit, en fonction de six hypothèses (celles de la date des élections à la tenue du franc, dix-neuf scénarios possibles.

« Une chute sensible du franc, d'ici aux élections, serait nettement favorable à la gauche (...). Des pressions extérieures (c'est-à-dire des autres pays occidentaux) n'entraîneraient pas d'incidence sur les élections. » M. Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., interrogé sur la chute du franc en cas de succès de la gauche, répond notamment : « A notre arrivée au pouvoir, les capitaux seront déjà partis. Des mesures de contrôle peuvent être un obstacle à leur retour. Il nous faudra juger en fonction du montant de l'hémorragie. »

« Juger en fonction du montant de l'hémorragie »

Les conclusions générales de cette recherche prospective sont les suivantes : « Le résultat des prochaines élections françaises dépendra plus de la situation économique française que des événements politiques ; » L'hypothèse la plus probable est que la situation économique des ménages ne s'améliore pas et que la gauche gagne les élections ; » Néanmoins, l'hypothèse où le gouvernement réussit à redresser la situation économique et remporte les élections reste tout à fait crédible ; »

« En fait, je crois qu'il faut distinguer deux aspects dans cette affaire. Un premier aspect purement financier. Nous aurons sans doute de ce point de vue une fuite des capitaux grave et profonde, comme nous en avons eu cinq depuis la libération. On s'en remet, car ce sont très rapidement les qualités de fond, les forces concrètes d'une économie, qui redresseront l'économie et... font revenir les capitaux. »

« Par contre, tout serait grave si la fuite prenait un deuxième aspect, un mauvais comportement systématique des acteurs économiques et commerciaux éventuellement encouragé ou provoqué par une certaine droite autoritaire. »

Février 1977 - N° 2

Regards sur...

CHIRAC par ses amis ses ennemis... et les autres

- J. FERNIOT
- J.-C. COLLIARD
- F. GAULT
- P. JOXE
- P. VIANSSON-PONTÉ
- P. GUIMARD
- A. HOULOU
- M. BENASSAYAG
- R. BOURGINE
- A. KRIVINE
- L. LEVAI
- J. LANZMANN
- R. DEFORGES
- J. D'ORMESSON
- L. HAMON
- B. STASI
- J. SEGUELA
- F. NOURISSIER
- R. REMOND
- J.-F. KAHN
- J.-E. HALLIER
- Y. GUÉNA
- J.-D. BREDIN
- J. MONOD
- C. ESTIER
- BONNAFFÉ
- J. CAU
- J. CHIRAC
- G. CARREYROU
- P. CHARPY
- J.-L. TIXIER-VIGNANCOUR
- P. REINHARD
- W. ARITBOL
- A. BOUBLIL

En vente dans tous les kiosques : 10 F.

SMA France RSS Productions 22, chemin des Petits-Mareils, 92230 GENNEVILLIERS.

**RESIDENCE DU CHEF ST JEAN**  
**A CHATOU**  
 dans le cadre  
 de la Rénovation Urbaine  
 (2<sup>e</sup> tranche).  
 Rue des Dix-Sept, Rue du Maréchal Foch, Rue de la Paroisse,  
 Rue du Docteur Roehfort, Rue de la Liberté  
 à la sortie du Pont de Chatou... à proximité de l'Hôtel de Ville,  
 à 20' de l'Opéra (par le RER - Station Chatou)  
**PRIX FERMES ET DEFINITIFS**  
 à la réservation  
 Le m<sup>2</sup> 4100 F à 4800 F  
**A VENDRE APPARTEMENTS NEUFS**  
 du 3 pièces au 6 pièces  
 avec terrasses  
 et 5 pièces en duplex  
 Livraison 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Renseignements  
 bureau de vente  
 et appartement-témoign  
 sur place tous les jours  
 de 14 heures  
 à 19 heures  
 rue de la Paroisse,  
 Tél. 966.03.56  
**SEMICLE**  
 Société d'Economie Mixte  
 pour la construction  
 de Logements  
 Economiques.  
 5, rue Barle-Albrecht  
 Paris 8<sup>e</sup>  
**766 51 76**

LOIRE-ATLANTIQUE

CHATEAUBRIANT. — M. Xavier Hunault, maire sortant, député non inscrit (favorable à la majorité), se représente, à la suite de M. Robert Buron, ancien ministre, candidat à la liste d'union de la gauche, composée de vingt socialistes et de sept communistes.

LOIRE

LE CHAMBRON - FEUGEROLLES. — Un accord est intervenu entre communistes et socialistes pour présenter une liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Moulin, maire socialiste sortant, et par M. Claude Audouin, secrétaire de la fédération départementale du P.C.F. Cette liste comprendra trois socialistes, trois communistes et une « personnalité » acceptée par les deux parties.

Succédant à M. Pétus Faure, indépendant de gauche, ancien député S.F.I.O., qui ne s'était pas représenté, M. Moulin avait été élu, en mars 1971, sur la liste de la municipalité sortante, laquelle avait emporté sur celle d'union de la gauche formée de communistes, de membres du P.S.U. et de républicains démocrates. Les communistes s'étaient alors élevés « contre le maintien de l'alliance avec des éléments de la majorité réactionnaire au Chambon-Feugerolles ». Ils avaient de nouveau fait état de ce grief en janvier 1976, reprochant à M. Moulin d'avoir pour premier adjoint M. Montagnon, suppléant de M. Roger Partrat (C.D.S.), député réformateur de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire. En mai 1976, M. Moulin avait mis fin aux délégations de pouvoir de son premier adjoint, M. Montagnon, conduisant une liste qui se veut apolitique. — (Corresp.)

FINISTÈRE

BREST. — M. Georges Lombard, sénateur Union centriste, président de la communauté urbaine, qui s'oppose à M. Eugène Berest (R.L.), maire sortant, candidat à une liste ainsi composée : 11 membres du G.I.R.B. (groupe des indépendants de la région brestoise) quarante M. Lombard, 11 membres du R.P.R. dont M. Michel de Bernières, député. Disposant de cinq sièges chacun, trois groupes respectivement conduits par MM. Resseguier (C.D.S.), qui s'est désolidarisé de son groupe au sein de l'ancien conseil municipal pour rejoindre M. Lombard, Le Sihan (R.L.), vice-président de la communauté urbaine, et Roger Stefan (socialiste indépendant), qui avait fait voter pour M. Lombard lors de l'élection présidentielle de mai 1974. Six personnalités « apolitiques » présentes d'un commun accord par l'ensemble des tendances, complètent la liste. — (Corresp.)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. — Le poste de premier adjoint, qui avait été revendiqué par le R.P.R. au profit de M. Jacques Cressard, député, reviendra — en cas de victoire de la liste de la majorité — à M. Yves Fréville, fils du maire sortant, M. Henri Fréville (C.D.S.), qui ne se représente pas. M. Jacques Cressard se verra proposer la présidence du district de Rennes. — (Corresp.)

FOUGÈRES. — La liste d'union de la gauche, qui se présentera face à celle de M. Michel Contat, maire sortant, député R.P.R., sera conduite par M. Jean-Claude Guillemin (P.C.), conseiller municipal. — (Corresp.)

VITRE. — Deux listes s'opposent à celle du maire sortant, M. René Crinon, de tendance R.P.R. Celle de M. Pierre Méhaignerie (C.D.S.), secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et celle de l'union de la gauche, qui est conduite par M. Jim Gimner (P.S.). — (Corr.)

LOIRE

LE CHAMBRON - FEUGEROLLES. — Un accord est intervenu entre communistes et socialistes pour présenter une liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Moulin, maire socialiste sortant, et par M. Claude Audouin, secrétaire de la fédération départementale du P.C.F. Cette liste comprendra trois socialistes, trois communistes et une « personnalité » acceptée par les deux parties.

Succédant à M. Pétus Faure, indépendant de gauche, ancien député S.F.I.O., qui ne s'était pas représenté, M. Moulin avait été élu, en mars 1971, sur la liste de la municipalité sortante, laquelle avait emporté sur celle d'union de la gauche formée de communistes, de membres du P.S.U. et de républicains démocrates. Les communistes s'étaient alors élevés « contre le maintien de l'alliance avec des éléments de la majorité réactionnaire au Chambon-Feugerolles ». Ils avaient de nouveau fait état de ce grief en janvier 1976, reprochant à M. Moulin d'avoir pour premier adjoint M. Montagnon, suppléant de M. Roger Partrat (C.D.S.), député réformateur de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire. En mai 1976, M. Moulin avait mis fin aux délégations de pouvoir de son premier adjoint, M. Montagnon, conduisant une liste qui se veut apolitique. — (Corresp.)

LOIRE-ATLANTIQUE

CHATEAUBRIANT. — M. Xavier Hunault, maire sortant, député non inscrit (favorable à la majorité), se représente, à la suite de M. Robert Buron, ancien ministre, candidat à la liste d'union de la gauche, composée de vingt socialistes et de sept communistes.

FINISTÈRE

BREST. — M. Georges Lombard, sénateur Union centriste, président de la communauté urbaine, qui s'oppose à M. Eugène Berest (R.L.), maire sortant, candidat à une liste ainsi composée : 11 membres du G.I.R.B. (groupe des indépendants de la région brestoise) quarante M. Lombard, 11 membres du R.P.R. dont M. Michel de Bernières, député. Disposant de cinq sièges chacun, trois groupes respectivement conduits par MM. Resseguier (C.D.S.), qui s'est désolidarisé de son groupe au sein de l'ancien conseil municipal pour rejoindre M. Lombard, Le Sihan (R.L.), vice-président de la communauté urbaine, et Roger Stefan (socialiste indépendant), qui avait fait voter pour M. Lombard lors de l'élection présidentielle de mai 1974. Six personnalités « apolitiques » présentes d'un commun accord par l'ensemble des tendances, complètent la liste. — (Corresp.)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. — Le poste de premier adjoint, qui avait été revendiqué par le R.P.R. au profit de M. Jacques Cressard, député, reviendra — en cas de victoire de la liste de la majorité — à M. Yves Fréville, fils du maire sortant, M. Henri Fréville (C.D.S.), qui ne se représente pas. M. Jacques Cressard se verra proposer la présidence du district de Rennes. — (Corresp.)

FOUGÈRES. — La liste d'union de la gauche, qui se présentera face à celle de M. Michel Contat, maire sortant, député R.P.R., sera conduite par M. Jean-Claude Guillemin (P.C.), conseiller municipal. — (Corresp.)

VITRE. — Deux listes s'opposent à celle du maire sortant, M. René Crinon, de tendance R.P.R. Celle de M. Pierre Méhaignerie (C.D.S.), secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et celle de l'union de la gauche, qui est conduite par M. Jim Gimner (P.S.). — (Corr.)

LOIRE

LE CHAMBRON - FEUGEROLLES. — Un accord est intervenu entre communistes et socialistes pour présenter une liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Moulin, maire socialiste sortant, et par M. Claude Audouin, secrétaire de la fédération départementale du P.C.F. Cette liste comprendra trois socialistes, trois communistes et une « personnalité » acceptée par les deux parties.

Succédant à M. Pétus Faure, indépendant de gauche, ancien député S.F.I.O., qui ne s'était pas représenté, M. Moulin avait été élu, en mars 1971, sur la liste de la municipalité sortante, laquelle avait emporté sur celle d'union de la gauche formée de communistes, de membres du P.S.U. et de républicains démocrates. Les communistes s'étaient alors élevés « contre le maintien de l'alliance avec des éléments de la majorité réactionnaire au Chambon-Feugerolles ». Ils avaient de nouveau fait état de ce grief en janvier 1976, reprochant à M. Moulin d'avoir pour premier adjoint M. Montagnon, suppléant de M. Roger Partrat (C.D.S.), député réformateur de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire. En mai 1976, M. Moulin avait mis fin aux délégations de pouvoir de son premier adjoint, M. Montagnon, conduisant une liste qui se veut apolitique. — (Corresp.)

LOIRE-ATLANTIQUE

CHATEAUBRIANT. — M. Xavier Hunault, maire sortant, député non inscrit (favorable à la majorité), se représente, à la suite de M. Robert Buron, ancien ministre, candidat à la liste d'union de la gauche, composée de vingt socialistes et de sept communistes.

FINISTÈRE

BREST. — M. Georges Lombard, sénateur Union centriste, président de la communauté urbaine, qui s'oppose à M. Eugène Berest (R.L.), maire sortant, candidat à une liste ainsi composée : 11 membres du G.I.R.B. (groupe des indépendants de la région brestoise) quarante M. Lombard, 11 membres du R.P.R. dont M. Michel de Bernières, député. Disposant de cinq sièges chacun, trois groupes respectivement conduits par MM. Resseguier (C.D.S.), qui s'est désolidarisé de son groupe au sein de l'ancien conseil municipal pour rejoindre M. Lombard, Le Sihan (R.L.), vice-président de la communauté urbaine, et Roger Stefan (socialiste indépendant), qui avait fait voter pour M. Lombard lors de l'élection présidentielle de mai 1974. Six personnalités « apolitiques » présentes d'un commun accord par l'ensemble des tendances, complètent la liste. — (Corresp.)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. — Le poste de premier adjoint, qui avait été revendiqué par le R.P.R. au profit de M. Jacques Cressard, député, reviendra — en cas de victoire de la liste de la majorité — à M. Yves Fréville, fils du maire sortant, M. Henri Fréville (C.D.S.), qui ne se représente pas. M. Jacques Cressard se verra proposer la présidence du district de Rennes. — (Corresp.)

FOUGÈRES. — La liste d'union de la gauche, qui se présentera face à celle de M. Michel Contat, maire sortant, député R.P.R., sera conduite par M. Jean-Claude Guillemin (P.C.), conseiller municipal. — (Corresp.)

VITRE. — Deux listes s'opposent à celle du maire sortant, M. René Crinon, de tendance R.P.R. Celle de M. Pierre Méhaignerie (C.D.S.), secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et celle de l'union de la gauche, qui est conduite par M. Jim Gimner (P.S.). — (Corr.)

LOIRE

LE CHAMBRON - FEUGEROLLES. — Un accord est intervenu entre communistes et socialistes pour présenter une liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Moulin, maire socialiste sortant, et par M. Claude Audouin, secrétaire de la fédération départementale du P.C.F. Cette liste comprendra trois socialistes, trois communistes et une « personnalité » acceptée par les deux parties.

Succédant à M. Pétus Faure, indépendant de gauche, ancien député S.F.I.O., qui ne s'était pas représenté, M. Moulin avait été élu, en mars 1971, sur la liste de la municipalité sortante, laquelle avait emporté sur celle d'union de la gauche formée de communistes, de membres du P.S.U. et de républicains démocrates. Les communistes s'étaient alors élevés « contre le maintien de l'alliance avec des éléments de la majorité réactionnaire au Chambon-Feugerolles ». Ils avaient de nouveau fait état de ce grief en janvier 1976, reprochant à M. Moulin d'avoir pour premier adjoint M. Montagnon, suppléant de M. Roger Partrat (C.D.S.), député réformateur de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire. En mai 1976, M. Moulin avait mis fin aux délégations de pouvoir de son premier adjoint, M. Montagnon, conduisant une liste qui se veut apolitique. — (Corresp.)

LOIRE-ATLANTIQUE

CHATEAUBRIANT. — M. Xavier Hunault, maire sortant, député non inscrit (favorable à la majorité), se représente, à la suite de M. Robert Buron, ancien ministre, candidat à la liste d'union de la gauche, composée de vingt socialistes et de sept communistes.

FINISTÈRE

BREST. — M. Georges Lombard, sénateur Union centriste, président de la communauté urbaine, qui s'oppose à M. Eugène Berest (R.L.), maire sortant, candidat à une liste ainsi composée : 11 membres du G.I.R.B. (groupe des indépendants de la région brestoise) quarante M. Lombard, 11 membres du R.P.R. dont M. Michel de Bernières, député. Disposant de cinq sièges chacun, trois groupes respectivement conduits par MM. Resseguier (C.D.S.), qui s'est désolidarisé de son groupe au sein de l'ancien conseil municipal pour rejoindre M. Lombard, Le Sihan (R.L.), vice-président de la communauté urbaine, et Roger Stefan (socialiste indépendant), qui avait fait voter pour M. Lombard lors de l'élection présidentielle de mai 1974. Six personnalités « apolitiques » présentes d'un commun accord par l'ensemble des tendances, complètent la liste. — (Corresp.)

ILLE-ET-VILAINE

RENNES. — Le poste de premier adjoint, qui avait été revendiqué par le R.P.R. au profit de M. Jacques Cressard, député, reviendra — en cas de victoire de la liste de la majorité — à M. Yves Fréville, fils du maire sortant, M. Henri Fréville (C.D.S.), qui ne se représente pas. M. Jacques Cressard se verra proposer la présidence du district de Rennes. — (Corresp.)

FOUGÈRES. — La liste d'union de la gauche, qui se présentera face à celle de M. Michel Contat, maire sortant, député R.P.R., sera conduite par M. Jean-Claude Guillemin (P.C.), conseiller municipal. — (Corresp.)

VITRE. — Deux listes s'opposent à celle du maire sortant, M. René Crinon, de tendance R.P.R. Celle de M. Pierre Méhaignerie (C.D.S.), secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et celle de l'union de la gauche, qui est conduite par M. Jim Gimner (P.S.). — (Corr.)

LOIRE

LE CHAMBRON - FEUGEROLLES. — Un accord est intervenu entre communistes et socialistes pour présenter une liste d'union de la gauche conduite par M. Jean Moulin, maire socialiste sortant, et par M. Claude Audouin, secrétaire de la fédération départementale du P.C.F. Cette liste comprendra trois socialistes, trois communistes et une « personnalité » acceptée par les deux parties.

Succédant à M. Pétus Faure, indépendant de gauche, ancien député S.F.I.O., qui ne s'était pas représenté, M. Moulin avait été élu, en mars 1971, sur la liste de la municipalité sortante, laquelle avait emporté sur celle d'union de la gauche formée de communistes, de membres du P.S.U. et de républicains démocrates. Les communistes s'étaient alors élevés « contre le maintien de l'alliance avec des éléments de la majorité réactionnaire au Chambon-Feugerolles ». Ils avaient de nouveau fait état de ce grief en janvier 1976, reprochant à M. Moulin d'avoir pour premier adjoint M. Montagnon, suppléant de M. Roger Partrat (C.D.S.), député réformateur de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire. En mai 1976, M. Moulin avait mis fin aux délégations de pouvoir de son premier adjoint, M. Montagnon, conduisant une liste qui se veut apolitique. — (Corresp.)

LOIRE-ATLANTIQUE

CHATEAUBRIANT. — M. Xavier Hunault, maire sortant, député non inscrit (favorable à la majorité), se représente, à la suite de M. Robert Buron, ancien ministre, candidat à la liste d'union de la gauche, composée de vingt socialistes et de sept communistes.



# POLITIQUE

DANS LE CADRE D'UNE OPÉRATION « VÉRITÉ-ESPOIR »

## Le P.C.F. va organiser 80 rassemblements à travers le pays

Les militants et les organisations du parti communiste sont depuis plusieurs semaines mobilisés par une opération intitulée « Vérité-espérance » et qui consiste à recueillir des témoignages sur la vie quotidienne des Français les plus défavorisés. Le P.C.F. rassemble ces témoignages dans des « cahiers de la misère » et de l'espoir, dont au moins deux cent cinquante mille circulent à travers le pays.

Selon M. Pierre Juquin, membre du comité central du P.C.F., cette entreprise n'a pas de précédent depuis les « cahiers de doléances » qui ont précédé la Révolution de 1789. Il a d'ailleurs précisé que les matériaux ainsi collectés, qui seront rassemblés le 12 février à l'occasion d'un meeting au Bourget, seront à la disposition des journalistes, chercheurs, historiens, sociologues. Les premiers exemples rendus publics par M. Juquin révèlent des situations

extrêmement poignantes, voire désespérées. Il s'agit aussi bien de chômeurs, d'immigrés, de handicapés que de vieillards. Selon le P.C.F., « la misère » touche quatre Français sur dix.

M. Juquin a expliqué : « Grâce à notre campagne, les Français commencent à connaître la vérité sur la condition réelle du pays et, de ce fait, un changement s'amorce. Dans les quatre-vingts rassemblements que nous organisons dans tout le pays, samedi 12 février, et dont trente seront en liaison directe et permanente avec le meeting du Bourget auquel participera Georges Marchais, nous ne voulons pas pleurer la misère. Nous voulons que l'espoir domine. Les travailleurs des entreprises menacent d'exposer les richesses qu'ils produisent afin de montrer que le travail des Français produit suffisamment de ressources. »



DEPUIS 100 ANS **PIANOS**  
toutes marques  
neufs et d'occasion  
Larges facilités de paiement  
**LABROUSSE**

41 bis, bd des Batignolles, 387.50.34 - 221, Fg-Saint-Houré, 522.13.55  
33, rue de Rivoli, 272.51.24 - 101, av. du Général-Leclerc, 548.86.08

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 2 février sous la présidence de M. Cressat d'Estang. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### ● LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le premier ministre a présenté une communication sur le plan de redressement économique et financier. Il a dressé le bilan des décisions prises dans le cadre du programme de la lutte contre l'inflation, présenté au pays le 22 septembre dernier, et il a analysé les résultats économiques enregistrés depuis cette date.

Le premier ministre a constaté que, pour chacun des volets du programme du 22 septembre, les décisions prises ont été prises. Celles qui relevaient du domaine de la loi ont été votées par le Parlement. Il a, notamment, approuvé les importantes mesures de justice sociale que le gouvernement a proposées pour répartir équitablement l'effort entre les Français. Toutes les dispositions fiscales proposées par le gouvernement ont ainsi été adoptées, qu'il s'agisse de contributions exceptionnelles ou de permanentes demandées aux hautes revenus ou des mesures de normalisation fiscale.

La politique du crédit mise en œuvre a sérieusement réduit l'expansion de la masse monétaire et la loi de finances pour 1977 a été votée en équilibre.

La politique des prix s'est déroulée selon les deux phases prévues. Le gel provisoire des prix du 15 septembre au 31 décembre 1976 est achevé. Il a été observé de manière satisfaisante. A propos du gel des prix, le premier ministre a tenu à souligner que cette mesure qui répondait essentiellement à la nécessité de briser les anticipa-

tions inflationnistes ne pouvait être prolongée sans de graves inconvénients pour la situation des entreprises. Un blocage durable des prix ne saurait apporter, comme l'expérience passée l'a montré, une solution efficace aux problèmes de fond que pose la lutte contre l'inflation. Aussi devrait-il être à la fois brutal et bref.

La deuxième phase de la politique des prix, qui comporte un relâchement progressif à la liberté des prix industriels, a été entamée par la baisse du taux normal de la T.V.A. Les sondages réalisés montrent que 97 % des commerçants la répercutent. Les enseignements de modération continuent d'être portés sur les trois quarts des branches industrielles concernées.

La politique des rémunérations a été engagée dans le secteur public et nationalisé conformément à la règle de maintien du pouvoir d'achat. Les indications que l'on peut recueillir du secteur privé montrent que les dirigeants d'entreprises ont décidé, dans leur immense majorité, de se conformer aux recommandations du gouvernement.

Par ailleurs, les dispositions destinées à économiser l'énergie ont été mises en œuvre.

Enfin, l'ensemble des mesures destinées à soutenir l'activité économique et l'emploi ont été mises en place. Les dispositions de la loi de finances pour 1977 en faveur des investissements ont toutes été votées. Les prêts accordés grâce à l'emprunt groupé de 2,5 milliards de francs pour le financement des petites et moyennes entreprises, ainsi que des entreprises artisanales, rencontrent un grand succès. Les financements préférentiels pour les investissements touristiques vers l'étranger ont été accrus pour 1977.

Le premier ministre a constaté que les premiers effets de la lutte contre l'inflation sont perceptibles dans les résultats économiques les plus récents. Une nette décelération de la hausse des prix a été observée de septembre à décembre, en dépit de la hausse du prix de l'essence. Le franc s'est stabilisé depuis le mois d'octobre et fait preuve de fermeté tant à l'égard du dollar que du deutschemark.

Le déficit du commerce extérieur a été réduit de 4,7 milliards au mois d'octobre à 1,3 milliard au mois de décembre. Ces résultats ont été atteints sans recul de l'activité économique et sans aggravation de la situation de l'emploi. Les dernières indications disponibles montrent que le développement de l'activité industrielle aura été positif au cours du mois de décembre. Le nombre des demandeurs d'emploi, après corrections des variations sectorielles, passe de 940 000 personnes en septembre à 920 000 personnes en décembre. Le gouvernement continuera à suivre avec vigilance l'évolution de l'activité économique et de l'emploi.

Les résultats économiques récents, joins d'un relâchement de l'effort, confirment le gouvernement dans sa volonté de poursuivre avec continuité l'action de redressement entreprise en septembre 1976.

Après la communication du premier ministre, le président de la République a déclaré : « La politique de redressement économique doit être poursuivie avec fermeté et détermination à partir de ses premiers résultats. Il ne s'agit pas d'obtenir une amélioration passagère, mais d'aller jusqu'à la racine du mal de l'inflation. »

Le président de la République a rendu hommage au sérieux et à la compréhension des Français, dont l'attitude a permis la mise en œuvre du programme de redressement dans des conditions satisfaisantes.

### ● ENTREPRISES PUBLIQUES

Le premier ministre a présenté une communication sur le rétablissement de l'équilibre des entreprises publiques.

Après avoir procédé à la synthèse des délibérations du conseil d'administration des entreprises par le conseil des ministres depuis le mois de juillet dernier, le premier ministre a analysé les causes de la dégradation financière de ces entreprises et a exposé les voies du redressement.

En premier lieu, un effort particulier d'économies de gestion a été demandé à ces entreprises pour l'année 1977. Au total, le plan de financement des entreprises nationales pourra être amélioré à hauteur d'environ 2 milliards de francs, en ajoutant, à la plus grande rigueur dans les dépenses de fonctionnement une réduction, par la création de franchises opérationnelles, de leur effort d'investissement, sans que soient remises en cause les grandes orientations et les priorités du gouvernement.

Au-delà de cet effort immédiat, une politique globale de redressement devra être poursuivie. Elle doit comporter d'abord une meilleure adaptation de la politique contractuelle à la situation générale de notre économie et aux données propres de chacune des entreprises concernées.

En second lieu, le gouvernement a l'intention de préciser les rapports de l'Etat et des entreprises publiques, d'une part, en redéfinissant, lorsque cela s'avère nécessaire, les objectifs que leur sont assignés dans leur secteur d'activité et, d'autre part, en articulant mieux les responsabilités respectives de leurs dirigeants avec les ministères de tutelle. Dans tous les cas où cela s'avère possible, des contrats d'entreprises englobant ces divers éléments devront être établis.

En conclusion, le premier ministre a souligné que le rétablissement de

l'équilibre des entreprises publiques constitue une des tâches essentielles du programme de redressement économique et financier mené par le gouvernement. C'est à cette condition que les entreprises nationales pourront faire pleinement valoir la valeur professionnelle de leurs personnels et la qualité technique de leurs réalisations.

### ● COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre du commerce extérieur a commenté les résultats du commerce extérieur pour 1976. Il a mis en valeur l'amélioration récemment constatée, qui s'est traduite par une réduction du déficit de 4,7 milliards en octobre à 1,3 milliard en novembre et à 1,5 milliard en décembre. Le résultat de nos échanges se traduit cependant pour l'année 1976 par un déficit de 26,5 milliards de francs dû notamment aux effets de la dévaluation sur la diminution de nos exportations agro-alimentaires et l'accroissement de nos importations ainsi qu'à l'augmentation de notre déficit énergétique dû en particulier à la hausse du prix du pétrole soit : 61 milliards en 1976.

Le ministre a en outre noté, l'évolution préoccupante des échanges de biens de consommation, qui contraste avec les résultats positifs enregistrés dans le domaine des biens d'équipement.

M. Rossi a ensuite indiqué les différents facteurs nécessaires au redressement du commerce extérieur : le maintien de la stabilité du franc, une meilleure maîtrise du marché intérieur, le développement de nos exportations, grâce notamment au renforcement de nos structures commerciales, à la recherche de débouchés nouveaux et à l'accès d'un plus grand nombre d'entreprises, et notamment de petites et moyennes, au commerce international.

### ● ACCORDS D'HELSINKI

Le conseil a entendu une communication du ministre des affaires étrangères sur l'application des accords de la conférence d'Heelsinki pour la sécurité et le développement de la coopération.

A cette occasion, le président de la République a confirmé la volonté de la France de poursuivre sa politique de détente menée il y a dix ans par le général de Gaulle.

Le président de la République a souligné l'importance attachée par la France à l'observation par tous les Etats de la lettre et de l'esprit de l'acte final d'Heelsinki en ce qui concerne notamment les principes devant régir les rapports entre Etats, le développement de la coopération sous toutes ses formes, le respect des droits de l'homme et le rapprochement entre les peuples d'Europe.

### ● LA VISITE DE M. MONDALE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la visite à Paris du vice-président des Etats-Unis.

Cette visite, qui s'est déroulée dans un climat de cordialité et de confiance, a été l'occasion d'un long et utile échange de vues sur les grands problèmes mondiaux et a permis de faire progresser le dialogue franco-américain. Ce dialogue, a souligné le président de la République, doit rester fondé sur la franchise, la solidarité et la prise en considération de la place spécifique de la France au sein du monde occidental.

### ● C.E.E.

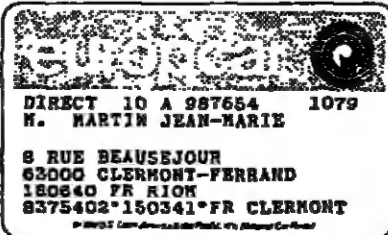
Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la réunion de coopération politique tenue à Londres le 31 janvier 1977.

Les neuf ministres ont eu, à cette occasion, un échange de vues sur la situation au Moyen-Orient, ainsi que sur la préparation de la conférence de Belgrade, qui doit permettre de faire le bilan de l'application des accords d'Heelsinki.

## Louez Européen, louez Europcar



Nous avons à cœur de montrer que les Européens sont aussi capables que n'importe qui. Des preuves ? La compétence et l'amabilité de nos hôtesses — l'efficacité de nos méthodes (la carte Super Service Europcar est la plus simple et la plus rapide) — la présentation et le nombre de nos stations, partout en Europe, mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient et aux Antilles — la qualité de nos voitures. Enfin, notre progression elle-même, spectaculaire, qui est sans doute le meilleur témoignage de la satisfaction de nos clients.



Aux U.S.A., en Amérique Latine et dans le Pacifique, c'est National Car Rental.

## Venez habiter sur la colline résidentielle du Cannet, et dominez la baie de Cannes.

Venez habiter sur la colline résidentielle du Cannet et dominez la Baie de Cannes.

Avec le charme de ses villas et ses jardins, le Cannet est devenu le Paradis des amoureux de Cannes, de ceux qui aiment la vie de la Côte mais recherchent le calme. Sur la colline du Cannet, et dans un parc de 5.000 m<sup>2</sup> avec piscine privée, vient de s'élever la Résidence Queen, un petit immeuble de 3 étages aux qualités de construction et de prestations exceptionnelles : cuisines aménagées, climatisation, vastes loggias, jardins privés en rez-de-jardin. Quant à la vue sur la Rade et sur les îles, elle est saisissante de beauté et cela, même depuis le rez-de-jardin.

Il reste encore à la Résidence Queen une dizaine d'appartements bien dessinés, pouvant satisfaire les plus difficiles aussi bien comme résidence principale, de loisirs et de vacances, que comme valeur de placement. Les prix des appartements étant nettement moins chers qu'à Cannes, à qualité égale.

Le mieux est de venir juger et choisir sur place.



Nice, Tél. : (93) 87 19 07  
Cannes, Tél. : (93) 38 39 76

Pour recevoir une documentation, adressez ce bon à Résidence Queen, Les Hauts Bréguères 06110 Le Cannet. Tél. : (93) 45 70 99

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

# MÉDECINE

économie de la santé :

des relatifs

La santé est une notion relative. Elle varie selon les cultures, les époques, les milieux sociaux. Ce qui est considéré comme une maladie dans une société peut être considéré comme une variante de la normale dans une autre. La médecine doit donc tenir compte de ces variations pour être efficace.

La médecine moderne a fait de grands progrès, mais elle a aussi créé de nouveaux problèmes. L'augmentation de l'espérance de vie a entraîné une augmentation des maladies chroniques. La pollution de l'environnement a créé de nouvelles pathologies. La médecine doit donc continuer à évoluer pour répondre à ces nouveaux défis.

NICOLAS BEAU

## DÉFENSE

Un colloque international à Paris

La sécurité dans l'Europe des contradictions

Le colloque international sur la sécurité dans l'Europe des contradictions se tiendra à Paris. Il sera consacré à l'analyse des tensions géopolitiques et militaires en Europe, et à la recherche de solutions pour assurer la stabilité du continent.

Le colloque sera présidé par le ministre des affaires étrangères. Il réunira des experts de renom de différents pays, pour échanger leurs vues sur les problèmes de sécurité en Europe.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

Le colloque sera gratuit.

Le colloque sera organisé par le ministère des affaires étrangères.

Le colloque sera ouvert à tous les intéressés.

هكذا من الأصل



## MÉDECINE

### L'enseignement de l'économie de la santé : un échec relatif

Le principe d'un enseignement de l'économie de la santé dans les facultés de médecine est acquis depuis deux années ministérielles de juillet 1970 : vingt-cinq à cent heures de cours sont prévus dans cette discipline pendant le premier cycle ; le deuxième cycle comprend désormais un certificat de « médecine préventive, de médecine sociale et d'économie de la santé ». Trente-neuf des quarante-quatre U.E.R. de médecine ont organisé un tel enseignement. Mais les participants du colloque sur l'économie de la santé en France, réuni récemment à Paris, ont souligné l'échec relatif de cette réforme.

La médecine de demain est tout à la fois invitée à apprendre la gestion d'un cabinet, à être capable de dispenser une éducation sanitaire et de produire des conseils d'ordre psychologique ou social. A connaître, enfin, les principaux ordres de grandeur des dépenses de santé. En l'absence de programme précis, les enseignants, selon leur goût ou leur formation, insistent sur des aspects très différents.

De plus, cet enseignement est souvent de qualité inégale. Des trente-neuf U.E.R. où l'enseignement de l'économie de la santé est dispensé, deux ont confié la responsabilité de cette discipline à des médecins ayant reçu une formation économique et dix seulement comptent parmi leurs enseignants de véritables économistes. Les autres sont des enseignants de diverses disciplines : professeur Jolly, maître de conférences à l'U.E.R. de Broussais-Hôtel-Dieu. Or, un nombre croissant d'économistes s'intéressent à ces problèmes : ainsi, à Rennes, un enseignement d'économie de la santé est obligatoire pour les étudiants de sciences économiques. Il convient donc de trouver les moyens de former les enseignants : le professeur Guyot, qui enseigne à la faculté de sciences économiques de Nancy, a souligné, à cet égard, l'intérêt de la

constitution d'un matériel pédagogique (films, diapositives, films) facilitant un travail par petits groupes qui rendrait utilement l'enseignement magistral. Le professeur Sourin, médecin conseiller à la Caisse nationale d'assurance maladie, a proposé, pour sa part, un enseignement de la réglementation permettant d'élargir le recrutement des enseignants d'économie de la santé à des personnalités extra-médicales.

L'introduction d'une discipline nouvelle ne peut se faire que progressivement : ainsi en a-t-il été de la bactériologie au début de ce siècle. Mais la difficulté majeure rencontrée aujourd'hui tient sans doute à la nature même de l'économie de la santé : comme l'a souligné un participant à ce colloque, « il n'y a pas dans ce domaine de vérité révélée ». La science économique n'est pas, en effet, une science désincarnée ; les choix qui devraient présider à la définition des programmes et à la formation des maîtres ne sont certainement pas neutres politiquement. Possibilité manifeste par certains congressistes de la possibilité de confier l'enseignement de cette discipline aux administrateurs des caisses de sécurité sociale (syndicalistes et autres) en témoigne.

NICOLAS BEAU.

### Le chômage des jeunes est-il « surtout un problème de formation » ?

« Le chômage des jeunes est surtout un problème de formation. Quoique ce soit une formation sérieuse est pratiquement assurée de trouver du travail. Il faut donc une meilleure adaptation de notre système de formation aux perspectives d'emploi. » Cette déclaration du président de la République au cours des « Dossiers de l'économie », mardi 1<sup>er</sup> février, n'est-elle pas excessivement optimiste ? Les résultats d'une enquête auprès des jeunes diplômés de l'enseignement technique, publiée par le Service central des statistiques, tendent à montrer qu'en période de crise économique il ne suffit pas d'avoir une bonne formation pour trouver un emploi.

Chaque année, depuis 1972-1973, le Service des Statistiques du ministère de l'éducation s'efforce de saisir à la trace les générations d'étudiants parvenus au terme de leurs études techniques pour connaître leur orientation. Ils ont été répartis en trois catégories : ceux qui ont obtenu un C.A.P. (certificat d'aptitude professionnelle) en trois ans, ceux qui ont obtenu un B.E.P. (brevet d'études professionnelles) en deux ans, et ceux qui ont obtenu un B.T.S. (brevet de technicien supérieur) en trois ans. Les données de l'enquête sont les suivantes : 12,5 % des jeunes ont obtenu un C.A.P. en trois ans, 17,4 % un B.E.P. en deux ans, et 17,4 % un B.T.S. en trois ans. Les autres ont obtenu un diplôme en plus de trois ans.

### Les filles moins bien traitées

Si l'on considère la répartition par spécialité, il semble que les filles qui ont le plus de mal à se « caser » sont celles qui ont des formations orientées vers le secteur tertiaire, leurs camarades orientés vers les métiers du secondaire (industrie) ayant moins de difficultés. Ainsi, parmi les diplômés ayant préparé un C.A.P. en 1975-1976, 12 % des « secondaires » étaient sans emploi l'année suivante, contre 23,7 % des « tertiaires ». Quel que soit le niveau d'études, ce sont toujours les filles qui ont le plus de problèmes pour se faire une place sur le marché du travail : 24 % des filles ayant préparé un C.A.P. en 1974-1975 ont obtenu un B.E.P. l'année suivante, alors que la proportion de sans-emploi pour le total des jeunes était de 17,4 %.

Le gouvernement italien veut « unifier » l'enseignement secondaire

### EN SUPPRIMANT LES « FILIÈRES »

### Le gouvernement italien veut « unifier » l'enseignement secondaire

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement italien vient d'approuver une réforme du second cycle de l'enseignement secondaire, présentée par le ministre de l'Instruction publique, M. Franco Maria Malfatti. Ce projet de loi est la première grande réforme scolaire en Italie, depuis celle de 1962, créant l'école moyenne unique (premier cycle). D'une certaine manière, l'objectif est le même : le gouvernement se propose d'unifier un enseignement qui compte des filières nombreuses et cloisonnées. Le projet maintient cependant une certaine « professionnalisation » des études, à laquelle aucun parti ne voulait totalement renoncer (1).

Le second cycle de l'enseignement secondaire devrait, selon M. Malfatti, s'étendre sur cinq années (sa durée varie actuellement en fonction des filières). La première année serait intégrée à l'enseignement obligatoire — qui traiterait jusqu'à quinze ans, au lieu de quatorze — avec le double objectif de « consolider » les connaissances acquises jusqu'à ce stade et de préparer l'orientation future des élèves.

Trois types de matières sont prévues : certaines, communes à tous les élèves, comprendraient, au cours de la première année, de la technologie et des travaux manuels ; d'autres, optionnelles, seraient choisies parmi quatre branches : langue-littérature, histoire-philosophie-droit-économie, mathématiques-physique-sciences naturelles, enseignement artistique ; les troisièmes seraient constituées de matières proposées par les élèves eux-mêmes, mais qui ne pourraient dépasser 10 % du temps scolaire total.

Les matières optionnelles permettraient, selon M. Malfatti, de définir une douzaine de « filières » différentes. Le passage de l'une à l'autre serait possible. C'est une commission, comprenant les enseignants de la classe, mais présidée par une personne extérieure, qui ferait passer l'examen final, la maturità. Cet examen ne permettrait plus — comme c'est le cas actuellement — d'entrer dans l'Université quelle qu'elle soit, mais de préparer l'orientation future des élèves.

Le parti communiste a reconnu les aspects positifs de la réforme Malfatti. Il regrette cependant « la liquidation de la période biennale (réorientation, remises par une première année obligatoire qui provoquerait un nivellement culturel négatif et finirait par être que le moindre prolongement de l'école moyenne ».

(1) Le Monde de l'éducation de janvier a publié une interview de M. Malfatti dans laquelle celui-ci commentait notamment sa réforme.

## RELIGION

### LA JOURNÉE CATHOLIQUE DES MASS MEDIA

Mgr Badré demande que l'on apprenne à lire la presse

La journée des moyens de communication sociale est fixée cette année dans l'Eglise catholique au 5 février. A cette occasion, Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et de Lisieux, et président de la commission épiscopale des mass media, écrit notamment dans son bulletin diocésain du 30 janvier :

« Je suis très frappé — participant à beaucoup de réunions de tous genres — d'entendre presque à chaque fois des critiques à l'égard des mass media. C'est de là que viennent tous nos maux. Je souhaite que nous réfléchissions à la société qui est la nôtre. »

« Nous sommes passés du monde de la découverte de la communication. C'est une ère nouvelle qui commence. »

« A nous catholiques, après les hommes de bonne volonté, à rendre cette ère viable. Les mass media nous renvoient au visage notre image et celle de notre société. »

« Je vous dis que cette image nous rendra parfois déformée, mais c'est comme cela qu'elle est vraie et qu'elle est vraie. Alors qu'il faut nous habituer à lire les messages des mass media, faut-il dire à les décoder, comme l'on décrypte un message chiffré, pour en avoir la véritable sens. Prenons un tel exemple, pour y réfléchir sérieusement : celui de la publicité. Quelle image nous donne-t-elle de nous-mêmes ? Comment la lisons-nous ? »

Le Frère Roger, prêtre de la communauté de Taizé, a rendu public, le 1<sup>er</sup> février, à Zurich, un message élaboré en commun avec Mère Teresa, à Calcutta. Ce texte spécifiquement ecclésial, que l'Eglise catholique d'être l'Eglise de l'Eucharistie, les Eglises protestantes d'être l'Eglise de la Parole et les Eglises orthodoxes de leur « fidélité » et de leur « amour ».

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

- \* Hôtel confortable et école dans le même bâtiment
- \* 5 heures de cours par jour, de 9 heures à 13 heures
- \* Petits groupes (maximum 9 étudiants)
- \* Recours dans toutes les chambres Laboratoire moderne de langues
- \* Ecole reconnue par le Ministère de l'Education britannique
- \* Piscine intérieure chauffée
- \* Sauna, etc. Situation tranquille hors de tout.

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH  
RAMSGATE Kent, Grande Bretagne  
Tél. : (0424) 512-12, ou dans l'annuaire  
4, rue de la République  
55 EUROPE Tél. 03-25-33 ou 03-25-34

## DÉFENSE

### Un colloque international à Paris

### LA SÉCURITÉ DANS L'EUROPE DES CONTRADICTIONS

Sur le thème « La défense et la sécurité dans l'Europe des contradictions », la Fondation pour les études de défense nationale, que préside le général Georges Buis, et le Centre d'études de politique étrangère, dont le secrétaire général est M. Jacques Vernant, organisent un colloque à Paris, ce 5 février, avec la participation, notamment, de MM. Maurice Couve de Murville, Léo Hamon, Claude Cheysson, Pierre Dabestan et Lord Chalfont.

Pour l'essentiel, il s'agit, selon les organisateurs, d'étudier les nouvelles perspectives de la défense et de la sécurité en Europe, compte tenu de son évolution politique et, entre autres, de l'instabilité croissante en Méditerranée.

Parlant de l'Europe de l'Ouest dans son allocation d'ouverture, le général Buis a notamment déclaré : « L'adhésion orientale connaît des problèmes de nationalité et de droits qui permettent de mettre en doute l'homogénéité de sa propre machine, l'évolution de l'équilibre global, ce qui se confond avec l'évolution en nombre et en qualité des hommes et des outils militaires. On n'y a pas manqué. Et surtout, l'évolution des dernières semaines. Mais voilà que la discordance soulevée que l'ennemi montre le bout de l'oreille chez soi et que l'Europe passe du stade de la non-intégration au stade de l'effacement de ses contradictions. Sa sécurité semble, en conséquence, ne plus devoir s'évaluer uniquement en capacité de passer efficacement de l'état de paix à l'état de guerre, mais en la capacité des Européens d'agir à l'égard d'eux-mêmes, immédiatement, à court, et d'ajuster ainsi le problème de ce qu'on pourrait qualifier d'Europe de la crise. »

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

Trois étudiants en tout. Hébergement en famille. Cours intensifs de langue.

Recevez : J. Kelly, R.A. M. 24, Barnes Ave., Westbrook, Margate, Kent, Eng.

### PLUS DE QUATRE CENT PERSONNES ONT PARTICIPÉ A LA JOURNÉE DE TÉMOIGNAGES ET DE PROPOSITIONS DU SNES

Poursuivant la campagne « pour la défense et la promotion du second degré », le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a organisé, le 2<sup>er</sup> février, à Paris, avec le Syndicat national des professeurs d'éducation physique (SNPEP) une journée nationale de témoignages et de propositions.

Plus de quatre cents personnes ont participé à ce rassemblement au cours duquel enseignants de toutes les régions de France et responsables des deux organisations ont alternativement témoigné de leurs conditions de travail et de vie, et décrit les solutions et les revendications du SNES et du SNPEP quant aux divers aspects de l'enseignement de second degré.

### Leurs difficultés présentes

Un ouvrier de chez Renault, une mère de famille, un lycéen de l'Union nationale des combattants d'action lycéens (UNCAL) ont ainsi évoqué les difficultés présentes ou leur foi dans un système éducatif profondément remanié.

Au cours d'une intervention, M. Jean Petit, secrétaire pédagogique du SNES, a décrit les trois caractéristiques fondamentales de l'école que propose son syndicat : la lutte contre les ségrégations de toute nature, un enseignement de qualité pour tous et une liaison étroite entre les exigences de l'enseignement

### Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue générale, intensive et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour étudiants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG :  
ACEG 33 Wilshire Road, Bournemouth, Dorset, BH4 4JH  
ACEG Southampton 17, CH-5008 Zurich/Suisse, Tél. 01/47 70 11, Telex 52 523

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
No postal : \_\_\_\_\_  
Rue : \_\_\_\_\_ Domicile : \_\_\_\_\_

### Bauknecht-Montparnasse vous réserve une bonne surprise.

Quand on va chez Bauknecht, on ne perd jamais son temps. Si on va chez Bauknecht-Montparnasse avant le 16 mars, on gagne même de l'argent ! En effet, jusqu'à ce jour, Bauknecht vous réserve une bonne surprise : la pose de votre cuisine sera gratuite. Dans un agréable show-room, vous admirerez une très belle sélection des cuisines Bauknecht (chez Bauknecht, il y a 116 possibilités de cuisines originales, la gamme des stratifiés et un modèle en bois massif peuvent être livrés dans un délai de 15 jours ! Parce que nous sommes des spécialistes, nous vous conseillons et aidons (devis et étude gratuits) avec vous « votre cuisine ». Très important : nous assurons également le service après-vente.

Bauknecht-Montparnasse (Sodem) 124, rue de Valenciennes 75006 Paris tél. : 548.71.64  
Un magasin Bauknecht à votre service.

Bauknecht

Je désire recevoir la visite d'un technicien ou une documentation gratuite sur la gamme des cuisines complètes Bauknecht

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Bauknecht-Montparnasse (Sodem)  
124, rue de Valenciennes  
75006 Paris - Tél. : 548.71.64





# PRESSE

En Italie

## Le gouvernement présente un projet de statut de l'entreprise de presse

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement italien vient d'établir un statut de l'entreprise de presse qui sera prochainement soumis au Parlement. Réclamée par la Fédération nationale des journalistes, cette initiative concerne les publications quotidiennes dont les difficultés n'ont cessé de croître en 1976 : suppression de certains sites comme *Il Giornale d'Italia* à Rome ; expérience d'autogestion après des faillites peu claires ; tentative de concentration de l'éditeur Rizzoli. Au total, la presse quotidienne aura enregistré l'an dernier un déficit de 130 milliards de lire, soit 750 millions de francs.

Le texte du projet gouvernemental comprend cinquante articles. Les plus importants visent à empêcher des acquisitions abusives, à limiter au maximum les concentrations et à développer les droits des journalistes.

Il est proposé, par exemple, qu'une entreprise de presse quotidienne ne puisse avoir d'activité étrangère à l'édition et que ses propriétaires soient obligatoirement de nationalité italienne. Une telle mesure ne manquera pas de poser certains problèmes à la *Stampa* appartenant au groupe Fiat, lequel vient de céder plus de 9 % de son capital social à la L'Espresso.

Autre mesure proposée par le gouvernement : que les transferts des parts supérieures à 10 %

soient signalés à l'avance aux délégués syndicaux de la rédaction. Ceux-ci donneraient leur avis, qui serait soumis non seulement au patron de l'entreprise, mais à une sorte de commission nationale de la presse composée de parlementaires et de représentants de toutes les catégories du secteur.

Pour empêcher qu'un horsant italien en arrive à contrôler la presse, une limite a été fixée : aucun éditeur ne pourrait posséder plus de 40 % du tirage total des quotidiens ; et, au-delà de 30 %, il cesserait de jouir des mêmes facilités que ses confrères.

L'une de ces facilités consistait en un remboursement de la moitié du prix du papier dans une limite de huit pages. Le pourcentage serait de 60 % pour les coopératives de journalistes. D'autres aides publiques sont prévues, notamment la prise en charge par l'Etat de réductions des tarifs postaux et téléphoniques, ainsi que des prêts à taux avantageux pour la modernisation des entreprises de presse.

Le journaliste se verrait officiellement reconnu un double droit : celui de faire valoir le secret professionnel et celui de refuser la modification d'un article. A remarquer aussi qu'en cas de fermeture d'une entreprise de presse, les membres de la rédaction auraient un droit prioritaire d'acquisition.

ROBERT SOLÉ.

# SPORTS

## FOOTBALL

VICTOIRE DE LA SÉLECTION FRANÇAISE CONTRE LA ROUMANIE

## Les essais de Michel Hidalgo

Bordeaux. — Comme entraîneur-sélectionneur de l'équipe de France, M. Stephan Kovacs avait passé en revue plus de quarante joueurs et pensait avoir dégagé une élite pour son successeur, M. Michel Hidalgo. Pourtant, mercredi 2 février à Bordeaux, à peine plus d'un an après son retour en Roumanie, il n'a pu revoir qu'un seul rescapé de sa dernière équipe de France : le capitaine Henri Michel.

Après un an passé à la tête de l'équipe de France, M. Hidalgo peut présenter un bilan positif avec deux victoires contre la Pologne (2 à 1) et la Belgique (2 à 1), trois matches nuls contre la Tchécoslovaquie, championne d'Europe (2 à 2), le Danemark (1 à 1) et la Bulgarie (2 à 2), pour une seule défaite contre la Hongrie (1 à 0). Les rencontres avec la Belgique et la République d'Irlande ont surtout permis à l'équipe de France de prendre un bon départ dans son groupe de qualification à la Coupe du monde 1978.

Même si, pour des raisons psychologiques évidentes, il ne veut dissocier personne et préfère parler d'une vingtaine de joueurs qui forment le nouveau Club France, M. Hidalgo s'était reposé en 1976 sur une ossature aléatoire avec Gérard Janvin, Christian Lopez, Gérard Farison, Dominique Bachez, Christian Synaguel ou Jean-Michel Larqué. Dominique Rocheteau, voire Christian Sarramagna.

Si Michel Hidalgo ne leur retire pas sa confiance, malgré leurs débâcles en championnat, il comprend néanmoins qu'il ait profité de ce match officieux pour les dispenser de sélection et faire quelques essais dans l'optique de deux rencontres importantes pour le prestige, contre la République fédérale allemande, le 23 février, au Parc des Princes ou pour la Coupe du monde, le 30 mars, à Dublin contre l'Irlande.

C'est en pensant à ce dernier match, et à la défense française devant sans doute endurer quelques rudes assauts, que Michel Hidalgo a voulu essayer dans les buts le Messin André Rey, plus athlétique (1,87 mètre, 80 kilos) que le Nipols Dominique Barthelemy.

Les satisfactions du sélectionneur national ne se sont d'ailleurs pas limitées à ce cas. Avant de quitter le terrain à la mi-

Sans doute faut-il voir dans ce phénomène l'heureuse conséquence de la brusque arrivée à maturité de quelques grands espoirs du football français, notamment dans des équipes comme Nantes ou Nancy, qui devancent, cette saison, Saint-Etienne au plan national. Le caractère amical et officieux de cette rencontre avec la Roumanie, qui prépare sa saison en France du 30 janvier au 18 février, était d'autre part propice à quelques essais.

De notre envoyé spécial

temps, à la suite d'une fracture du nez, le Nantais Patrice Rio avait démontré dans le jeu de tête une efficacité qui pourrait être utile à Dublin à Martin Tétreault, pas encore en pleine forme, et à la suite d'une opération d'une hernie, le Nantais Omar Sahnoun, qui fut la grande révélation de ce match. A vingt et un ans, ce fils de hockey a déjà connu bien des honneurs : vainqueur de la Coupe nationale des cadets avec la Picardie, de la Coupe Gambardella des juniors avec Nantes, champion de France de troisième division avec Nantes, international junior amateur militaire et même gagnant à douze ans du critérium national du jeune basketteur. Devenu, cette saison, à Nantes, un titulaire indiscutable et un buteur régulier, il a confirmé, avec la sélection française, ses qualités physiques et, surtout, techniques exceptionnelles au milieu du terrain, avant de réussir un « sans faute » en remplacement de Patrice Rio au poste de stopper, qu'il occupait pour la première fois.

Si l'on ajoute que Michel Platini, auteur du premier but (54<sup>e</sup> minute), fit un nouvel étalage de ses dons de créateur et de finisseur, on constate que Michel Hidalgo aura l'embarras du choix pour les trois postes de milieu de terrain avec Michel Platini, Dominique Bathenay, Christian Synaguel, Jean-Michel Larqué et Omar Sahnoun, voire à un degré moindre, Henri Michel, Alain Girard, qui d'ont pas démerité contre la Roumanie.

Sans doute le sélectionneur national aimerait-il être confronté aux mêmes problèmes en attaque. Et là il le trouve dans Bernard Lacombe, demeuré le seul avant-centre de classe internationale et

# JUSTICE

A Lille

## UN DIRECTEUR D'HOPITAL POURSUIT EN DIFFAMATION UN MENSUEL SATIRIQUE LOCAL

(De notre correspondant.)

Lille. — Pour la troisième fois, le procès opposant M. François Muffragi, ancien directeur du Centre hospitalier régional de Lille, au mensuel satirique local *Le Chien*, mensuel satirique local, a été jugé lundi 31 janvier devant la sixième chambre du tribunal de grande instance de Lille présidée par M. Jean-Bernard Michelon.

M. Muffragi a intenté au directeur du mensuel, M. Jean-Luc Porquet, un procès en diffamation pour avoir publié un article dans lequel était mise en cause la gestion du C.H.R. et où l'on faisait état de détournements de fonds et de manipulations dans la gestion de certains marchés.

Un trésorier payeur du C.H.R., actuellement en retraite, avait demandé d'être relevé du secret professionnel pour déposer, ce qui lui avait été accordé. Au cours d'une précédente audience, le 13 décembre dernier, il avait fait état de nombreuses irrégularités administratives dans la gestion de M. Muffragi, mais s'était montré prudent quant aux détournements de fonds, estimant qu'il « ne possédait pas tous les éléments d'appréciation ».

Lundi, les avocats de M. Muffragi, M<sup>rs</sup> Charles Robaglia et Pierre Garçon, du barreau de Paris, ont surtout insisté, après avoir contesté les irrégularités, sur le manque de preuves susceptibles d'étayer l'article du *Chien* et le libellé. Ils ont réclamé le franc symbolique de dommages et intérêts, mais des « attitudes sévères ».

Pour les avocats du *Chien*, M<sup>rs</sup> Diligent et Descamps, les irrégularités administratives dans la gestion de M. Muffragi, mais s'était montré prudent quant aux détournements de fonds, estimant qu'il « ne possédait pas tous les éléments d'appréciation ».

Jugement le 14 février. — G. B.

REGARDS

M. Guichard visite des centres d'éducation surveillée

## UN MINISTRE A L'ECOUTE

« Tu as vu, il rouille ses cigares ! » C'est sans doute le souvenir le plus frappant que les pensionnaires du foyer d'action éducative de Nogent-sur-Marne gardent du passage du garde des sceaux dans leur établissement. Si cette visite n'a guère eu de signification pour les jeunes administrés de la direction de l'éducation surveillée, elle devait en avoir davantage pour les éducateurs et l'ensemble du personnel de cette direction. C'est du moins ce qu'avait souhaité M. Olivier Guichard.

Pour l'une de ses premières visites dans ses services, le ministre de la justice avait choisi de « prendre contact » avec cette institution judiciaire, souvent moins connue que les autres. En visitant mardi 1<sup>er</sup> février deux centres de l'éducation surveillée dans le Val-de-Marne, M. Guichard entendait manifestement souligner l'importance d'une administration directement liée à la justice et dont les missions essentielles sont la prévention de la délinquance et l'assistance à tous ceux que la loi considère comme des « mineurs en danger ».

Le délit n'est pas le critère déterminant de notre action », déclarait le directeur du foyer de Villiers-sur-Marne qui accueillait une trentaine de jeunes garçons et filles — placés sur décision des magistrats du tribunal de Créteil. « Notre but, ajoute le directeur, est de faciliter la réinsertion des jeunes qui nous sont confiés soit dans leur milieu familial, soit dans le milieu du travail. C'est l'urgence ou non de la délinquance, nous avons pour tâche de les rendre autonomes et de faire en sorte, avec l'aide des quatre éducateurs affectés au centre, qu'ils restent le moins longtemps possible au foyer. »

Les éducateurs ont expliqué au ministre que leur action était bien plus un travail d'assistance que de surveillance. « Il faut être là, écouter et être prêt à répondre à toute demande », ont-ils notamment indiqué. Cette assistance consiste principalement à rechercher des emplois, à l'aide d'un service social, particulièrement délicat en période de chômage.

Sur deux mille sept cent quatre-vingt mineurs poursuivis en 1976, dans le ressort du tribunal de Créteil, le 1<sup>er</sup> février douze détenus. « Cette remarque du procureur de la République, M. Guy Dussart, suit, selon lui, à résumer la nécessité et l'utilité de l'action de l'éducation surveillée. »

Francis Cornu.

Chargé d'instruire plusieurs dossiers difficiles à Marseille

## M. ELIE LOQUES EST NOMME CONSEILLER A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(De notre correspondant.)

Marseille. — M. Elie Loques, soixante-trois ans, doyen des juges d'instruction à Marseille, vient d'être nommé conseiller à la cour d'appel de Montpellier.

Le nom de ce magistrat a été cité à de nombreuses reprises ces dernières années à propos de plusieurs affaires judiciaires, qui ont eu un certain retentissement. M. Loques avait été notamment chargé du dossier dit « des pétroliers » pour lequel, et en dépit de nombreuses difficultés, il avait prononcé une quarantaine d'inculpations pour entente illicite sur les prix. Parmi les prévenus figurent les dirigeants — au moment des faits — de toutes les grandes compagnies pétrolières. Annonçant la nomination à Hassenbrouck de M. Etienne Cécaldi, substitut du procureur de la République à Marseille, qui suivait également ce dossier, M. Gaston Delferre avait fait état de « pressions » et déclaré que ce « déplacement » avait pour objet de compromettre l'instruction sur les ententes pétrolières.

M. Loques avait, d'autre part, mené plus récemment l'instruction d'un autre dossier délicat, celui de la « prison clandestine d'Arène » à Marseille. Le magistrat avait estimé que les déclarations d'étrangers par la police au centre d'Arène étaient irrégulières. S'opposant au parquet qui souhaitait un non-lieu dans cette affaire, il avait demandé que le dossier soit transmis à la Cour de cassation, puisque les personnes visées, le préfet délégué pour la police et certains policiers, bénéficiaient d'un privilège de juridiction et ne pouvaient être poursuivies qu'après l'avis de la Cour suprême. Refusant cette procédure, le parquet avait fait appel de la décision d'incompétence prise par M. Loques. Mais la cour d'appel d'Alès-en-Provence devait finalement donner raison au magistrat instructeur (le 30 janvier). — J. C.

## Faits et jugements

### Bombe contre une librairie palestinienne à Paris.

On attendait à l'explosion à été commise, jeudi matin 3 février, à 11 h 15, contre la librairie Palestine, 24, rue de la Réunion, à Paris (20<sup>e</sup>). Cet attentat, qui a provoqué des dégâts matériels importants, a été revendiqué dans un appel téléphonique adressé à l'Agence France-Presse par une « section phalangiste de sécurité », groupe totalement inconnu. Un homme se réclamant de cette section a indiqué à l'A.P.P. que « cette action constituait une manifestation de la solidarité des Palestiniens le premier et dernier attentat ».

Cette attentat contre la librairie Palestine survient un mois, jour pour jour, après l'agression mortelle, le 3 janvier dernier, contre Mahmoud Ould Saleh, le directeur de la librairie Arabe, abattu par deux tueurs devant cette librairie, rue Saint-Victor (16<sup>e</sup> arrondissement).

L'attentat contre un diplomate iranien : le deuxième inculpé en liberté.

Souppendé d'avoir tiré, le 2 novembre dernier à Paris, sur un diplomate iranien, M. Homayoun Keykavousi, qui l'a reconnu formellement, M. Mohammad Reza Taheri, détenu depuis le 5 novembre, a été libéré dans la soirée du 2 février, après avoir versé une caution de 20 000 F. Avant entendu M<sup>rs</sup> Michèle Beauvillard, Thierry Mignon et Jean-Pierre Pignard, défenseurs, la chambre d'accusation de Paris a décidé de confirmer l'ordonnance de M. Guy Flich, premier juge d'instruction, qui avait accordé cette liberté à l'inculpé le 18 décembre (le 1<sup>er</sup> janvier), mais elle a exigé de lui le versement préalable de cette caution.

La chambre d'accusation avait adopté, le 18 décembre, la même solution à l'égard de M. Nader Oskoui, l'autre étudiant iranien inculpé dans cette affaire (le Monde du 21 décembre 1976).

### Draguignan : amendes pour six manifestants.

La onzième chambre du tribunal de grande instance de Draguignan a, le 18 janvier, condamné six personnes inculpées à la suite d'actes de manifestation qui s'étaient déroulés en décembre 1974 à Dra-

guignan après le transfert de la préfecture du Var à Toulon, vient de rendre son jugement. Quatre d'entre elles, poursuivies pour coups et blessures, ont été condamnées aux peines d'amende suivantes : Jean Mourier, 1 500 F, dont 1 000 F avec sursis ; Guy Duval, 500 F ; Marcel Obé et Philippe Regnasse, 300 F. Les autres manifestants poursuivis pour interruption de télécommunications officielles, Joseph Rodriguez et Louis Renoux, ont été condamnés à 2 000 F d'amende chacun, dont 1 000 F avec sursis. Seize personnes avaient été inculpées après les incidents de Draguignan, mais dix d'entre elles avaient bénéficié d'une ordonnance de non-lieu.

### Prison avec sursis pour l'ancien dirigeant de l'Olympique de Marseille.

Reconnu coupable de pratiques frauduleuses dans sa gestion de l'Olympique de Marseille, M. Marcel Leclerc, ancien président de ce club, a été condamné mercredi 2 février par la cour d'appel d'Alès-en-Provence à six mois de prison avec sursis et à verser 1 900 000 francs de dommages et intérêts à son ancien club. Le 9 juillet 1976, le tribunal correctionnel de Marseille avait condamné M. Leclerc à la même peine et au versement de 2 300 000 francs de dommages et intérêts. La Fédération française de football a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts qu'elle réclamait.

Vol au palais de justice de Marseille. — Un vol avec effraction a eu lieu au palais de justice de Marseille dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février. Les cambrioleurs, profitant des travaux de réfection en cours, se sont probablement laissés enfermer dans les locaux du palais. De nombreux dossiers du greffe ont été fouillés, plusieurs bureaux visités, et des portes fracturées. Plusieurs armes déposées au greffe auraient été dérobées.

Nouvel attentat contre les locaux du M.L.A.C. Une explosion a eu lieu, mardi 1<sup>er</sup> février, devant la porte des bureaux du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (M.L.A.C.), provoquant des dégâts peu importants. Le 24 décembre 1976, un attentat avait déjà été commis contre le local du M.L.A.C.

# JUSTICE

## Libres opinions

## PROCESSION ET JUSTICE

Le nom de ce magistrat a été cité à de nombreuses reprises ces dernières années à propos de plusieurs affaires judiciaires, qui ont eu un certain retentissement. M. Loques avait été notamment chargé du dossier dit « des pétroliers » pour lequel, et en dépit de nombreuses difficultés, il avait prononcé une quarantaine d'inculpations pour entente illicite sur les prix. Parmi les prévenus figurent les dirigeants — au moment des faits — de toutes les grandes compagnies pétrolières. Annonçant la nomination à Hassenbrouck de M. Etienne Cécaldi, substitut du procureur de la République à Marseille, qui suivait également ce dossier, M. Gaston Delferre avait fait état de « pressions » et déclaré que ce « déplacement » avait pour objet de compromettre l'instruction sur les ententes pétrolières.

M. Loques avait, d'autre part, mené plus récemment l'instruction d'un autre dossier délicat, celui de la « prison clandestine d'Arène » à Marseille. Le magistrat avait estimé que les déclarations d'étrangers par la police au centre d'Arène étaient irrégulières. S'opposant au parquet qui souhaitait un non-lieu dans cette affaire, il avait demandé que le dossier soit transmis à la Cour de cassation, puisque les personnes visées, le préfet délégué pour la police et certains policiers, bénéficiaient d'un privilège de juridiction et ne pouvaient être poursuivies qu'après l'avis de la Cour suprême. Refusant cette procédure, le parquet avait fait appel de la décision d'incompétence prise par M. Loques. Mais la cour d'appel d'Alès-en-Provence devait finalement donner raison au magistrat instructeur (le 30 janvier). — J. C.

On attendait à l'explosion à été commise, jeudi matin 3 février, à 11 h 15, contre la librairie Palestine, 24, rue de la Réunion, à Paris (20<sup>e</sup>). Cet attentat, qui a provoqué des dégâts matériels importants, a été revendiqué dans un appel téléphonique adressé à l'Agence France-Presse par une « section phalangiste de sécurité », groupe totalement inconnu. Un homme se réclamant de cette section a indiqué à l'A.P.P. que « cette action constituait une manifestation de la solidarité des Palestiniens le premier et dernier attentat ».

Cette attentat contre la librairie Palestine survient un mois, jour pour jour, après l'agression mortelle, le 3 janvier dernier, contre Mahmoud Ould Saleh, le directeur de la librairie Arabe, abattu par deux tueurs devant cette librairie, rue Saint-Victor (16<sup>e</sup> arrondissement).

L'attentat contre un diplomate iranien : le deuxième inculpé en liberté.

Souppendé d'avoir tiré, le 2 novembre dernier à Paris, sur un diplomate iranien, M. Homayoun Keykavousi, qui l'a reconnu formellement, M. Mohammad Reza Taheri, détenu depuis le 5 novembre, a été libéré dans la soirée du 2 février, après avoir versé une caution de 20 000 F. Avant entendu M<sup>rs</sup> Michèle Beauvillard, Thierry Mignon et Jean-Pierre Pignard, défenseurs, la chambre d'accusation de Paris a décidé de confirmer l'ordonnance de M. Guy Flich, premier juge d'instruction, qui avait accordé cette liberté à l'inculpé le 18 décembre (le 1<sup>er</sup> janvier), mais elle a exigé de lui le versement préalable de cette caution.

La chambre d'accusation avait adopté, le 18 décembre, la même solution à l'égard de M. Nader Oskoui, l'autre étudiant iranien inculpé dans cette affaire (le Monde du 21 décembre 1976).

Draguignan : amendes pour six manifestants.

La onzième chambre du tribunal de grande instance de Draguignan a, le 18 janvier, condamné six personnes inculpées à la suite d'actes de manifestation qui s'étaient déroulés en décembre 1974 à Dra-

guignan après le transfert de la préfecture du Var à Toulon, vient de rendre son jugement. Quatre d'entre elles, poursuivies pour coups et blessures, ont été condamnées aux peines d'amende suivantes : Jean Mourier, 1 500 F, dont 1 000 F avec sursis ; Guy Duval, 500 F ; Marcel Obé et Philippe Regnasse, 300 F. Les autres manifestants poursuivis pour interruption de télécommunications officielles, Joseph Rodriguez et Louis Renoux, ont été condamnés à 2 000 F d'amende chacun, dont 1 000 F avec sursis. Seize personnes avaient été inculpées après les incidents de Draguignan, mais dix d'entre elles avaient bénéficié d'une ordonnance de non-lieu.

Reconnu coupable de pratiques frauduleuses dans sa gestion de l'Olympique de Marseille, M. Marcel Leclerc, ancien président de ce club, a été condamné mercredi 2 février par la cour d'appel d'Alès-en-Provence à six mois de prison avec sursis et à verser 1 900 000 francs de dommages et intérêts à son ancien club. Le 9 juillet 1976, le tribunal correctionnel de Marseille avait condamné M. Leclerc à la même peine et au versement de 2 300 000 francs de dommages et intérêts. La Fédération française de football a obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts qu'elle réclamait.

Vol au palais de justice de Marseille. — Un vol avec effraction a eu lieu au palais de justice de Marseille dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 février. Les cambrioleurs, profitant des travaux de réfection en cours, se sont probablement laissés enfermer dans les locaux du palais. De nombreux dossiers du greffe ont été fouillés, plusieurs bureaux visités, et des portes fracturées. Plusieurs armes déposées au greffe auraient été dérobées.

Nouvel attentat contre les locaux du M.L.A.C. Une explosion a eu lieu, mardi 1<sup>er</sup> février, devant la porte des bureaux du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (M.L.A.C.), provoquant des dégâts peu importants. Le 24 décembre 1976, un attentat avait déjà été commis contre le local du M.L.A.C.

Union, qui sera présentée par Mme Georgie Vienne, a été sur l'initiative de la Fédération anarchiste, groupe du Rhône et d'Alsace.



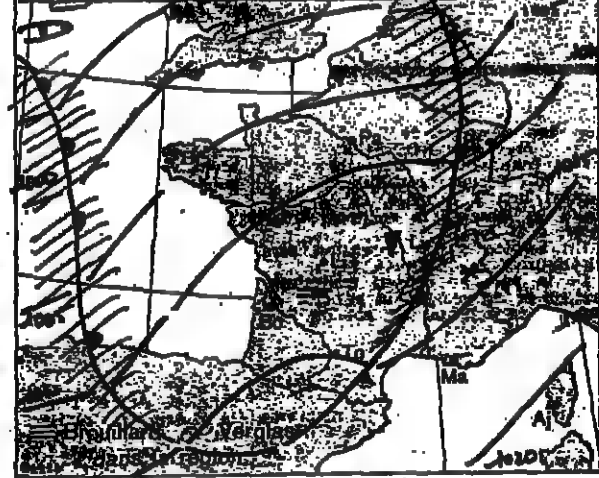
par le docteur A. GABRIELEFF (\*)

● Un débat sur la peine de mort est organisé vendredi 4 février, à 20 h. 30, à la Maison des Femmes et de la culture de Courbevoie, 184, boulevard Saint-Denis (métro Pont-de-Levallois). ■

**PAYER, TOUS LIEUX COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS**

|   |                              |   |    |    |    |    |           |
|---|------------------------------|---|----|----|----|----|-----------|
| <b>LOTO</b>   | 1                            | 5 | 23 | 25 | 41 | 42 |           |
| <b>No 6</b>   | <b>NUMERO COMPLEMENTAIRE</b> |   |    |    |    |    | <b>43</b> |
| <b>PROCHAIN TIRAGE LE 8 FEVRIER 1977</b> <b>VALIDATION</b> <b>8 FEVRIER 1977 APRES-MIDI</b> |                              |   |    |    |    |    |           |

**PRÉVISIONS POUR LE 4. Février DÉBUT DE MATINÉE**

[illegible][illegible]

ment; Et. — 3. Se; Niveaux. —  
4. Is; Etiers. — 5. Etages; AR.  
— 6. Ar; Nio. — 7. Etalage. —  
8. Aussière; Dé. — 9. Ire; Tailles  
(voir ce mot).  
**GUY BROUTY.**

■ **L'Association générale** ■  
 ■ **Commissaire adjoint** ■ **France,**  
 qui vient de renouveler son br-  
 ■ **rappelle** ■ **qu'elle organise** ■  
 ■ **réunions mensuelles** ■ **tous** ■  
 ■ **premiers dimanches** ■ **du mois** ■  
 ■ **son siège social** ■ **à** ■ **ble** ■

Joindre la ~~bande~~ bande  
d'envoi à ~~la~~ votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de  
rédiger tous les noms propres en  
capitales d'imprimerie.























# Les Indiens d'Amérique en lutte

par Pierre Dommergues

LES Sioux de western et de bandes dessinées se sont estompés comme une image trompeuse. Depuis pas mal de temps déjà, les luttes des Indiens d'Amérique ont connu la même violence des massacres, des spoliations et de la misère. Les mouvements actuels visent à rendre vie à leur culture traditionnelle, menacée par l'Occident. C'est bien le choc de deux univers culturels qui s'est produit dans cette conquête,

et se prolonge. Au nom de la nature, de la vie en harmonie avec les éléments, les Indiens interpellent à présent le monde de la technique, des lois et du profit. Aussi leur démarche, qui ne dissocie pas « politique » et « spirituel », revêt-elle, face aux Indiens, une portée singulière.

Pierre Dommergues présente ici deux ouvrages exceptionnels et complémentaires.

« Elan Noir », publié en 1975, rassemble les souvenirs d'un vieux chef religieux, recueillis par l'anthropologue-poète John G. P. « Pardon aux Indiens », publié en 1976, ajoute la première analyse d'ensemble du nationalisme indien contemporain, menée — du dehors —, cette fois — par le célèbre critique blanc Edmund Wilson. Ces deux classiques, enfin traduits en français, ont connu

depuis 1970 États-Unis un succès populaire, lorsque les Indiens ont finalement attiré l'attention de l'opinion mondiale sur leur condition.

(1) Traduit de l'américain par J. Muller, Stock, 225 p., 39 F.

(2) Traduit de l'américain par Solange Pinton, Pion, 200 p., 39 F.

## HIER, L'ENFANCE D'UN CHEF

### Elan Noir, Haut Cheval et les autres

ELAN NOIR, un Dakota du plan des Ogéas. Il est né à la lune des arbres qui croissent à l'ombre d'un grand arbre. Il avait trois ans quand son père fut tué à la bataille de Little Bighorn. Son père et sa mère de Haut Cheval (1) étaient cousins.

#### Histoires d'amour

Une enfance heureuse : à sa première pêche, en offrande, il ramène à son père le premier poisson. Il lui avait donné un baiser. A trois ans, le premier combat : « Quand nous courions autour des chariots, nous nous suspendions à l'extérieur des chevaux, le plus bas possible, et nous tirions par-dessous leur cou. » Les Indiens : à un hiver, alors que les Indiens installés à proximité de la « ville des soldats », un garçon groupe au mât et décroche le drapeau américain.

Un récit fait d'amour et de tendresse. L'ami Haut Cheval est malade d'amour, mais les parents de la jeune Indienne ne veulent pas se séparer de leur fille. Ils l'attachent à son lit afin qu'elle ne puisse pas la voler la nuit. Haut Cheval imagine avec Carl Rouge mille plans — tous aussi saugrenus — qui se retournent contre lui. On songe à certains contes yiddish d'Europe centrale. La terreur du massacre, la peur de la famille, l'insécurité devant la trahison, apparaissent au détour des aventures.

L'essentiel n'est pourtant pas l'histoire personnelle d'Elan Noir, mais l'histoire — présente, passée et future — de sa nation. L'occupation des collines, la destruction par une puissance militaire très supérieure en effectifs et en technique, la signature des traités (immédiatement rompus), l'assassinat de Haut Cheval, que l'on avait invité à se rendre, et aussi les « épouvantes victoires » sur le général Custer : « Un bon Indien est un Indien mort », — telle est la devise de la nation.

#### Carrière contre carré

L'essentiel n'est pourtant pas l'histoire personnelle d'Elan Noir, mais l'histoire — présente, passée et future — de sa nation. L'occupation des collines, la destruction par une puissance militaire très supérieure en effectifs et en technique, la signature des traités (immédiatement rompus), l'assassinat de Haut Cheval, que l'on avait invité à se rendre, et aussi les « épouvantes victoires » sur le général Custer : « Un bon Indien est un Indien mort », — telle est la devise de la nation.

Le carré est la figure réduite.

#### La grande vision

Dans cet univers où l'oiseau, le soleil et l'homme sont également valorisés, où le temps devient espace et le corps âme, où le quotidien se nourrit d'immortalité et l'histoire d'éternité, la communication est fondamentale, et essentiel le médium-mat, l'homme capable de renforcer le dialogue entre le monde visible et celui du Grand Esprit. Comme ses illustres prédécesseurs, Elan Noir reçoit la grande vision, les six puissances, les instruments sacrés : la coupe de bois remplie d'eau, l'ailé blanc, la pipe et le cercle de la nation, les prophéties. Le drame — non point individuel mais historique — d'Elan Noir est d'être arrivé à l'âge d'homme à un moment

d'éparpillement pour son peuple. Il peut encore faire représenter sa vision au cœur des fêtes. Mais il ne peut plus — physiquement — s'engager dans les luttes. Dans les années 50, les cérémonies religieuses, la danse du soleil en particulier, se multiplient malgré l'interdiction des autorités américaines. En 1890, le massacre de Wounded Knee marque la fin du rêve. Les dernières paroles d'Elan Noir sont : « Et moi qui ai vu la grande vision dans ma jeunesse, pour me voyez maintenant, pauvre vieil homme pitoyable et qui n'a rien fait, car le cercle de la nation est brisé et dispersé. Il n'y a plus de centre et l'ordre est mort. »



C'est cette vision que les auteurs de ce livre tentent de faire revivre. Leur perspective est profondément différente de celle des Indiens, des Chicanos, des Indiens et des Indiennes, même si, parfois, ils se rencontrent sur le terrain.

(1) Dans cette remarquable traduction, on ne peut résumer le livre sans en donner une idée de son contenu. Les Indiens ont été traduits en français par J. Muller.

## AUJOURD'HUI, UN BESOIN D'AUTODÉTERMINATION

### De la S.D.N. à Wounded Knee

EDMUND WILSON n'est ni Indien, ni spécialiste d'Indiens. Pardon aux Indiens, mais il est un des plus grands écrivains américains du XX<sup>e</sup> siècle. En son temps, Benjamin Franklin était fort impressionné par la culture indienne, et les Indiens étaient fort impressionnés par la culture américaine. Mais, à la fin des années 50, ce fut une promenade en compagnie du romancier Wilson à travers les mythes et les réalités de l'Inde moderne.

En 1970, les Indiens ont connu un succès populaire, lorsque les Indiens ont finalement attiré l'attention de l'opinion mondiale sur leur condition.

#### Un tour du monde

Et pourtant les éléments mêmes qui constituent les Indiens ont été représentés dans la culture américaine. Les Indiens ont été représentés dans la culture américaine. Les Indiens ont été représentés dans la culture américaine.

En 1970, les Indiens ont connu un succès populaire, lorsque les Indiens ont finalement attiré l'attention de l'opinion mondiale sur leur condition.

#### Le bilan

Le bilan est blanc, les grandes Indes ont finalement gagné. Les Indiens ont été représentés dans la culture américaine. Les Indiens ont été représentés dans la culture américaine.

Mais, pour les Indiens, il y a toujours une grande Inde. La grande Inde est toujours là. La grande Inde est toujours là. La grande Inde est toujours là.

P. D.

COSMAS

optique

MONTPARNASSE REPUBLIQUE ST-LAZARE  
41, RD DU MONTPARNASSE-6 EN 1962 37, RD DE MAGENTA - 10<sup>e</sup> EN 1962 22, RUE DE LA FEMME - 1<sup>re</sup> EN 1962  
(M) Montparnasse (M) J. Bonsergent (M) St-Lazare

NATION BANLIEUE  
55, AL. PHILIPPE-AUGUSTE - 1<sup>re</sup> EN 1962 11, PL. J. JARVIS - 93000 ST-DENIS  
(M) Nation (M) Banlieue

HEURES D'OUVERTURE DE 10 H A 19 H ET LE LUNDI DE 14 H A 19 H

A MOITIÉ PRIX!  
des montures de LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

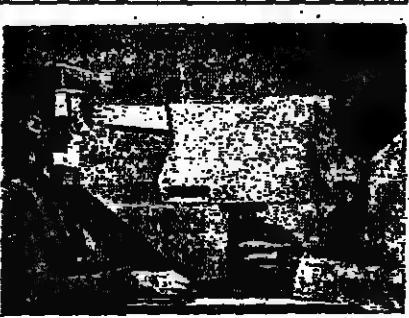
CARVEN REF 103 DIOR REF 1204 ESTÉREL REF 1274 BATH REF 1202 LANVIN REF 101  
298 F - 145 E 408 F - 200 E 252 F - 126 E 276 F - 138 E 268 F - 130 E

COSMAS est le plus important laboratoire de montage optique français.

COSMAS ne fait que des lunettes médicales : plusieurs dizaines de milliers par an, c'est pourquoi il les fait bien. Un choix de 3.000 montures (1.000 références). Toutes les verres correcteurs spéciaux aux prix pratiqués dans le secteur de l'optique traditionnelle.

Option : Assurance casse 15 mois (verres et monture).

LENTILLES CORRECTIVES SOUPLES : 1250 F - 990 F 41 Bd du Montparnasse 6<sup>e</sup> Tél. : 222.81.10



BAISSE T.V.A. : ESCOMPTE DE CAISSE DE 2 %

magazine littéraire

Docteur :

LACAN  
PSYCHANALYSE  
POLITIQUE  
FREUD - POÉSIE  
LANGAGE  
ENSEIGNEMENT

Actualité du surréalisme

Entretien

avec Jacques Attali :

musique et cinéma

Six livres sur l'U.R.S.S.

La discorde de la sexualité

En vente dans tous les kiosques :

7,50 F.

Magazine Littéraire

40, rue Saint-Pères,

75007 PARIS Tél. : 544-14-51.

(PUBLI-TE)

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

RECHERCHE

2 BIBLIOTHÉCAIRES

QUALIFICATIONS REQUISES :

- posséder la nationalité d'un des pays membres de la Communauté Européenne ;
- diplôme de bibliothécaire ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent de quelques années ;
- connaissance des systèmes de classification par sujets, en particulier : du système « Dewey Decimal Classification » ;
- connaissance approfondie d'une ou plusieurs langues des Communautés ;
- connaissance satisfaisante d'une autre langue des Communautés ;
- Salaire mensuel entre 730 000 et 830 000 Lit. ;
- titularisation fonctionnaire après stage de 6 mois.

Manager curriculum vitae et photographie à :

INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN

Service du Personnel

Bellia Via della Repubblica, 3

50016 San Domenico di Fiesole (Firenze)

avant le 15 février 1977.

Sous la direction de

J.P. Liégeois

Ideologie

et Pratique

du

Travail Social

de Prévention

1 vol. 268 pages 52,00 F

Sous la direction de

D. J. de Verbizier

et M. Delahaye

projets de vie :

perspectives et

méthodes du conseil

d'orientation

1 vol. 166 pages 34,50 F

PRIVAT



















REPRODUCTION INTERDITE

### Offres d'emploi

#### METAIRES S.A.

spécialisée dans les programmes de tourisme recherche un

#### CHEF DE PROGRAMME

à Paris

Formation supérieure  
Expérience dans l'immobilier  
votre accompagnement  
d'un C.V. d'une photo à  
METAIRES S.A. av. de l'Opéra PARIS

#### MÉTIER D'ÉCRITURE

recherche  
INFIRMIÈRE D.E.  
avec permis de conduire  
Antennes locales  
P.M.E. quartier Odeon rech.  
CHIEF DE PURIFICATION  
plusieurs années d'expérience  
E.C. n° 4.415 à P. Lichon  
S.A. 10 rue de la République  
14 Cedex 02

Service Médecine Travail  
Interentreprise  
NANTÈPE  
recherche  
UNE ASSISTANTE  
SOCIALE D.E.  
possède un diplôme  
UNE MÉCANOGRAPHE  
FACTURIÈRE  
machine L400 Bourroux  
UNE AIDE-COMPTABLE  
DACTYLO  
40 h. par semaine  
E.C. n° 4.415 à P. Lichon  
S.A. 10 rue de la République  
14 Cedex 02

Service Médecine Travail  
Interentreprise  
NANTÈPE  
recherche  
UNE ASSISTANTE  
SOCIALE D.E.  
possède un diplôme  
UNE MÉCANOGRAPHE  
FACTURIÈRE  
machine L400 Bourroux  
UNE AIDE-COMPTABLE  
DACTYLO  
40 h. par semaine  
E.C. n° 4.415 à P. Lichon  
S.A. 10 rue de la République  
14 Cedex 02

### Secrétaires

CONSTRUCTEUR MAISON INDIVIDUELLE  
LEADER DU MARCHÉ LANGUEDOC-ROUSSILLON  
recherche pour ses agences de Paris :

#### UNE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIVE

Expérimentée - Rôle chargé :

- 1) De l'administration générale
- 2) Du suivi des dossiers
- 3) De l'immobilier (indispensable)

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

#### LA MAISON OCCITANE S.A.

DIRECTION DU PERSONNEL  
L. d'Estienne-d'Orre - 34500 BEZIERS

#### TECRA

#### UNE SECRÉTAIRE ANGLAISE ALLEMANDE

Compétences export  
pour Paris-Sud. Tél.

#### Secrétariat de direction

#### MOTOBÉCANÉ

Premier chef de bureau européen du deux roues recherche pour son siège social à Paris un secrétaire social et administratif expérimenté. Connaissance articles de bureau et papeterie appréciées.

#### UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

La connaissance de l'anglais et de l'allemand est un atout.

#### SALES ASSISTANT

particulièrement bilingue français-anglais, connaît de l'immobilier, apprécie. Niveau supérieur. Résidence : Dijon. Déplacements en Europe à raison de 25 à 30 jours.

#### SAINT-GERMAIN

la recherche un directeur commercial pour la région parisienne. Expérience en vente de produits industriels (mécanique, militaire). Résidence : Dijon. Déplacements en Europe à raison de 25 à 30 jours.

#### SAINT-GERMAIN

la recherche un directeur commercial pour la région parisienne. Expérience en vente de produits industriels (mécanique, militaire). Résidence : Dijon. Déplacements en Europe à raison de 25 à 30 jours.

## L'immobilier

### deux petits immeubles en pierre de taille habitables immédiatement

PARIS XX<sup>e</sup>  
« LES HAUTS DE PARIS »  
9-11 rue du Télégraphe  
Bel immeuble résidentiel de 9 étages.  
quelques 11 et 3 pièces.  
Confort tout électrique.  
PRIX FERME ET DÉFINITIF.  
Sur place les jours de 11h à 18h sauf Mardi.

#### GECOM

171, Av. Charles de Gaulle  
92200 NEUILLY  
Tél : 747.59.50

### Le Parc du Coudray

91 Le Coudray Montceaux Golf  
Très grands espaces verts, environnement exceptionnel.  
Types d'appartements :  
3 pièces 57 m<sup>2</sup> + balcon  
4 pièces 125 m<sup>2</sup> + balcon  
Belle vue sur les golfes et appartements.  
Livraison immédiate.  
Financement : à l'usufruit ou location.  
Bureau de vente sur place tous les jours de 14h à 19h sauf le Jeudi.  
Samedi et Dimanche de 10h à 19h.  
Tél : GECOM ALM.98.98

### appartements vente

MEGEVE. Face plates MONT  
D'ARCOIS. Prieuré de 30 m<sup>2</sup>  
EN DUPLEX 64 m<sup>2</sup>. Balcon.  
Renseignements : 623-64-14.

CANNES  
Du 1<sup>er</sup> au 4<sup>ème</sup> étages, vue  
Prieuré. Intérieur. Calme.  
Prieuré. AZUR EDEN. 100 m<sup>2</sup>  
Mette-Piquet (15<sup>e</sup>). 7. 56-60-02.

#### appartements à louer

Recherche appartement  
standing, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100 m<sup>2</sup>.  
Prieuré. 100 m<sup>2</sup>. 7. 56-60-02.

#### appartements à louer

Recherche appartement  
standing, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100 m<sup>2</sup>.  
Prieuré. 100 m<sup>2</sup>. 7. 56-60-02.

### appartements vente

MEGEVE. Face plates MONT  
D'ARCOIS. Prieuré de 30 m<sup>2</sup>  
EN DUPLEX 64 m<sup>2</sup>. Balcon.  
Renseignements : 623-64-14.

CANNES  
Du 1<sup>er</sup> au 4<sup>ème</sup> étages, vue  
Prieuré. Intérieur. Calme.  
Prieuré. AZUR EDEN. 100 m<sup>2</sup>  
Mette-Piquet (15<sup>e</sup>). 7. 56-60-02.

#### appartements à louer

Recherche appartement  
standing, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100 m<sup>2</sup>.  
Prieuré. 100 m<sup>2</sup>. 7. 56-60-02.

#### appartements à louer

Recherche appartement  
standing, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100 m<sup>2</sup>.  
Prieuré. 100 m<sup>2</sup>. 7. 56-60-02.

### demandes d'emploi

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

### demandes d'emploi

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

### automobiles

VENTE PROMOTIONNELLE  
VOITURES AMÉRICAINES  
NEUVES, FIN DE SÉRIE  
- Ventes par importateur  
- Station service  
- PRIX T.T.C. 61.900 F.  
- COUPE MATADOR 4 cylindres  
- PRIX T.T.C. 64.900 F.

QUANTITÉ LIMITÉE  
AMERICAN MOTORS  
- Ventes par importateur  
- Station service  
- PRIX T.T.C. 61.900 F.  
- COUPE MATADOR 4 cylindres  
- PRIX T.T.C. 64.900 F.

### automobiles

VENTE PROMOTIONNELLE  
VOITURES AMÉRICAINES  
NEUVES, FIN DE SÉRIE  
- Ventes par importateur  
- Station service  
- PRIX T.T.C. 61.900 F.  
- COUPE MATADOR 4 cylindres  
- PRIX T.T.C. 64.900 F.

QUANTITÉ LIMITÉE  
AMERICAN MOTORS  
- Ventes par importateur  
- Station service  
- PRIX T.T.C. 61.900 F.  
- COUPE MATADOR 4 cylindres  
- PRIX T.T.C. 64.900 F.

### information emploi

#### POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM d'information  
sur l'emploi, association  
sans but lucratif.  
Extraits du semestriel :  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.

### information emploi

#### POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM d'information  
sur l'emploi, association  
sans but lucratif.  
Extraits du semestriel :  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.

### information emploi

#### POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM d'information  
sur l'emploi, association  
sans but lucratif.  
Extraits du semestriel :  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.

### information emploi

#### POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM d'information  
sur l'emploi, association  
sans but lucratif.  
Extraits du semestriel :  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.  
- Les 311 de C.V. à l'emploi  
- La photographie des pléiades  
- 12 méthodes pour trouver  
l'emploi désiré avec  
l'annuaire.

### Paris rive droite

MURTE, R. L. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

### Paris rive gauche

MURTE, R. L. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

### Paris rive droite

MURTE, R. L. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

### Paris rive gauche

MURTE, R. L. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.  
J. H. 27 ans, dep. OM, ch. empl.  
administratif, ouvrier, 1000 F.

## 25 25

### comment trouver un appartement ?

Centre-Main  
20214 Paris 5382717

#### PARIS XIV - MONTESSON

LES JARDINS DE  
MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON

#### PARIS XIV - MONTESSON

LES JARDINS DE  
MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON

#### PARIS XIV - MONTESSON

LES JARDINS DE  
MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON

#### PARIS XIV - MONTESSON

LES JARDINS DE  
MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON  
RESIDENCE MONTESSON







**VOUS AVEZ VU LES PRIX à MONDIAL MOQUETTE?**

**RESTE QUELQUES ROULEAUX**

**MOQUETTE BOUCLEE**

**15 F le M<sup>2</sup>**

**STOCK LIMITE**

**LIVRAISONS ET POSES ASSURÉES TOUJOURS LE CHOIX LA QUALITÉ LE STOCK SUR PLACE**

**SUPER VELOURS**

**29 F le M<sup>2</sup>**

**FACILE À POSER JAMAIS VU À CE PRIX**

PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz  
Faco à la gare d'Austerlitz  
Tél. : 584.72.38

PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de la Villette  
Colonel-Fabien  
J.-Jaurès. Tél. : 203-00-79

BOULOGNE : 82 bis, rue  
Tél. : 605.45.12

FRANCE-MURILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471.03.44

SARCELLES : 29, av. Division Leclerc. RN 16, route de Chantilly. Tél. : 30-20-77

PARIS 10<sup>e</sup> : 114 rue DAMREMONT  
Tél. : 646.05.73

PARIS 14<sup>e</sup> : 51, bd Jourdan  
Pte de l'Orléans. 539.38.62  
Fermé le dimanche

BAGNOLET : 191-193, av. Jean-Jaurès  
Tél. : 856.16.46

COIGNIERES (N. 10), pres Tappes : route du Pont d'Aulneau. Tél. : 461.70.12

SAINT-DENIS : 73, rue de la République  
Tél. : 375.44.70

SAINT-DENIS : 73, rue de la République  
Tél. : 375.44.70

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### CONJONCTURE

« Je ne crois pas qu'on puisse éviter des licenciements dans certains cas », déclare M. Raymond Barre

Évoquant mercredi soir 2 février les problèmes de France-Inter la remise en liberté des prix industriels et la nécessité pour les entreprises de respecter les engagements de modération, M. Barre a déclaré : « Je suis très satisfait de la façon dont les industriels ont répondu à mes appels. (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

Après avoir indiqué qu'en dépit de l'indice de la production industrielle qui est en hausse, le premier trimestre de l'année sera marqué par la baisse des rémunérations : « Il y a une vingtaine de milliards d'entreprises qui respectent les engagements de modération qui sont, à l'heure actuelle, à l'étude (...) On ne voit pas de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

Évoquant le cas de la sidérurgie, M. Barre a déclaré : « La situation est préoccupante pour la Lorraine, mais sommes-nous obligés de fermer des usines ? (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

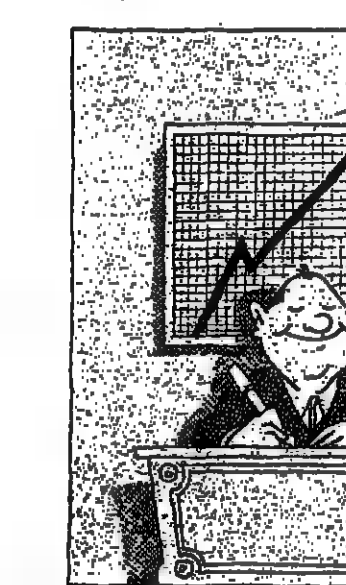
Le premier ministre a ajouté : « J'ai vu le ministre de l'Énergie et le ministre de l'Industrie. (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

Nécessaire mobilité de la main-d'œuvre

Interrogé sur la façon dont les entreprises doivent faire face à la hausse des prix, M. Barre a déclaré : « (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

Le premier ministre a ajouté : « J'ai vu le ministre de l'Énergie et le ministre de l'Industrie. (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

Après avoir indiqué qu'en dépit de l'indice de la production industrielle qui est en hausse, le premier trimestre de l'année sera marqué par la baisse des rémunérations : « Il y a une vingtaine de milliards d'entreprises qui respectent les engagements de modération qui sont, à l'heure actuelle, à l'étude (...) On ne voit pas de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »



(Dessin de FLANTU.)

« (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

« (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

« (...) Je ne pense pas qu'il y ait de problèmes de licenciements, mais il faut accepter une certaine rigueur dans l'emploi. »

### LA HAUSSE DU PRIX DU FUEL LOURD ET DE CERTAINS AUTRES PRODUITS PÉTROLIERS EST RETARDÉE

M. Barre a décidé de retarder l'augmentation du prix du fuel lourd et l'application du contrat de modération signé le 1<sup>er</sup> février par la profession pétrolière. Ce contrat ne sera donc pas publié au prochain Bulletin officiel des services et des prix (BOSP), puisqu'il doit être renégocié. De fait, les nouveaux prix du fuel lourd, du naphte et des petits produits n'entreront pas en vigueur avant le 1<sup>er</sup> février, comme cela avait été prévu.

Cette décision, prise le 2 février à Matignon, a surpris non seulement l'Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière, qui avait discuté des hausses des prix, mais aussi la direction de la profession et certains membres de hauts fonctionnaires qui pensaient le dossier réglé et voyaient dans l'augmentation des prix des produits pétroliers la conséquence logique de la libération des prix de ces produits en mai dernier. Le retard actuel des prix français du fuel lourd sur le cours international (à l'ordre de 80 F la tonne) fait-il voir dans cette volte-face une conséquence du fait que le ministère de l'Économie et des Finances paraît réduit à un rôle simplement technique ? Le premier ministre aurait jugé, croit-on, savoir, inopportune, une hausse du prix du fuel de 10 à 15 % au moment où il préche partout la modération et se félicite du ralentissement des hausses.

Le chah d'Iran a déclaré disposer d'un compromis qui rétablirait l'unité du prix du pétrole. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La production pétrolière de l'Iran a baissé de 25 à 30 % depuis les divisions intervenues au sein de l'Organisation, a dit le chah. Cette réduction pour nous, une perte de plusieurs milliards de dollars, si l'Iran devait renouer ses relations étrangères et de défendre la lumière de ce fait si évident, ne parvient pas à un règlement satisfaisant.

La crise de l'énergie aux États-Unis. — Le président Carter a signé le 2 février la première loi de son mandat. Présente au Congrès, qui l'a adoptée mercredi, — ce texte donne au président le pouvoir de suspendre temporairement la réglementation fédérale sur le pétrole, en cas de crise de l'énergie. Cette réglementation a pour effet d'interdire aux producteurs de vendre de préférence dans leur propre pays où le prix est libre, plutôt que dans un autre État, le prix étant dans ce cas soumis à un plafond. Des millions de mètres cubes de gaz naturel de Californie vont désormais pouvoir être acheminés vers les États-Unis, l'Union, durement touchés par la vague du froid qui sévit actuellement aux États-Unis. En signant ce texte, M. Carter a indiqué que le Mexique allait envoyer aux États-Unis d'importantes quantités de pétrole naturel et de pétrole pour y atténuer la pénurie.

### AFFAIRES

LA CÔTE-D'IVOIRE  
COMMANDE CINQ CENTRAUX  
TÉLÉPHONIQUE E 10  
À CIT-ALCATEL

La mission française CIT-Alcatel, le groupe C.E.E. des Télécommunications, a été chargée de fournir à la Côte d'Ivoire cinq centraux téléphoniques E 10 à CIT-Alcatel.

Depuis la mise en service du central Tensopol 210, la Côte d'Ivoire dispose d'un réseau téléphonique national équivalent à 100 000 lignes de communication. Outre les centraux E 10, les commandes ont été passées par le ministère de l'Énergie, la Pologne et la République tchèque.

Dans ces deux derniers pays, les commandes ont été passées par le ministère de l'Énergie, la Pologne et la République tchèque.

### ÉCHANGES INTERNATIONAUX

Le premier ministre japonais évoque la possibilité d'une grave crise mondiale

« Il est vital que le Japon, les États-Unis et l'Europe occidentale s'efforcent ensemble d'éviter une crise commerciale mondiale », a déclaré mercredi 2 février M. Fukuda, premier ministre du Japon. Au cours d'une conférence de presse, M. Fukuda a déclaré que, si la confusion qui règne actuellement dans le monde sur le plan économique continuait, les conséquences économiques seraient graves. Il a souligné que le Japon, lui-même, ne pourrait pas échapper à une grave crise mondiale.

Rapidité ou brutalité

Évoquant les origines économiques de la seconde guerre mondiale, M. Fukuda a fait un parallèle entre la situation actuelle et celle de 1933. Il a souligné que le Japon, lui-même, ne pourrait pas échapper à une grave crise mondiale.

Toujours est-il que la soudaineté de la brutalité, a-t-il dit, a été la cause de la guerre. Il a souligné que le Japon, lui-même, ne pourrait pas échapper à une grave crise mondiale.

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La S.N. SEMPAC lance un appel d'offres international pour la réalisation d'une unité « Produit en main » ou « Process de Produit en main », capable de confectionner et d'imprimer :

- 250 millions de boîtes diverses ;
- 287 millions de sachets divers ;
- 30 millions d'imprimés administratifs divers.

Le cahier des charges peut être retiré contre paiement de 200 DA :

S.N. SEMPAC - Direction Générale  
6, boulevard ZIROUT-YOUCHEF (ALGER).

La date limite de remise des offres est fixée au 31 avril 1977. Les soumissionnaires sont engagés pour une période de 180 jours après la date limite de remise des offres.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La S.N. SEMPAC lance un appel d'offres international pour la réalisation d'une unité « Produit en main » ou « Process de Produit en main », capable de confectionner et d'imprimer :

- 250 millions de boîtes diverses ;
- 287 millions de sachets divers ;
- 30 millions d'imprimés administratifs divers.

Le cahier des charges peut être retiré contre paiement de 200 DA :

S.N. SEMPAC - Direction Générale  
6, boulevard ZIROUT-YOUCHEF (ALGER).

La date limite de remise des offres est fixée au 31 avril 1977. Les soumissionnaires sont engagés pour une période de 180 jours après la date limite de remise des offres.

## LA CROISSANCE

**PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE NOUVELLE**  
Région de construction d'une ligne nouvelle  
de transport à grande capacité  
PARIS - SUD-EST  
EXPROPRIATION  
pour cause d'utilité publique  
**AVIS D'ENQUÊTE**

Le projet de construction d'une ligne nouvelle de transport à grande capacité, entre Paris et Sud-Est, a été soumis à l'avis d'enquête du public. Les intéressés sont invités à déposer leurs observations au service de l'urbanisme et de l'équipement de la Région Île-de-France, 12, rue de la République, 75001 Paris, avant le 15 mars 1977.

Le projet de construction d'une ligne nouvelle de transport à grande capacité, entre Paris et Sud-Est, a été soumis à l'avis d'enquête du public. Les intéressés sont invités à déposer leurs observations au service de l'urbanisme et de l'équipement de la Région Île-de-France, 12, rue de la République, 75001 Paris, avant le 15 mars 1977.

هكذا من الأصل



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LA CROISSANCE DIFFICILE

(Suite de la première page.)

Il en est ainsi en République fédérale d'Allemagne, et aux États-Unis, où l'inflation est réduite, où les échéances politiques sont passées et où des efforts de relance économique sont désormais possibles. De fait, le président Carter s'efforce actuellement de relancer l'économie américaine. On peut espérer que celle-ci, sur des bases assainies, répondra à cette sollicitation et facilitera ainsi un redémarrage de l'économie mondiale.

En France, la même morosité se renouvelle. Ainsi, les chefs d'entreprises ont été depuis l'été dernier d'un pessimisme croissant chaque mois, prévoyant en particulier une baisse de leur production, un amoindrissement de leurs stocks et une réduction de leurs commandes.

Sur le plan de l'activité, cependant, 1976 n'a pas été mauvaise. Globalement, le produit intérieur brut du pays a augmenté, durant l'année, de 8 %. Quant au ralentissement que l'on sent au deuxième semestre, il ne s'est pas encore traduit nettement dans les chiffres : l'indice de la production industrielle, qui atteint 126 en novembre, reste en progression légère sur les mois précédents et à 115,5 au-dessus de novembre 1975. Les investissements seraient, d'après les enquêtes de conjonction, avoir augmenté pendant l'année de 3 à 4 %. La situation de l'emploi reste, depuis plusieurs mois, stationnaire ; ainsi les demandes d'emploi sont, en données corrigées des variations saisonnières, quelque cent trente mille alors qu'elles étaient

deux cent soixante-six mille en juin dernier. En revanche, les offres d'emploi, à quatre-vingt-neuf mille, sont à leur niveau le plus bas.

En matière de prix, malgré le blocage appliqué à l'automne, le glissement en cours d'année après les 0,9 % d'octobre, les 0,8 % de novembre et les 0,3 % de décembre, sera très proche de 10 %. Ce niveau encore trop élevé résulte pour une part de l'augmentation toujours forte des salaires. Il semble en particulier que la croissance par l'ensemble de l'année du salaire horaire sera de l'ordre de 10 à 12 %, ce qui implique une augmentation du pouvoir d'achat de 4 à 5 %, donc comparable à celle des années précédentes.

Mais le problème le plus sérieux rencontré en 1976 a été celui du commerce extérieur. Celui-ci a subi en fin d'année une dégradation profonde. Le taux de couverture de nos échanges était de 87 % pour les six premiers mois de l'année ; il est tombé à 87 % à l'automne, et le déficit commercial atteindra pour l'année quelque 20 milliards de francs. De ce fait, l'endettement extérieur de la France s'est fortement accru. Plusieurs raisons expliquent cette évolution : les effets de la sécheresse, dont le poids peut être estimé à 6 ou 6 milliards, la progression des importations de produits énergétiques, qui se font à l'automne au rythme de 5,2 à 6 milliards par mois, et les effets de la dépréciation du franc. Mais il y a eu aussi une évolution défavorable de nos échanges de produits industriels : de mai-juin à octobre-novembre, nos exportations (C.V.S.) ont augmenté en volume de 5 % et nos importations de 23 %.

conjoncture de novembre dernier, baissé en volume de 2 %.

Pour ces raisons, il est probable que l'activité du pays progressera moins en 1977 que les 4,8 % prévus dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances.

Ainsi, l'O.C.D.E. prévoit, pour la France, 3 % de croissance et d'autres analyses 2,5 % seulement. De tels chiffres comparés à ceux dont nous avons eu dans le passé l'habitude (5,4 % de croissance par an entre 1963 et 1973) sont extrêmement faibles et conduisent à une aggravation vraisemblable du problème de l'emploi. Certains, à cet égard, prévoient une augmentation de deux cent mille le nombre des demandeurs d'emploi.

Ce tableau morose de la conjoncture en France et à l'étranger conduit à se poser plusieurs questions.

La première concerne la France en 1977 : peut-on dans l'année qui vient y accélérer la croissance et y réduire le sous-emploi ?

A cet égard, je crois qu'il faut prendre bien conscience d'un fait nouveau qui est la vulnérabilité extérieure très grande de notre pays. Bien que le franc ne soit pas une monnaie de réserve, nous sommes arrivés à une situation comparable à celle du Royaume-Uni, qui, pendant des décennies, a dû recourir au stop and go pour protéger la livre. Nous de-

pendons, en effet, aujourd'hui, très profondément du monde extérieur. En particulier, l'augmentation des prix du pétrole et des matières premières soûle considérablement le coût de nos importations, nous oblige à exporter, parfois à emprunter et, de façon générale, à consacrer aux échanges internationaux une part très importante de notre activité : 22 %.

En même temps, l'ouverture aujourd'hui presque totale du pays au commerce international nous expose à des fluctuations de nos importations et de nos exportations. La mesure de ce qu'on appelle les effets pervers des dévaluations.

Toute baisse du franc par rapport aux autres devises provoque non seulement une détérioration de nos échanges avec l'étranger, mais aussi une détérioration de notre balance commerciale, mais aussi une poussée d'inflation en France : il est difficile de la mesurer. Ainsi, on ne sait si une baisse de 10 % du franc sur les marchés provoque indirectement une hausse des prix en France de 2 % (puisque nos importations représentent à peu près 23 % de notre produit intérieur brut) ou de 10 % (dans la mesure où les échanges étant totalement libres sur tous les produits, les prix intérieurs français auront tendance à s'aligner sur les prix internationaux).

Enfin, la désorganisation du système monétaire international favorise la spéculation contre les monnaies les plus faibles. Un déséquilibre trop marqué du commerce extérieur, une inflation intérieure un peu forte, la persistance d'élections législatives difficiles, suffisent désormais à provoquer un flottement à la baisse de la monnaie. Celui-ci à son tour, en raison des effets pervers de la dévaluation, provoque l'inflation et le déficit. Il y a là un cercle vicieux extrêmement dangereux qui fait qu'aujourd'hui il ne suffit plus, pour un pays comme la France, de faire de longues années, c'est-à-dire de se trouver, notamment du point de vue de l'inflation, dans la moyenne de ses grands partenaires, pour être considéré comme satisfaisant. Dans ce monde où la spéculation est trop facile, il est devenu indispensable d'implanter confiance et donc de rap- porter confiance et inflation de ceux des pays stables.

Cela doit donc conduire à maintenir les disciplines du programme de redressement et à essayer de réduire les tensions courantes des salaires et des prix. Les effets attendus de cette action, même s'ils étaient intégraux, seraient encore modestes. Il faudrait donc continuer dans la voie de la discipline.

Ce qui conduit à écarter, dans le courant de 1977, une relance générale de l'économie ; celle-ci, en effet, a recherché pendant nos déficits commerciaux et mettrait en cause la position du franc ; d'autre part, une action de relance gouvernementale risquerait d'être compromise, par les

### Inspirer confiance

salariés et les chefs d'entreprise, comme la suspension des disciplines du programme de redressement d'entreprises pour produire des effets d'une reprise aux États-Unis, au Japon et en R.F.A.

Mais s'il convient d'écarter toute relance globale, plusieurs actions peuvent, me semble-t-il, être envisagées. Ainsi, on pourrait penser, pour favoriser l'investissement, à faire baisser un peu les taux d'intérêt à long terme tout en maintenant provisoirement plus élevés, pour assurer la protection du franc, les taux à court terme. D'autre part, il est urgent que nous parvenions, dans le cadre d'accords internationaux, à nous faire une concurrence effective dans certains secteurs. Il n'est pas admissible, en effet, que le développement, parfois même la survie de certaines industries, par exemple le textile, soient mis en cause par une concurrence agressive et faussée par des niveaux de salaires très bas, par des prix de vente artificiellement bas, par la dévaluation larvée de telle ou telle monnaie. En même temps, doit être poursuivi et rendu plus systématique un effort d'économie en matière d'énergie, de matières premières et plus généralement de produits importés.

Enfin, il peut être souhaitable que l'état intervienne de façon très spécifique en faveur de certains secteurs, mais à deux conditions : il lui faut d'abord le faire avec sobriété et de façon assez modeste, pour éviter des à-coups, ensuite intervenir non pas seulement pour protéger et maintenir, mais aussi pour préparer des évolutions nouvelles, pour l'adaptation au nouveau marché mondial, pour reconquérir pour des Français les emplois occupés par des travailleurs étrangers, etc.

salariés et les chefs d'entreprise, comme la suspension des disciplines du programme de redressement d'entreprises pour produire des effets d'une reprise aux États-Unis, au Japon et en R.F.A.

Mais s'il convient d'écarter toute relance globale, plusieurs actions peuvent, me semble-t-il, être envisagées. Ainsi, on pourrait penser, pour favoriser l'investissement, à faire baisser un peu les taux d'intérêt à long terme tout en maintenant provisoirement plus élevés, pour assurer la protection du franc, les taux à court terme. D'autre part, il est urgent que nous parvenions, dans le cadre d'accords internationaux, à nous faire une concurrence effective dans certains secteurs. Il n'est pas admissible, en effet, que le développement, parfois même la survie de certaines industries, par exemple le textile, soient mis en cause par une concurrence agressive et faussée par des niveaux de salaires très bas, par des prix de vente artificiellement bas, par la dévaluation larvée de telle ou telle monnaie. En même temps, doit être poursuivi et rendu plus systématique un effort d'économie en matière d'énergie, de matières premières et plus généralement de produits importés.

Enfin, il peut être souhaitable que l'état intervienne de façon très spécifique en faveur de certains secteurs, mais à deux conditions : il lui faut d'abord le faire avec sobriété et de façon assez modeste, pour éviter des à-coups, ensuite intervenir non pas seulement pour protéger et maintenir, mais aussi pour préparer des évolutions nouvelles, pour l'adaptation au nouveau marché mondial, pour reconquérir pour des Français les emplois occupés par des travailleurs étrangers, etc.

### Les perspectives 1977

Dans ces conditions, quelles sont les perspectives pour la France en 1977 ? Beaucoup dépendront des résultats du programme de lutte contre l'inflation ; à cet égard, un certain optimisme paraît justifié. Les derniers indices corrigés des effets de la baisse de la T.V.A. en début d'année (à 0,7 %) ont été un certain ralentissement de la progression salariale, et enfin les effets du blocage des prix ont été assez entrainés, malgré un scepticisme persistant des chefs d'entreprise interrogés dans les enquêtes de conjonction, une modération des prix.

Le gouvernement a prévu une hausse des prix de 1977 sur 1976 de 8 % (ce qui correspond à un glissement annuel de 6,5 %). On peut penser que, dans ces conditions, la hausse des prix sera très près de l'objectif prévu, mais il faut être conscient qu'il s'agit là d'un taux élevé par rapport à l'inflation prévue pour les États-Unis de 3,5 % et pour l'Allemagne de 4 %.

En matière de commerce exté-

rieur, le rapport économique et financier de septembre 1976 prévoyait une augmentation de 7 % des importations et de plus de 9 % des exportations. Ces chiffres sont supérieurs à la croissance aujourd'hui prévue du commerce mondial (6 %) ; ils supposent donc une augmentation de nos parts de marché, ce qui, dans une conjonction médiocre où chacun de nos partenaires essaiera de faire baisser ses importations, n'est pas une perspective très encourageante. Les comptes extérieurs par une politique d'exportation à outrance, risquent d'être difficile.

Les autres composantes de la demande finale devraient, en 1977, se montrer assez peu dynamiques. Ainsi peut-on penser que la modulation de la progression du niveau de vie voulu par le plan Barre limitera l'augmentation de la consommation privée.

Quant aux investissements, seuls semblent devoir progresser ceux des entreprises nationales. Ceux des administrations fixés dans le budget de 1977 resteront stables. Ceux des entreprises privées devraient, selon l'enquête de

conjoncture de novembre dernier, baisser en volume de 2 %.

Pour ces raisons, il est probable que l'activité du pays progressera moins en 1977 que les 4,8 % prévus dans le rapport économique et financier annexé à la loi de finances.

Ainsi, l'O.C.D.E. prévoit, pour la France, 3 % de croissance et d'autres analyses 2,5 % seulement. De tels chiffres comparés à ceux dont nous avons eu dans le passé l'habitude (5,4 % de croissance par an entre 1963 et 1973) sont extrêmement faibles et conduisent à une aggravation vraisemblable du problème de l'emploi. Certains, à cet égard, prévoient une augmentation de deux cent mille le nombre des demandeurs d'emploi.

Ce tableau morose de la conjoncture en France et à l'étranger conduit à se poser plusieurs questions.

La première concerne la France en 1977 : peut-on dans l'année qui vient y accélérer la croissance et y réduire le sous-emploi ?

A cet égard, je crois qu'il faut prendre bien conscience d'un fait nouveau qui est la vulnérabilité extérieure très grande de notre pays. Bien que le franc ne soit pas une monnaie de réserve, nous sommes arrivés à une situation comparable à celle du Royaume-Uni, qui, pendant des décennies, a dû recourir au stop and go pour protéger la livre. Nous de-

pendons, en effet, aujourd'hui, très profondément du monde extérieur. En particulier, l'augmentation des prix du pétrole et des matières premières soûle considérablement le coût de nos importations, nous oblige à exporter, parfois à emprunter et, de façon générale, à consacrer aux échanges internationaux une part très importante de notre activité : 22 %.

En même temps, l'ouverture aujourd'hui presque totale du pays au commerce international nous expose à des fluctuations de nos importations et de nos exportations. La mesure de ce qu'on appelle les effets pervers des dévaluations.

Toute baisse du franc par rapport aux autres devises provoque non seulement une détérioration de nos échanges avec l'étranger, mais aussi une détérioration de notre balance commerciale, mais aussi une poussée d'inflation en France : il est difficile de la mesurer. Ainsi, on ne sait si une baisse de 10 % du franc sur les marchés provoque indirectement une hausse des prix en France de 2 % (puisque nos importations représentent à peu près 23 % de notre produit intérieur brut) ou de 10 % (dans la mesure où les échanges étant totalement libres sur tous les produits, les prix intérieurs français auront tendance à s'aligner sur les prix internationaux).

Enfin, la désorganisation du système monétaire international favorise la spéculation contre les monnaies les plus faibles. Un déséquilibre trop marqué du commerce extérieur, une inflation intérieure un peu forte, la persistance d'élections législatives difficiles, suffisent désormais à provoquer un flottement à la baisse de la monnaie. Celui-ci à son tour, en raison des effets pervers de la dévaluation, provoque l'inflation et le déficit. Il y a là un cercle vicieux extrêmement dangereux qui fait qu'aujourd'hui il ne suffit plus, pour un pays comme la France, de faire de longues années, c'est-à-dire de se trouver, notamment du point de vue de l'inflation, dans la moyenne de ses grands partenaires, pour être considéré comme satisfaisant. Dans ce monde où la spéculation est trop facile, il est devenu indispensable d'implanter confiance et donc de rap- porter confiance et inflation de ceux des pays stables.

Cela doit donc conduire à maintenir les disciplines du programme de redressement et à essayer de réduire les tensions courantes des salaires et des prix. Les effets attendus de cette action, même s'ils étaient intégraux, seraient encore modestes. Il faudrait donc continuer dans la voie de la discipline.

Ce qui conduit à écarter, dans le courant de 1977, une relance générale de l'économie ; celle-ci, en effet, a recherché pendant nos déficits commerciaux et mettrait en cause la position du franc ; d'autre part, une action de relance gouvernementale risquerait d'être compromise, par les

salariés et les chefs d'entreprise, comme la suspension des disciplines du programme de redressement d'entreprises pour produire des effets d'une reprise aux États-Unis, au Japon et en R.F.A.

Mais s'il convient d'écarter toute relance globale, plusieurs actions peuvent, me semble-t-il, être envisagées. Ainsi, on pourrait penser, pour favoriser l'investissement, à faire baisser un peu les taux d'intérêt à long terme tout en maintenant provisoirement plus élevés, pour assurer la protection du franc, les taux à court terme. D'autre part, il est urgent que nous parvenions, dans le cadre d'accords internationaux, à nous faire une concurrence effective dans certains secteurs. Il n'est pas admissible, en effet, que le développement, parfois même la survie de certaines industries, par exemple le textile, soient mis en cause par une concurrence agressive et faussée par des niveaux de salaires très bas, par des prix de vente artificiellement bas, par la dévaluation larvée de telle ou telle monnaie. En même temps, doit être poursuivi et rendu plus systématique un effort d'économie en matière d'énergie, de matières premières et plus généralement de produits importés.

Enfin, il peut être souhaitable que l'état intervienne de façon très spécifique en faveur de certains secteurs, mais à deux conditions : il lui faut d'abord le faire avec sobriété et de façon assez modeste, pour éviter des à-coups, ensuite intervenir non pas seulement pour protéger et maintenir, mais aussi pour préparer des évolutions nouvelles, pour l'adaptation au nouveau marché mondial, pour reconquérir pour des Français les emplois occupés par des travailleurs étrangers, etc.

(PUBLIÉE)  
**PRÉFECTURE DE L'YONNE**  
Deuxième Direction - Deuxième Bureau  
S. N. C. F.

Projet de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire et d'établissement d'une artère de télécommunications à grande capacité  
**PARIS-SUD-EST**  
**EXPROPRIATION**  
pour cause d'utilité publique

### AVIS D'ENQUÊTE

Le public est prévenu que, conformément aux dispositions du Titre II du décret n° 28.701 du 8 juin 1968 modifié par le décret n° 76.232 du 14 mai 1976 portant règlement d'administration publique relatif à la détermination des parcelles à exproprier et à l'exécution d'un arrêté préfectoral du 12 janvier 1977, les plans et les parcelles des propriétés situées sur les communes de SENS, SALIGNY, MALAY-LE-GRAND, THEIL-SUR-VARNE, SAINT-FLORENTIN et AISY-SUR-ARMANÇON, dont la cession est nécessaire pour la réalisation des projets de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire à très grande vitesse PARIS-SUD-EST et d'établissement d'une artère de télécommunications à grande capacité PARIS-SUD-EST, seront déposés à la mairie des communes pendant 25 jours consécutifs à partir du 4 mars 1977 jusqu'au 29 mars 1977 inclusivement.

Est désigné en qualité de commissaire-président : M. Régis SEBASTY, instituteur retraité à COURTIGNY.

Les personnes intéressées pourront, pendant cet intervalle, en prendre connaissance sur place (dimanches et jours fériés exceptés) : de 8 h à 12 h, et de 14 h à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, et de 10 h à 12 h, les samedis dans la commune de SENS ;

tous les jours de 17 h à 19 h, dans les communes de SALIGNY, THEIL-SUR-VARNE et AISY-SUR-ARMANÇON ;

tous les jours de 10 h à 12 h, dans la commune de MALAY-LE-GRAND ;

de 9 h à 12 h, et de 14 h à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, et de 10 h à 12 h, les samedis dans la commune de SAINT-FLORENTIN.

Des observations pourront être soit consignées par les intéressés directement sur un registre ouvert à cet effet ou adressées par écrit au maire qui les joindra au dossier ou au commissaire-enquêteur.

À l'expiration du délai ci-dessus visé, le registre d'enquête sera clos par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur donnera son avis sur l'opportunité des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'être.

Ces opérations devront être terminées dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 1977 susmentionné.

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités pour arriver à la réalisation du projet dont il s'agit.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées sur les résultats des enquêtes sera déposée à la Préfecture de l'Yonne, aux Sous-Préfectures de SENS et d'AVALLON, et aux mairies de SENS, MALAY-LE-GRAND, THEIL-SUR-VARNE, SAINT-FLORENTIN, AISY-SUR-ARMANÇON et SALIGNY.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur. Les demandes devront être adressées au Préfet de l'Yonne, 2<sup>e</sup> Direction, 2<sup>e</sup> Bureau.

A Auxerre, le 13 janvier 1977,  
LE PRÉFET,  
PIERRE MANIERE.

### Le plan Barre et la relance de 1975

La deuxième question concerne l'histoire des dernières années : pourquoi avoir attendu l'automne 1976 pour lancer le plan Barre ?

Par rapport à d'autres efforts de stabilisation des prix, ce plan a une originalité importante, c'est qu'il s'agit d'un effort global qui porte non seulement sur les prix mais aussi sur les rémunérations. Un tel effort aurait dû, en théorie, être engagé plus tôt. Depuis 1973, en effet, les salaires ont continué à progresser rapidement, non seulement en valeur nominale, mais aussi en pouvoir d'achat, sans être affectés par l'appauvrissement que la hausse brutale du pétrole a fait subir à notre économie. La part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est passée en quelques années de 44,5 % en 1970 à 50,5 % en 1976 (52,7 et 57,1 % si l'on inclut les charges sociales). De ce fait, les coûts des entreprises étaient aggravés et leur situation financière dégradée, justifiant ainsi à la fois des risques d'inflation et de stagnation.

Mais si l'effort de modération de la progression salariale était souhaitable dès 1973, encore fallait-il que la conjoncture économique et sociale du pays le permettait. Or il est clair qu'on ne pouvait proposer une politique de modération salariale quand l'inflation était extrêmement forte, car les salariés auraient eu le sentiment d'une injustice. De la même façon, il aurait été difficile de rechercher cette modération au moment où l'activité économique déclinait, car on risquait alors, en réduisant un des seuls soutiens de l'activité, de précipiter un mouvement de récession. Il fallait donc sortir d'abord de l'inflation accélérée et de la crise pour pouvoir aborder, dans le cadre d'une économie stabilisée, le problème fondamental des salaires et des prix.

De fait, dès qu'une conjoncture meilleure a rendu possible l'élaboration d'une politique cohérente et durable, j'ai fait préparer un programme de relance en ordre de l'économie. Son dernier état, tel qu'il a été résumé dans une note

du 10 août 1976, est extrêmement proche de ce que sera le plan Barre du 22 septembre.

Troisième question : était-ce une erreur d'avoir relancé l'économie française en septembre 1976 ?

Certains, aujourd'hui, estiment que la relance de 1975 a été trop massive et a provoqué les difficultés de notre commerce extérieur. Ils rappellent que ce n'est pas sans une étude très sérieuse que le président de la République, qui avait présidé deux conseils restreints ou conseils des ministres consacrés à cette question entre la fin juillet et le début septembre, a lancé le 4 septembre le plan de soutien de l'économie. Il apparaissait, à l'époque, clairement que la prolongation de la récession risquait de mettre en cause le maintien de notre tissu économique et qu'il était nécessaire d'intervenir pour éviter des dommages irréparables.

Je rappelle qu'alors les services officiels de la prévision estimaient minimes les chances d'une reprise spontanée et sérieuse des risques d'aggravation de la situation. Ne parlons pas de la presse, qui ne parlait que de la crise avec un C majuscule. Le plan de soutien était d'ailleurs la contribution de notre pays à un effort concerté des principales puissances économiques pour relancer l'économie mondiale.

Le coût global du programme n'était pas excessif. Vingt milliards de francs de dépenses définitives représentaient moins de 2 % du P.I.B. Les programmes de nos partenaires étaient de même ordre de grandeur.

Enfin, la dégradation du commerce extérieur qui s'est produite au cours du deuxième semestre de 1976 n'était pas écrite dans la relance de 1975. Il est vrai qu'une reprise économique se traduit toujours, en France, dans les pre-

**CAPELOU**  
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT  
**DUCAL**  
EXPOSITION ET DEMONSTRATION  
MAGASIN DE VENTE  
37, rue de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> - Métro PASTEUR  
TEL. 357.48.39 +

**PRESSE ACTUALITÉ**  
Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. DANS LE NUMÉRO DE FÉVRIER

**LE P.S. ET LA PRESSE**  
Les journaux de part, ceux qui lui sont proches, le projet de Pédriel, les positions du P.S. face à l'information.

**LA SOFIRAD**  
Comment, par cette société, l'état contrôle Europe, R.M.C., Sud-Radio, R.M.C. Chypre.

**LE GROUPE AMAURY**  
Où en sont les journaux, notamment le Parisien libéré.

**LA BIPOLARISATION**  
La quatrième pouvoir peut-il y échapper ?

**EN AMÉRIQUE LATINE**  
Les causes qui créent une information nouvelle.

**EN AFRIQUE**  
L'analyse de trois quotidiens francophones.

**PRESSE ACTUALITÉ**  
est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYEZ 9 F (timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 Paris) à Presse-Actualité, 50, rue Pierre-Charron, 75008 Paris, en spécifiant : numéro de février.

**Le Monde**  
dossiers et documents  
NUMÉRO DE FÉVRIER  
● LES COMMUNES  
● LES RELATIONS DU TRAVAIL  
Le numéro : 2,50 F

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**  
**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda  
Toutes marques étrangères  
Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités de crédit-leasing  
EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

(Publicité)  
**René CARÈME**  
**COMBATS D'UN MILITANT**  
René Carême, Maire de Grande-Synthe désigné par *Vie publique* « meilleur maire de l'année 1976 »  
Un volume ..... 20  
LES ÉDITIONS OUVRIÈRES - PARIS







# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

### Plus soutenu

Le marché a été marqué par une hausse générale des valeurs, les indices ont progressé de 1/2 %, en moyenne. Les secteurs les plus dynamiques ont été les constructions, la métallurgie et les chimiques (sauf l'alco). Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés. Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés. Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

### BOURSE DE PARIS - 2 FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## LONDRES

### LA HAUSSE SE POURSUIT

Le marché a été marqué par une hausse générale des valeurs, les indices ont progressé de 1/2 %, en moyenne. Les secteurs les plus dynamiques ont été les constructions, la métallurgie et les chimiques (sauf l'alco). Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés. Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

### BOURSE DE LONDRES - 2 FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## NEW-YORK

### Baisse

Le marché a été marqué par une baisse générale des valeurs, les indices ont progressé de 1/2 %, en moyenne. Les secteurs les plus dynamiques ont été les constructions, la métallurgie et les chimiques (sauf l'alco). Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés. Les valeurs ont été soutenues par les perspectives de croissance, les bénéfices ont été en hausse, les dividendes ont été versés.

### BOURSE DE NEW-YORK - 2 FÉVRIER - COMPTANT

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## VALEURS

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## MARCHÉ A TERME

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## COTE DES CHANGES

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| VALEURS | Cours | Précéd. | Différence |
|---------|-------|---------|------------|
| 3 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 4 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 5 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 6 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 7 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 8 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 9 %     | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 10 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 11 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 12 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 13 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 14 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 15 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 16 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 17 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 18 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 19 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |
| 20 %    | 42 30 | 42 30   | 0          |

oudent le plan  
à sidérurgie

respondant

par la Commission  
à présent 87 % de la production  
communautaire d'acier  
en 1976.

Philippe Lemaire

DES SOCIÉTÉS

HITACHI LTD

pour le premier semestre  
de l'exercice 1976-1977  
(1<sup>er</sup> avril - 30 septembre 1977)

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS

CHIFFRES CONSOLIDÉS



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
  - IRLANDE DU NORD : la vie reprend à Belfast.
3. DIPLOMATIE
  - La campagne américaine contre la prolifération nucléaire.
4. AMÉRIQUES
4. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
  - TANZANIE : la visite de M. Young à Dar-Es-Salaam.
- 6-8. POLITIQUE
  - LIBRES OPINIONS : « A quel point un maire de Paris ? », par Henri Fabre-Luce.
9. ÉDUCATION
  - La chèque des jeunes est-il « surtout un problème de formation » ?
9. RELIGION
9. DÉFENSE
9. MÉDECINE
10. SPORTS
  - FOOTBALL : victoire de la sélection française contre la Roumanie : 2 à 0.
- 10-11. JUSTICE
  - LIBRES OPINIONS : « Psychiatrie et justice », par le docteur A. Gabrieloff.
12. SOCIÉTÉ
12. CULTURE
  - LA MORT D'ERIC WEIL : un philosophe de la raison.

### LE MONDE DES LIVRES

Pages 13 à 17

LE FOUILLEMENT de B. Polak-Delpont, Henri Troyat, auteur de la plume.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Le centenaire de Raymond Roussel.

FIGURES DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE : L'Europe de Bénédict de La Bédolite, Les mémoires de Casanova.

ÉTUDE : Les Indiens d'Amérique en lutte.

- 18-20. ARTS ET SPECTACLES
  - DANSE : Makarova et Noureïev au Palais des sports.
23. ÉQUIPEMENT
  - La guerre des ferries sur la Manche.
23. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
- 24-26. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
  - CONJONCTURE : je ne crois pas qu'en puisse éviter des licenciements dans certains cas, déclare M. Barre.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (12)  
 Annonces classées (21 à 23)  
 Aujourd'hui (11)  
 Bulletin d'enseignement (11)  
 Carnet d'enseignement (11)  
 Lettres et Loisirs (11)  
 Météorologie (11)  
 Mots croisés (11)  
 Sources (27).

Montez et descendez  
 votre escalier  
 SANS FATIGUE

**MONOLIFT**  
 soulage votre vie



s'installe DANS VOTRE MAISON  
 ou à l'EXTÉRIEUR en 4 jours  
 sans dégrader les murs  
 et sans nuire à votre intérieur

ASCENSEURS J. DE REUS (P.-B.)  
 M. HAASE, 3, rue Y.-le-Cailland,  
 92230 La Garenne-Colombe.  
 Tél. 782-17-12 ou 303-29-81

Service après-vente France entière

Le numéro du « Monde »  
 daté 3 février 1977 a été tiré  
 à 569 935 exemplaires.

A B C D E F G

## UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT A ÉTÉ DÉJOUÉE EN ÉTHIOPIE

Addis-Abeba (Renter). — Des éléments opposés au Conseil militaire provisoire (Derg) ont déclenché, ce jeudi 3 février, une épreuve de force dans les quartiers militaires du Derg (Conseil militaire), à Addis-Abeba, a annoncé la radio officielle éthiopienne.

La tentative de coup d'État a été écartée, et la situation est de nouveau sous le contrôle des autorités. Le couvre-feu a été avancé de minuit à 21 heures.

Selon le communiqué de Radio-Addis-Abeba, des explications détaillées seront données ultérieurement. Des fusillades intenses ont été entendues en provenance du Vieux Guebbi, où le Derg a ses quartiers généraux. Un hélicoptère a vu une ambulance, escortée par une jeep de l'armée, sortir à toute allure du bâtiment et se diriger vers l'hôpital militaire.

Le Vieux Guebbi, ancienne résidence de l'empereur Haïlé Sélassié, a été cerné par des chars et des véhicules blindés de l'armée.

D'autre part, le secrétaire permanent du ministère de la culture, M. Ato Tesfaye Debalke, a été assassiné mercredi soir, à son domicile.

## L'ATTENTE DES FIANCÉS FRANCO-ROUMAINS

Il y a un mois, le Monde publiait une information sur dix couples de fiancés franco-roumains attendant l'autorisation de se marier. Depuis, l'un d'eux a obtenu cette permission.

Les neuf autres attendent encore. Trois autres couples sont venus se joindre à eux : Bernard Morel et Violeta Iepan, Bernadette Delarbre et Ion Malai, ainsi que Pierre Banus et Malvine Banus.

Dans une lettre ouverte aux autorités roumaines, ils demandent qu'on leur laisse venir en France leurs fiancés. « Nous sommes tous et tous profondément attachés à la Roumanie et à son peuple. (...) Nous refusons de croire que, avant la conférence de Belgrade, un pays comme la Roumanie, signataire des accords d'Élisabeta, nous refuse le droit le plus élémentaire : celui d'aimer. Nous restons persuadés que les autorités roumaines, si elles ont conscience du caractère purement humanitaire de nos revendications, nous les accorderont. »

Si leur espoir devait être déçu, ils ont l'intention de poursuivre leur action par divers moyens. — A.-M. B.

## COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE

VIERGE EXTRA « OLIVOLI »  
 PRODUIT NATUREL DE L'OLIVE FRAÎCHE  
 Garantie authenticité

PREMIÈRE PRESSION À FROID  
 et clarifiée par simple décantation et filtration  
 France de part  
 à partir de 5 litres

Demandez document, gratuite n° 9 à la  
 Société Provenciale Oléicole  
 13 SALON-DE-PROVENCE

# soldes

## BERTEIL

PARIS-DEAUVILLE

Hommes et Femmes  
 Tweed, cashmere, flanelle, lambswool.  
 Aquascutum - Austin Reed.

3, place St-Augustin, 75008 Paris, 265.28.52  
 de 10 heures à 18 heures 30.

LE CHAPELIER DE PARIS

## Pour économiser des subventions budgétaires

## Le recrutement va être freiné dans les entreprises nationales

Logique avec lui-même et avec son plan de redressement, M. Barre a annoncé, mercredi 2 février, au cours du conseil des ministres, sa décision d'économiser 2 milliards de francs sur les crédits budgétaires accordés aux entreprises publiques.

Ces entreprises se trouvent, depuis le lancement du plan Barre, en septembre, dans une situation pour le moins difficile, avec des profits bloqués jusqu'en 1<sup>er</sup> avril prochain et qui ne doivent pas augmenter de plus de 6,5 % en 1977. Comme l'État veut de son côté rééquilibrer son budget, dont le déficit a encore atteint 21 milliards de francs l'année dernière — la solution ne pouvait être trouvée que dans une compression des dépenses des entreprises publiques. La limitation des augmentations de rémunérations a été la première réponse. Les éco-

## LES CHYPRIOTES GRECS ÉLABORENT LEUR STRATÉGIE POUR LES POURPARLERS INTERCOMMUNAUTAIRES

(De notre correspondant.)  
 Nicosie. — Présidée par Mgr Makarios, une séance commune du conseil des ministres chypriotes grecs et du conseil national, qui regroupe notamment les chefs des partis, s'est déroulée, le mercredi 2 février, pour examiner les derniers développements du problème de Chypre. Les participants ont établi la stratégie à suivre dans la poursuite des négociations avec M. Denktash, le leader de la communauté turque, ainsi qu'avec le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, attendu ici les 12 et 13 février.

Le représentant de Mgr Makarios aux pourparlers intercommunautaires, M. Papadopoulos, a déclaré qu'il éprouvait un certain pessimisme quant à la volonté de la partie adverse d'établir un État véritablement unitaire. Il n'en demeure pas moins qu'il existe aujourd'hui des bases raisonnables pour une reprise de la négociation entre les deux communautés. M. Denktash a réitéré pour la première fois une proposition concrète sur le partage territorial. C'est important, a-t-il souligné, car cela signifie que Mgr Makarios juge inacceptable la revendication du leader turc (32,5 % de la superficie de l'île). Le président s'est tenu à sa répartition, fondée sur l'importance relative des deux communautés : 20 % aux Turcs, 80 % aux Grecs. Il y a, bien entendu, d'autres divergences.

La mission américaine d'information qui doit se rendre à Chypre, en Grèce et en Turquie, dans la deuxième quinzaine de février, cherchera à discerner les moyens d'écartier ces obstacles.

DIMITRI ANDREOU.



meubler  
 d'organisation  
 entièrement  
 modulaire



RAMBO 61 114, rue de la République 75011 Paris - Tél. 365.38.38

## DU PALAIS À L'INACTIVITÉ

M. Amanrich est ministre plénipotentiaire de première classe, ce qui lui assure un traitement d'environ 10 000 francs par mois. Un poste à l'administration centrale lui aurait valu une amélioration de traitement de 3 000 ou 4 000 francs par mois, selon l'importance du poste. Cependant, la réduction du train de vie est beaucoup plus importante pour qui vient de l'étranger. En cette matière, les critères d'évaluation sont très subjectifs et les obligations professionnelles diffèrent considérablement. La villa Bonaparte, résidence de l'ambassade de France au Vatican, où M. Amanrich a vécu deux ans, est un palais, et son titulaire dispose d'une domesticité très importante. Les professionnels estimant que la différence de train de vie pour un diplomate qui, après avoir occupé un tel poste, se retrouve à Paris sans affectation, est au moins triple ou au quadruple.

Un ancien ambassadeur, M. Bayens, traite avec humour dans un ouvrage intitulé « Au bout du Quai » (1), les ambassadeurs mis à la retraite. Il écrit : « Après avoir tenu table ouverte et en maison équipée, le

## Un accord entre la Néogravure et le Livre (C.G.T.) prévoit la création de cent trois emplois

Un protocole d'accord a été signé, mercredi 2 février, entre la direction de la Néogravure et une délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. lors d'une rencontre destinée à régler les problèmes en suspens depuis l'échec du projet de fusion entre la Néogravure et l'imprimerie Victor Michel (« le Monde » du 18 septembre 1976).

Les cahiers couleur du magazine Télé 7 jours étaient réalisés par la Néogravure et, par conséquent, en septembre 1976, la Néogravure entraînait une sous-charge de travail chez Victor Michel et, parallèlement, une sous-charge de travail chez Victor Michel. L'accord prévoit que la direction de la Néogravure s'engage à adresser aux salariés licenciés par Victor Michel, qui auraient fait partie de la direction de la Néogravure, une lettre d'engagement d'embauche dans la limite des cent trois postes offerts et conformément au tableau de qualification et d'âge limite d'embauche annexé.

Aux termes du protocole, « la direction confirme qu'il ne sera procédé à aucune réduction d'effectifs jusqu'à la fin 1977 ». D'autre part, « les conséquences de l'évolution des techniques et de l'introduction de nouveaux matériels feront l'objet de négociations préliminaires pour les différents secteurs ».

Sans nier « l'existence du droit de grève », inscrit dans la Constitution, les parties signataires s'engagent néanmoins pendant la durée du présent accord à ne recourir économiquement à la grève pour les uns, à la fermeture d'atelier pour les autres, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, voire d'arbitrage.

De nouvelles réunions sont prévues entre la F.F.T.L. et la direction de la Néogravure, pour résoudre certains problèmes d'aménagement d'horaires et de transport. La discussion de ces points devrait intervenir avant mars 1977.

Le protocole d'accord a été signé, mercredi 2 février, entre la direction de la Néogravure et une délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. lors d'une rencontre destinée à régler les problèmes en suspens depuis l'échec du projet de fusion entre la Néogravure et l'imprimerie Victor Michel (« le Monde » du 18 septembre 1976).

Les cahiers couleur du magazine Télé 7 jours étaient réalisés par la Néogravure et, par conséquent, en septembre 1976, la Néogravure entraînait une sous-charge de travail chez Victor Michel et, parallèlement, une sous-charge de travail chez Victor Michel. L'accord prévoit que la direction de la Néogravure s'engage à adresser aux salariés licenciés par Victor Michel, qui auraient fait partie de la direction de la Néogravure, une lettre d'engagement d'embauche dans la limite des cent trois postes offerts et conformément au tableau de qualification et d'âge limite d'embauche annexé.

Aux termes du protocole, « la direction confirme qu'il ne sera procédé à aucune réduction d'effectifs jusqu'à la fin 1977 ». D'autre part, « les conséquences de l'évolution des techniques et de l'introduction de nouveaux matériels feront l'objet de négociations préliminaires pour les différents secteurs ».

Sans nier « l'existence du droit de grève », inscrit dans la Constitution, les parties signataires s'engagent néanmoins pendant la durée du présent accord à ne recourir économiquement à la grève pour les uns, à la fermeture d'atelier pour les autres, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, voire d'arbitrage.

De nouvelles réunions sont prévues entre la F.F.T.L. et la direction de la Néogravure, pour résoudre certains problèmes d'aménagement d'horaires et de transport. La discussion de ces points devrait intervenir avant mars 1977.

Le protocole d'accord a été signé, mercredi 2 février, entre la direction de la Néogravure et une délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. lors d'une rencontre destinée à régler les problèmes en suspens depuis l'échec du projet de fusion entre la Néogravure et l'imprimerie Victor Michel (« le Monde » du 18 septembre 1976).

Les cahiers couleur du magazine Télé 7 jours étaient réalisés par la Néogravure et, par conséquent, en septembre 1976, la Néogravure entraînait une sous-charge de travail chez Victor Michel et, parallèlement, une sous-charge de travail chez Victor Michel. L'accord prévoit que la direction de la Néogravure s'engage à adresser aux salariés licenciés par Victor Michel, qui auraient fait partie de la direction de la Néogravure, une lettre d'engagement d'embauche dans la limite des cent trois postes offerts et conformément au tableau de qualification et d'âge limite d'embauche annexé.

Aux termes du protocole, « la direction confirme qu'il ne sera procédé à aucune réduction d'effectifs jusqu'à la fin 1977 ». D'autre part, « les conséquences de l'évolution des techniques et de l'introduction de nouveaux matériels feront l'objet de négociations préliminaires pour les différents secteurs ».

Sans nier « l'existence du droit de grève », inscrit dans la Constitution, les parties signataires s'engagent néanmoins pendant la durée du présent accord à ne recourir économiquement à la grève pour les uns, à la fermeture d'atelier pour les autres, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, voire d'arbitrage.

De nouvelles réunions sont prévues entre la F.F.T.L. et la direction de la Néogravure, pour résoudre certains problèmes d'aménagement d'horaires et de transport. La discussion de ces points devrait intervenir avant mars 1977.

Le protocole d'accord a été signé, mercredi 2 février, entre la direction de la Néogravure et une délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. lors d'une rencontre destinée à régler les problèmes en suspens depuis l'échec du projet de fusion entre la Néogravure et l'imprimerie Victor Michel (« le Monde » du 18 septembre 1976).

## Après le triple meurtre de l'avenue Bugeaud

## M. Amanrich devait être déféré au Parquet

M. Gérard Amanrich, ancien ambassadeur de France au Vatican, meurtrier de sa femme et de ses deux enfants au cours de la soirée du 1<sup>er</sup> février (« le Monde » du 3 février), devait être déféré, ce jeudi 3 février, au parquet de Paris.

Il a passé la nuit précédente sur un lit de camp, dans un bureau de la brigade criminelle, où il avait été entendu pendant une journée. Le procureur de la République avait ordonné, dans la soirée du 2 février, la prolongation de la garde à vue, pour permettre aux policiers de terminer leur enquête, et notamment de rechercher l'arme du triple crime, un pistolet de calibre 165, que M. Amanrich affirme avoir jeté en bordure d'une route, alors qu'il roulait en voiture, à demi-

inconscient, après son forfait, en direction de Houdan, où il devait se constituer prisonnier à la gendarmerie.

Ces recherches sont demeurées vaines. « Je ne me rappelle plus exactement où j'ai jeté ce pistolet », a dit M. Amanrich.

A Rome, où l'annonce du triple meurtre a provoqué une vive émotion, l'Observateur romano a annoncé, mercredi 2 février, sans commentaire, le triple meurtre de l'avenue Bugeaud. En deuxième page, sous le titre : « Tragédie dans une famille de Paris », le quotidien du Vatican relate le drame en quatre lignes, ajoutant que « M. Amanrich s'est présenté à la police, déclarant entre autres qu'il avait tenté de se suicider, et qu'il avait tué les siens, parce que, « à cause de procès financiers », il n'était pas en mesure de les faire vivre honorablement ».

M. Amanrich était loin de l'âge de la retraite, et il disposait, pense-t-on, de revenus personnels appréciables. Mais il était depuis juin 1976 réduit à attendre une affectation après une brillante carrière brusquement interrompue pour des raisons administratives, et sans qu'il ait eu rien démenti. Il avait réagi avec vivacité à un rappel qu'il avait interprété comme une disgrâce. L'inaction avait encore attisé sa rancune. Le bruit court au Quai d'Orsay qu'il avait refusé l'ambassade de la Haye. Il ne semble pas cependant que celle-ci lui ait jamais été formellement proposée. Plus probablement, il s'est saisi, après quatre ans de séjour ininterrompu à l'étranger, d'un poste correspondant à ses capacités lui soit offert à l'administration centrale.

retraité va regagner un appartement parisien ou une propriété provinciale. Sa femme pourra aller au marché, cabas au bras, parfois même par son travail personnel aider à arroser les fins de mois. (...) C'est aller (...) du palais Farnèse à une seule pièce-cuisine.

M. Amanrich était loin de l'âge de la retraite, et il disposait, pense-t-on, de revenus personnels appréciables. Mais il était depuis juin 1976 réduit à attendre une affectation après une brillante carrière brusquement interrompue pour des raisons administratives, et sans qu'il ait eu rien démenti. Il avait réagi avec vivacité à un rappel qu'il avait interprété comme une disgrâce. L'inaction avait encore attisé sa rancune. Le bruit court au Quai d'Orsay qu'il avait refusé l'ambassade de la Haye. Il ne semble pas cependant que celle-ci lui ait jamais été formellement proposée. Plus probablement, il s'est saisi, après quatre ans de séjour ininterrompu à l'étranger, d'un poste correspondant à ses capacités lui soit offert à l'administration centrale.

(1) Fayard.

## DESTRUCTION DE PIÈCES DU DOSSIER DE L'AFFAIRE DE BROGIE

L'enquête sur le meurtre de Jean de Broglie vient de connaître un nouvel incident. Après diverses péripéties, telles qu'une tentative de cambriolage et de mystérieuses agissements, M. Guy Flichy, juge d'instruction chargé du dossier, aurait été le caennais maché, de la destruction de documents concernant la mort de Varga, inculpé de complaisance d'homicide volontaire. Après avoir été saisi par les enquêteurs, plusieurs pages de l'agenda de M. de Varga auraient été détruites accidentellement avant d'être transmises au magistrat instructeur. Les feuilles auraient brûlé dans une machine à photocopier dont le fonctionnement était défectueux.

du 29 Janvier au 26 Février

## offre spéciale d'avant-saison

# NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle 890F

avec gilet 990F

baïssa de la tva comprise

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

39, RUE TROCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS

phone: (94) 97 00 04 / télex: 470 235 à 5<sup>e</sup> TROPÉZ

هكذا من الأصل

## AU JOUR LE JOUR

## NOUS DEUX

Si l'on cherche à définir le premier meurtre de Paris, plus que tout autre, il s'agit de celui qui a provoqué le premier meurtre dans le monde de la capitale. En effet, comme on le sait, le meurtre de Jean de Broglie est le premier meurtre de la capitale. Et si l'on cherche à définir le premier meurtre de Paris, plus que tout autre, il s'agit de celui qui a provoqué le premier meurtre dans le monde de la capitale. En effet, comme on le sait, le meurtre de Jean de Broglie est le premier meurtre de la capitale.

BERNARD CHAPRON.

## Vient de paraître

RAYMOND ARO

Plaidoyer pour l'Europe de